

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAÎSSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

Vu l'importance et l'abondance des matières, nous avons été obligés de remettre à notre prochain numéro la continuation de notre Enquête.

La Quinzaine Internationale

Les Puissances veulent-elles désarmer?

S'il est un problème qui intéresse les peuples, c'est celui du désarmement. Si les ministres en parlent si souvent dans leurs discours, soit à la tribune des Assemblées, soit au cours des cérémonies publiques, c'est qu'ils savent flatter l'opinion des foules. Mais ils se bornent à flatter cette opinion: ils ne passent jamais aux actes. Promis par les thèses wilsonniennes à la fin du conflit mondial, le désarmement n'est jamais entré dans l'ordre des faits et, logiquement, il n'y pouvait entrer. Les Puissances, grandes et petites, qui ont des impérialismes proportionnés à leur taille et à leurs moyens, se gardent de toucher à leurs marines et à leurs armées; une restriction, quelle qu'elle fut, de leurs effectifs, leur paraîtrait comme une trahison vis-à-vis d'elles-mêmes. Mais elles ne songent pas seulement au développement de leurs propres expansionnismes ou au danger que leur font courir les expansionnismes rivaux. Elles pensent aussi et surtout à la défense sociale, c'est-à-dire à la répression des éléments ouvriers qui combattent le régime capitaliste encore prédominant dans le monde. On chercherait en vain quel Etat a désarmé volontairement au cours des dernières années.

Le débat, qui a eu lieu à la Chambre française à propos du budget de la Guerre, a montré que les gouvernements de la France méditaient d'aggraver les charges du pays plutôt que de les réduire. Le ministre Painlevé s'est efforcé, par des calculs compliqués, de prouver que la France avait moins d'hommes sous les drapeaux et dépensait moins qu'avant 1914. Il n'a persuadé que ceux qui, d'avance, étaient convaincus. Alors que partout on prépare la guerre chimique et la guerre bactériologique, au mépris des engagements les plus solennels, on se préoccupe de garder d'immenses effectifs, comme si l'infanterie et la cavalerie devaient encore être appelées à jouer le même rôle que dans le passé, et c'est là surtout qu'apparaît la mission de coercition sociale à l'intérieur que la bourgeoisie assigne aux forces militaires.

Mais l'Angleterre et l'Amérique, qui aspirent à la primauté navale l'une et l'autre, ne consentent pas plus à dé- armer sur mer que la France à désarmer sur terre. L'autre jour, un député demandait à M. Baldwin à la séance des Communes, s'il serait possible de réunir, en vue d'une limitation des armements, une nouvelle Conférence des puissances maritimes. Il a reçu une réponse négative. M. Britten, le président de la commission de la marine à la Chambre des Représentants de Washington, a, de son côté, écrit à M. Baldwin pour lui proposer à cette même fin une réunion de parlementaires anglais et américains. Il n'a rencontré dans son propre pays que sarcasmes et anathèmes: d'aucuns ont même demandé qu'il fût poursuivi pour conspiration contre la sûreté de l'Etat. A la vérité, sa suggestion détonait quelque

peu à cette heure où le ministère de la Guerre de Washington proclamait l'union américaine en péril et revendiquait en toute hâte l'élaboration d'un plan de défense. Il veut qu'on mobilise à la fois les hommes et les industries, qu'on accumule les réserves de munitions et de matières premières. Contre qui? Ce n'est, certes, ni contre les Canadiens, ni contre les Mexicains. Alors, il faut bien supposer que les dirigeants des Etats-Unis entrent en guerre ou avec le Japon ou avec les Grandes Puissances européennes.

Cette proclamation du War Office américain, suivant trois mois après la signature du Pacte Kellogg, indique à quel degré étaient sincères les ministres qui, de-ci, de-là, ont parlé du désarmement. Avec l'impérialisme, c'est comme toujours la passion des armements nouveaux qui sévit dans l'univers. Et les petits chats se mettent à l'unisson des grands: les inspections que certains généraux français ont accomplies récemment en Yougoslavie, en Roumanie, en Pologne et en Tchécoslovaquie sont suggestives au supreme degré.

L'antagonisme Franco-Italien.

A chaque occasion éclate, en traits saisissants, l'antagonisme de la France et de l'Italie. Le verdict du procès de di Modugno, le meurtrier du consul Nardini, a fourni à la presse fasciste l'occasion d'une violente polémique. M. Poincaré y a répondu à la tribune de la Chambre, lorsqu'il a déclaré que la France n'évacuerait pas la Syrie pour ne pas offrir à l'Italie la liberté de prendre ce territoire.

L'opposition des deux impérialismes français et italien constitue désormais un des grands périls pour la paix du Continent. Laissons de côté le verdict du jury de la Seine qui ne pouvait ne pas tenir compte des sévices infligés par le fascisme à ses adversaires. Si ce verdict n'était pas tombé en quelque sorte dans une situation déjà troublée, les articles du Tevere ou du Brillaute n'auraient pris qu'une importance médiocre. Mais pour des motifs qui ne se déduisent pas seulement de la politique intérieure, les gouvernements de Paris et de Rome sont en lutte l'un avec l'autre. Le gouvernement actuel de Paris regarde le fascisme d'un œil assez favorable, en effet, en tant qu'organisation sociale.

Mais les deux impérialismes s'entrechoquent dans l'Afrique du Nord où la France et l'Italie voisinent. Ils s'entrechoquent plus encore dans la presqu'île des Balkans. Ici, la France et l'Italie ont chacune leurs clientèles, la première s'appuyant sur la Yougoslavie à laquelle elle est liée par traité, la seconde pouvant mouvoir à sa guise l'Albanie, sur qui elle a établi son protectorat, et la Bulgarie qui a des intérêts identiques aux siens.

Ce qui fait la gravité de tout débat balkanique, c'est qu'il suscite dès la première heure l'intervention

du Quai d'Orsay et du Palais Chigi. Lorsque la France et l'Angleterre ont fait une démarche auprès de M. Liaptcheff, à Sofia, pour réclamer la répression des comitadjis, elles se sont heurtées au veto de M. Mussolini.

On doit regarder les controverses violentes qui, de temps à autre, surgissent entre la presse fasciste et la presse française, comme les indices d'un état de fait qui compromet lui-même la paix européenne. Cet état de fait est surtout menaçant pour les contrées balkaniques qui subissent les conséquences de toute tension aggravée entre les gouvernements de Paris et M. Mussolini. Et il sied d'y insister une fois de plus: si ces contrées balkaniques veulent échapper aux effets d'un conflit armé qu'il est permis de redouter, elles ne sauraient y aboutir qu'en organisant une Fédération républicaine des ouvriers et des paysans. Alors, toutes groupées entre elles, elles seraient assez fortes pour fermer la Péninsule à la guerre.

La Croatie restera-t-elle yougoslave?

Les événements qui se sont produits à Zagreb dans les premiers jours de décembre ont une fois de plus posé le problème de la stabilité de la Yougoslavie. Les

manifestants de la capitale croate ont crié: „A bas le gouvernement de Belgrade! Vive la Croatie!“

Ils ne pouvaient mieux proclamer leur séparatisme.

De bons observateurs se demandent si, à bref délai, une révolution pour l'indépendance n'éclatera pas chez les Croates, qui ne se sont jamais accommodés d'un joug étranger. De toute certitude, lorsque les députés croates, de concert avec les démocrates dissidents de Pribitchévitch, ont quitté la Skoupchtina, après l'attentat de Ratich, le cabinet yougoslave a affecté de dédaigner l'incident. Il avait tort. Autonomistes et fédéralistes jusqu'à une date proche, les Croates évoluent de plus en plus vers le séparatisme. Or, s'ils s'insurgent, le gouvernement de Belgrade essaiera-t-il de les vaincre par la force, ou laissera-t-il l'amputation s'accomplir sans résistance? Et si la Croatie se détache, que feront la Slovénie et le Monténégro?

Voilà une question qui passe au premier plan et qui n'intéresse pas seulement les Balkans, car rien de ce qui intervient dans les Balkans ne saurait être indifférent au reste du Continent.

Paul Louis

Les nouvelles amours Italo-Turques

Quelques jours après que la Chambre hellène eût donné son approbation au pacte gréco-italien, la Chambre italienne approuvait le pacte italo-turc. Le rapport direct qui existe entre ces deux événements est visible. Il acquiert encore plus d'importance par l'offre de bons offices faite à la Grèce par l'Italie fasciste en vue de hâter la conclusion d'un pacte similaire turco-hellène. On arrivera certainement à ce résultat, et l'Italie fasciste en profitera pour vanter le renforcement de son influence dans la Méditerranée Orientale. En attendant, Mussolini et sa presse ne tarissent pas d'éloges au sujet de Kémal pacha.

Dans son discours à la Chambre concernant le traité de neutralité, arbitrage et règlement judiciaire signé à Rome entre le Royaume d'Italie et la République Turque le 30 mai 1928, Mussolini a exprimé son admiration touchante l'effort gigantesque du gouvernement turc pour acheminer son pays vers la civilisation occidentale, et il a dit toute sa satisfaction de voir le champ ouvert à une collaboration loyale et spontanée entre les deux peuples: collaboration économique et commerciale destinée — a-t-il dit — à d'autres développements d'autant plus importants que l'horizon étant maintenant libre de nuages, le gouvernement turc peut compter désormais sur la loyauté absolue du gouvernement fasciste.

L'horizon est dégagé. Dans cette note courte et discrète, les souvenirs troublants de Mossoul sont noyés. Mais cette soudaine «loyauté absolue» du gouvernement fasciste peut-elle faire oublier la perfidie anglaise qui, dans un passé encore tout récent, lança son vassal romain contre la Turquie, comme elle l'avait lancé contre la Russie Soviétique, à propos de la Bessarabie?

A quoi tient la nouvelle politique italienne dans le Proche Orient?

Pour le comprendre, il faut tenir compte de l'amère déception que causa à l'Italie fasciste le renouvellement de l'entente anglo-française. Comme l'Italie fasciste ne vise qu'à une politique de prestige, elle ne pouvait riposter à l'alliance franco-anglaise qu'en se jettant dans les bras de la Turquie et de la Grèce. C'était le seul moyen pour elle de se venger de l'abandon de l'Angleterre.

Cet abandon de l'Italie, laissée les mains vides après qu'on se fut servi d'elle sans mesure, est certainement un des traits les plus caractéristiques de l'égoïsme britannique. Mussolini en fut profondément affecté. Il jura de reconquerir l'amitié islamique et d'y associer la Grèce, la Grèce de Zaimis, de Michalacopoulos, de Vénizelos, ou de n'importe qui, cette Grèce qui avait essayé le même traitement de la part de l'Angleterre, avec des conséquences bien plus tragiques. Amis et ennemis, dans la guerre d'Asie-Mineure et l'affaire de Mossoul, unissaient leur rancune contre la Puissance qui s'était moquée d'eux, les lançant les uns contre les autres, à son unique profit.

Les nationalistes italiens ont, par conséquent, changé de doctrine et de langage. Les Turcs ne sont plus la lèpre que, dans leur onctueux catholicisme, ils avaient toujours décrite: une horde barbare campée aux confins de l'Europe et qu'il

fallait rejeter en Asie. Ils ont oublié le Traité de Londres (1915) — odieux essai de partage de l'héritage d'un vivant — pour adopter une attitude hostile à l'égard des Alliés qui, autour de l'assiette au beurre de Versailles, n'avaient pensé qu'à eux-seuls. Dans les journaux fascistes disparaissaient les descriptions poétiques de la «terre promise» d'Adalia, les longs comptes-rendus des «recherches archéologiques» au pays anatolien, où ils découvraient les vestiges de Rome que des siècles de domination musulmane n'avaient pu faire disparaître. Maintenant, leur impérialisme se déguise. Il n'a plus le caractère brutal d'une conquête guerrière.

«Notre impérialisme, a déclaré Mussolini à la Chambre, ne menace personne... Il n'est qu'un besoin d'expansion pacifique... Nous voulons collaborer avec tous les peuples prêts à collaborer avec nous, notamment avec ceux dont la Méditerranée baigne les côtes.»

Et il envoie en Orient, nouveaux croisés, les jeunes troupes de Balilla (entre autres ses propres enfants) rendre hommage au Ghazi et en recevoir des cadeaux de cigarettes et de photos signées par lui. Par ailleurs, ses théoriciens, tel Cantalupo, ancien secrétaire d'Etat au Ministère des Colonies, sont chargés d'expliquer, en d'interminables articles publiés dans la presse, le rôle redoutable de l'alliance franco-anglaise visant l'Afrique Atlantique comptant, pour la France: le Maroc, le sud Algérien, la Mauritanie, le Sahara, le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Dahomey, le Gabon, le Cameroun, l'Afrique Equatoriale jusqu'au lac Tchad; et, pour l'Angleterre: Gibraltar, la Gambie, la Sierra-Leone, la Côte d'Or, la magnifique Nigéria, et même le Soudan — immense champ de travail commun embrassant la direction des choses et le gouvernement des hommes, réservoir inépuisable d'armées coloniales et métropolitaines, d'exploitations capitalisées colossales!

«Cet accord de la France et de l'Angleterre pour la réorganisation de leurs intérêts économiques et politiques entre Gibraltar, l'Atlantique et l'Afrique Equatoriale signifie que les deux Puissances hégémoniques considèrent comme établi et immuable l'accord Méditerranéen non pas tant dans le bassin oriental que dans le bassin occidental. Ces Puissances doivent retenir que des faits nouveaux dans la Méditerranée, de nature à modifier le *statu quo*, ne peuvent ni ne doivent se produire... L'accord Atlantique est issu de l'accord Méditerranéen; il en est la conséquence... (Corriere della Sera du 23 novembre, article *Africa Atlantica domani*.)

Combien de vérités et de fantaisies y a-t-il dans ces aperçus? Nous n'avons pas à l'approfondir. Ce qui nous intéresse, c'est simplement de dégager les idées qui, dans le moment actuel, dirigent le nationalisme italien et l'orientent vers des amours avec la Turquie et la Grèce. Contre la tendance prêtée à l'alliance franco-anglaise d'un équilibre stable dans la Méditerranée, on insinue des possibilités de changement, qu'on laisse à l'avenir de préciser. En prévision de ces éventualités, on bâcle des traités particuliers. On a beau répéter que ces traités ne sont pas en opposition avec d'autres. La vérité est qu'une conception dualiste y préside toujours. D'un côté comme de l'autre, l'esprit d'impérialisme s'étale: tout comme avant 1914. Pour la paix du monde, il n'y a pas de plus grand danger.

A tous les traités particuliers, il faut opposer la volonté des peuples d'accords généraux. Qui peut nier que le traité italo-turc vient renforcer les traités de Tirana, doublant ainsi le péril qui menace la paix balkanique?

Dans ces conditions, la «tâche» à laquelle s'applique Mussolini de réconcilier la Turquie et la Grèce, Kémal Pacha et Ahmed Zogou, ne peut que rendre plus vives les inquiétudes

de la Yougoslavie et la pousser davantage du côté de la Petite-Entente et de la France.

Deux camps vont se former des Balkans à l'Asie Mineure. De leur heurt peut sortir la guerre. Une fois celle-ci déchainée, l'incendie ne pourra être circonscrit.

Que font les démocraties d'Europe? Que fait la Société des Nations?

Paolo Davila

En Macédoine sous joug bulgare Le calvaire du peuple macédonien

Un Appel de l'ORIM Unifiée

L'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée — l'ORIM Unifiée — a lancé en novembre dernier un Appel au peuple macédonien, publié aussi dans des journaux bulgares, que nous reproduisons ci-dessous *in extenso*:

Des événements sanglants se produisent dans la région de Pétritch et parmi l'émigration macédonienne en Bulgarie.

Les luttes sanglantes menées ces dernières années par un groupe de fascistes macédoniens assassins contre le mouvement libérateur macédonien et le peuple macédonien lui-même ont pris ces derniers mois des proportions inouïes et inconnues dans l'histoire du mouvement macédonien.

De 1922 à 1927, plus de mille personnes ont été tuées dans le territoire bulgare; on a entrepris dans les zones serbe et grecque de la Macédoine, dans l'intérêt du fascisme et de l'impérialisme bulgare et italien, plusieurs actions isolées et attentats qui ont fourni des prétextes aux chauvins et oppresseurs serbes et grecs pour tuer plusieurs centaines de Macédoniens et jeter en prison ou déporter plusieurs milliers de fils du peuple macédonien, rendant la vie impossible à la population restante.

Ce qui cependant se passe actuellement dans la région de Pétritch et parmi l'émigration macédonienne en Bulgarie dépasse par sa monstruosité tout ce que les fascistes macédoniens ont fait jusqu'aujourd'hui.

Que se passe-t-il dans ces régions de la Macédoine? Que fait-on parmi l'émigration macédonienne?

L'ORIM fasciste, il y a environ une année, a engagé des discussions et des luttes pour l'hégémonie des groupes et des personnes. Ces discussions ont abouti au meurtre de Protoguéroff, membre du Comité Central de l'ORIM, meurtre préparé par son camarade Ivan Mikhaïloff, membre également dudit Comité de cette organisation. Cela s'est passé en pleine capitale bulgare, sous les yeux du tsar et du gouvernement, sous les yeux des représentants des Etats étrangers qui les protègent.

Après ce premier acte, plusieurs autres ont suivi. Les discussions et les conflits entre les Macédoniens fascistes ont fait place à de luttes sanglantes.

L'ORIM est divisée en deux clans ennemis bien définis: celui de Mikhaïloff, Karayovoff, S. Eftimoff, et celui des amis de Protoguéroff: G. Pop Christoff, Parlitchoff, Bajdaroff, Tomalevski, Badeff.

Voilà déjà plus de quatre mois que de véritables batailles se livrent dans la région de Pétritch entre les groupes armés des deux clans de cette organisation; les amis d'un de ces clans sont pris et tués par ceux de l'autre clan; on oblige les Macédoniens à prendre part dans ces luttes et on tue d'une façon cruelle les Macédoniens qui n'appartiennent à aucun de ces groupes, trouvant infâmes les œuvres aussi bien des uns que des autres.

Des centaines de familles macédoniennes sont réfugiées à Sofia pour échapper aux tueries des hordes de Huns d'Ivan Mikhaïloff. La région de Pétritch est transformée en un enfer, en un cimetière.

D'après les renseignements du correspondant du journal anglais *Times*, plus de 400 personnes ont été ainsi tuées au cours de ces derniers mois dans cette zone de la Macédoine.

Les batailles et les luttes sanglantes ont été aussi transportées à Sofia. A plusieurs reprises, les fascistes macédoniens ont provoqué des scènes sanglantes dans la capitale de la Bulgarie.

Les événements qui se passent dans l'ORIM fasciste se répercutent dans les organisations respectives des émigrés en Bulgarie.

Les dirigeants de ces organisations qui prétendent s'occuper d'œuvres culturelles et d'assistance mutuelle, s'asso-

cient avec l'un ou l'autre de ces clans; ils prennent part, directement ou indirectement, suivant le cas, aux luttes des deux clans fascistes.

La direction du Comité National de ces organisations est divisée; sa majorité est avec Ivan Mikhaïloff, tandis qu'une minorité est obligée d'observer le silence.

Le journal *Makédonia*, l'organe de la direction de ces organisations, ainsi que l'organe fasciste macédonien de Genève *La Macédoine*, ont pris ouvertement position aux côtés de Mikhaïloff.

Quelles sont les causes qui ont provoqué ces sanglantes entre-tueries? Elles sont purement personnelles et égoïstes.

Les principes des deux clans — si on peut parler de principes lorsqu'il s'agit d'organisations dirigées par des agents étrangers — sont les mêmes, car tous les deux clans sont composés d'étrangers nationalistes bulgares, de verkhovistes autonomistes bulgares, suppôts de la dictature réactionnaire du fascisme bulgare, agents de l'impérialisme italien.

Pouvait-il en être autrement?

Les deux clans fascistes sont des créatures du fascisme bulgare; ses organes, qui font sa politique dans la région de Pétritch et parmi l'émigration macédonienne en Bulgarie; ses aides pour étouffer l'indignation du peuple bulgare; les serviteurs les plus zélés de sa politiques de revanche et d'annexion, de sa politique de la «grande Bulgarie». Evidemment, le caractère de ces deux créations du fascisme bulgare est le même, depuis longtemps.

Dès la naissance même du mouvement révolutionnaire macédonien, l'Etat bulgare et la Cour ont voulu mettre la main sur ce mouvement. Ils ont organisé des tchétas, leur ont donné des armes des dépôts d'Etat, ont mis à leur disposition, pour les commander, des officiers actifs de l'armée bulgare, et les ont envoyées en Macédoine pour y conquérir ou du moins désorganiser l'Organisation Révolutionnaire Macédonienne. Ces tchétas faisaient de nombreuses incursions en Macédoine, en 1895 et 1902, pour faciliter la politique du gouvernement bulgare et de la Cour. Elles ont plus tard continué à jouer le même rôle de 1908 jusqu'en 1915, et de 1923 jusqu'aujourd'hui.

Les fascistes macédoniens sont aujourd'hui ce qu'ils étaient hier, des créatures annexionnistes, réactionnaires et fascistes. C'est pourquoi tout ce qui se passe dans les clans du fascisme bulgare trouve son reflet dans l'organisation fasciste macédonienne. Depuis trois ou quatre ans, des différends et des conflits existent parmi les fascistes bulgares concernant la politique intérieure ou extérieure qu'ils devaient suivre. Deux clans se sont formés entre eux et mènent l'un contre l'autre une vive lutte pour l'hégémonie. Et ces luttes trouvent leur reflet dans l'ORIM fasciste.

L'aile d'Ivan Mikhaïloff est soutenue par le général Volkoff et le tsar Boris; celle de Protoguéroff, par Tzankoff, Rousseff, Chkoinoff.

Grâce à la protection du gouvernement dirigé par le tsar Boris et le général Volkoff, Ivan Mikhaïloff a eu le dessus dans sa lutte contre ses adversaires. Non satisfait de combattre ses concurrents dans l'organisation fasciste, Mikhaïloff, appuyé et aidé par les autorités bulgares, essaie de bâillonner non seulement tous les membres de l'opposition, mais aussi ceux du parti gouvernemental qui n'appartiennent pas au clan zgovoriste de Volkoff, son protecteur. Il établit la censure sur tous les journaux bulgares qui osent éléver la voix contre sa tyrannie.

Ces luttes sanglantes ont fourni aux fascistes bulgares une occasion pour mettre sur le tapis, à leur façon, la question du caractère du mouvement macédonien.

Les deux ailes fascistes bulgares s'occupent publiquement de la question macédonienne et définissent l'attitude de l'Etat vis-à-vis de cette question.

Dans un discours, Tsankoff, le dirigeant d'une de ces ailes, déclare publiquement que la question macédonienne est une question de l'Etat bulgare et de la race bulgare toute entière. Cette thèse de Tsankoff est acceptée par l'autre aile fasciste aussi, celle du général Volkoff et du tsar Boris. Sont également pour la même thèse les Bajdaroff et Parlitchoff, amis de Protogueroft. Le docteur K. Stanicheff, homme de confiance d'Ivan Mikhaïloff, placé par lui dans le Comité National comme président de ce Comité, est aussi pour cette thèse.

Il est vrai qu'on entend dans ces milieux quelques voix cherchant de «nouvelles routes» et de «nouvelles directions» pour l'ORIM fasciste; mais ces voix sont tellement irrésolues et tellement faibles, que l'on ne peut point leur attribuer la capacité de pouvoir changer la politique générale de cette organisation.

Ainsi, les fascistes et les gros propriétaires bulgares, ainsi que les fascistes macédoniens et leurs ramifications ont de nouveau montré, à l'unanimité, leurs aspirations annexionnistes et verkhovistes; ils ont de nouveau proclamé le droit de l'Etat bulgare à diriger le mouvement macédonien; les fascistes macédoniens ont de nouveau montré et prouvé que leur organisation est nettement dirigée par les hommes politiques de l'Etat bulgare, par ces assassins du peuple bulgare. Ainsi, les luttes sanglantes entre les deux ailes du fascisme macédonien ont jeté une nouvelle lumière sur les projets d'annexer la Macédoine à la Bulgarie, que poursuivent le gouvernement fasciste bulgare, les Macédoniens fascistes, les dirigeants de l'ORIM et des différentes organisations de l'emigration.

Si nous nous occupons ici de ces luttes entre les fascistes bulgares, c'est parce que le peuple bulgare en supporte toutes les conséquences.

De ces attentats perpétrés par ces bandes en Macédoine grecque et serbe — attentats qui ont provoqué la protestation unanime du monde civilisé — ainsi que des luttes entre les fascistes, c'est le peuple macédonien de la zone bulgare qui doit supporter les coups les plus durs.

Les personnes battues, torturées, tuées et pendues, et les émigrés macédoniens à Sofia sont dans leur grande majorité des gens qui ne prennent aucunement part à ces luttes; des paysans macédoniens, des artisans et des ouvriers qui ne sympathisent point, ne peuvent point sympathiser avec l'une quelconque de ces ailes fascistes macédoniennes.

En analysant la situation du peuple macédonien dans la région de Pétritch et de l'emigration macédonienne en Bulgarie, en liaison avec les événements qui se sont déroulés ces derniers mois, et en montrant le caractère de coteries des luttes engagées par l'ORIM fasciste, nous nous adressons à ces quelques Macédoniens encore égarés dans leurs rangs et leur demandons de quitter cette organisation sanglante qui a compromis le nom de la glorieuse organisation macédonienne d'autrefois.

Ces Macédoniens ne doivent pas oublier qu'en prenant part à une organisation qui sert des intérêts étrangers, ils engagent leur responsabilité devant le peuple macédonien, devant la génération future et devant l'histoire, pour tous les exploits que cette organisation a faits et continue à faire en trahissant le mouvement macédonien libérateur.

Nous nous adressons à l'emigration macédonienne, et en premier lieu aux émigrés macédoniens qui gagnent leur pain par un travail dur et qui connaissent si bien les souffrances de leurs frères en Macédoine. Nous nous adressons à tous ces Macédoniens et les invitons à entreprendre une lutte courageuse et décisive contre les directions des organisations de l'emigration macédonienne, instruments de l'ORIM fasciste et du gouvernement bulgare, à se choisir comme dirigeants de ces organisations des Macédoniens qui conduiront l'emigration dans la voie de leurs vrais intérêts; ils seconderont ainsi efficacement les efforts et les luttes révolutionnaires du peuple macédonien pour son unification et sa libération et la constitution de la Fédération balkanique.

Nous invitons les réfugiés macédoniens à prendre en propres mains l'œuvre qui leur revient, l'œuvre de leur établissement, en chassant les banquiers macédoniens, les gros propriétaires et les fascistes, exploiteurs de leur malheur.

Terres, inventaires, habitations pour les paysans macédoniens réfugiés; inventaires, crédits et habitations pour

les artisans macédoniens; travail, droit d'organisation, protection du travail, habitations pour les ouvriers macédoniens; assistance de l'Etat aux sans-travail macédoniens réfugiés, qui constituent les 50% des sans-travail de toute la Bulgarie: en un mot, des mesures efficaces pour défendre les intérêts de tous les réfugiés macédoniens — telles sont les revendications les plus urgentes, que vous, Macédoniens réfugiés, devez formuler.

D'autre part, luttant pour améliorer votre situation, vous les victimes de la politique d'annexion et d'impérialisme bulgare, serbe, grecque et européenne, vous pourrez vous adonner avec plus d'enthousiasme à l'œuvre de libération du peuple macédonien.

Emigrés et réfugiés macédoniens, il est grand temps de cesser votre apathie vis-à-vis de votre propre cause et de celle du peuple macédonien tout entier!

Vous avez laissé trop longtemps les Macédoniens verkhovistes et réactionnaires diriger les organisations de l'emigration et parler en votre propre nom!

Sachez que ces Macédoniens ne pensent pas à vous, qu'ils exploitent vos malheurs pour rendre des services à leurs maîtres et vivre largement.

Nous nous adressons à la population macédonienne de Pétritch et l'invitons à la lutte contre les Macédoniens fascistes: chassez de votre propre terre ces canailles indignes du nom macédonien!

Macédoniens! L'ORIM fasciste est depuis longtemps stigmatisé par l'humanité civilisée comme une organisation mercenaire et étrangère aux intérêts et aux idéals du peuple macédonien.

Par les orgies sanglantes qu'elle a organisées et qu'elle continue à organiser contre le peuple macédonien dans la région de Pétritch et parmi l'emigration macédonienne en Bulgarie, cette organisation s'est compromise définitivement non seulement devant l'opinion publique progressiste du monde entier, mais encore auprès des quelques hommes politiques qui la défendent encore jusqu'aujourd'hui.

Actuellement, la désagrégation de cette organisation est complète. Elle se convulse sous le coup de ses propres crimes. Ses amis les plus proches à l'étranger, comme Miljoukoff, Némanoff, Weigand, Lodi, etc., n'ont plus le courage de la défendre ouvertement. Toute l'Europe démocratique est contre elle. L'Europe démocratique n'éprouve plus que de la répugnance pour les exploits des fascistes macédoniens, elle voit que ce ne sont là que des bandits ordinaires, des assassins vulgaires.

Il ne faut cependant pas croire que ces ignobles individus cesseront d'organiser leurs orgies sanglantes contre le peuple macédonien parce que l'Europe démocratique est contre eux.

Le coup qui leur a été porté de l'étranger est très fort, mais non point suffisant pour effondrer la dictature sanglante de l'ORIM fasciste et de la réaction fasciste dirigeant les organisations de l'emigration.

Le coup décisif, le coup de grâce doit leur être asséné par le peuple macédonien lui-même.

Paysans, artisans et ouvriers de la région de Pétritch, émigrés et réfugiés macédoniens en Bulgarie, vous devez crier à haute voix:

A bas les traîtres de l'œuvre macédonienne!

A bas les agents du fascisme et de l'impérialisme bulgare et italien!

A bas les assassins du peuple macédonien et bulgare!

Vous devez éléver votre voix pour la liberté complète de vos opinions et de vos convictions.

Vous devez éléver votre voix pour la suppression du régime spécial dans la région de Pétritch, pour le droit de la parole, de la presse, de réunion et d'organisation. Telles doivent être vos premières revendications.

Mais vous ne devez pas vous contenter de cela.

Fidèles à votre glorieux passé révolutionnaire, vous continuerez à lutter pour l'établissement en Macédoine d'un régime qui donnera au peuple macédonien la possibilité d'être le maître de son propre sort. Ce régime ne sera possible que lorsque les différentes parties de notre Patrie, aujourd'hui écartelée entre la Grèce, la Serbie et la Bulgarie, seront libres et unifiées.

Le mot d'ordre pour la Macédoine libre et indépendante doit être celui que le peuple macédonien tout entier doit suivre. Autour de ce mot d'ordre doivent se grouper toute la population de la région de Pétritch, les émigrés et les réfugiés en Bulgarie, à l'instar des masses populaires en Macédoine grecque et serbe.

Actuellement que, avec les fascistes bulgares, les fascistes macédoniens déclarent aussi que la question macédonienne est une question de l'Etat bulgare, le peuple macédonien doit, avec une insistance encore plus grande, crier hautement:

Non! La question macédonienne n'est pas une question bulgare; elle est une question des masses populaires macédoniennes, des Macédoniens bulgares, turcs, albanais, grecs, serbes, kouzourvalaques et juifs habitant les trois parties de la Macédoine; elle est une question des Macédoniens de différentes nationalités chassés de leur patrie. Nous demandons une Macédoine libre et indépendante!

La libération et l'unification de la Macédoine indépendante ne sera conquise que par des efforts communs, des luttes communes qui, nécessairement, seront des luttes révolutionnaires. Ces luttes ne peuvent et ne doivent pas s'engager isolément; elles doivent être menées en masse.

Les actions isolées et les attentats que l'ORIM fasciste a perpétrés et perpétre toujours encore sont des actions contre-révolutionnaires; ce n'est pas par de pareilles actions que l'on peut conquérir la liberté d'un peuple; toutefois, elles fournissent des prétextes aux tyrans pour renforcer la répression, la terreur.

Le peuple macédonien mènera ses luttes révolutionnaires en masse contre ses oppresseurs et leurs protecteurs, contre les fascistes macédoniens, agents des intérêts étrangers, alliés au fascisme italien et bulgare et trahis à la cause macédonienne.

Mais même ces luttes de masse ne peuvent nous mener au but désiré que si elles sont conduites côté à côté avec celles des autres peuples et classes opprimés balkaniques; c'est-à-dire, lorsqu'on formera le front uni macédonien, et le front uni révolutionnaire balkanique.

Le front uni révolutionnaire macédonien se réalise. Sous le drapeau de l'*Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée* est groupée la plus grande majorité des révolutionnaires macédoniens qui luttent honnêtement pour la libération de la Macédoine.

L'orgie sanglante des fascistes macédoniens

La tragédie macédonienne continue. La liste funèbre s'allonge. Des bandes fascistes, sous le commandement de Mikhaïloff — ce sultan au chapeau feutré — tuent des dizaines et des centaines de paisibles citoyens. Elles tuent à Pétritch, à Sofia et ailleurs.

Autrefois une organisation vraiment révolutionnaire, l'ORIM est devenue depuis longtemps une bande d'assassins professionnels, qui se vend à chaque réaction; avant-hier à Ferdinand, pour servir sa politique; hier à Tsankoff, pour exécuter le coup d'Etat et des assassinats politiques sans nombre; aujourd'hui à Liaptcheff-Général Volkoff et à Mussolini.

Remarquez bien que nul n'est poursuivi pour ces meurtres en masse. Les procureurs bulgares ont capitulé depuis longtemps devant la terreur de ces assassins, sur ordre du gouvernement. Cependant, ces mêmes procureurs sont très actifs et font preuve d'un grand excès de zèle lorsqu'il s'agit de »subversifs« — d'honnêtes ouvriers et paysans bulgares anti-fascistes.

Les hommes de Mikhaïloff battent à mort, tuent et pendent sur les places publiques, en présence même des autorités. On a vu des procureurs assister en personne à des pendaisons publiques. Aucune poursuite, aucune enquête n'ont lieu. Les assassins restent toujours »inconnus«, tandis que les prisons sont bondées de »subversifs«, c'est-à-dire d'adversaires politiques du gouvernement fasciste bulgare. On »découvre« ces »subversifs« lorsqu'ils sont réunis dans une conférence légale; et, arrêtés, ils font des »aveux« à la suite de tortures inhumaines.

Dernièrement, les crimes des bandes fascistes macédoniennes, dites »autonomistes«, ont pris une telle extension, que la presse étrangère s'est vue obligée d'en parler. La soi-disant »marche« projetée des bandes de Mikhaïloff sur Sofia a été très commentée. Evidemment, nous ne savons pas au juste si Mikhaïloff songe sérieusement entreprendre cette comique aventure, cette folie. Mais il est clair que s'il entreprend cette »marche« sur Sofia, cela se fera de connivence avec Monsieur Liaptcheff et Monsieur le Général Volkoff.

En réalité, les hommes politiques même les plus médiocres savent que l'ORIM est une organisation officiellement alliée au gouvernement fasciste bulgare, qu'elle est armée, protégée et payée par ce dernier et par le monstre fasciste de Rome — Mussolini.

C'est justement pour cette raison que les diplomates des

Le front uni révolutionnaire balkanique se forme aussi. Les peuples opprimés des Balkans, avec l'aide de leurs organisations révolutionnaires, agissent collectivement. Dans ce front uni prennent part: Macédoniens, Albanais, Kossoviotes, Dobroudjanais, Thraciens, Monténégrins. Le ralliement des autres peuples balkaniques opprimés dans ce front uni n'est plus qu'une question de temps.

D'autre part, le peuple macédonien et les autres peuples opprimés ne sont pas abandonnés à leurs propres forces. Leurs luttes révolutionnaires trouvent un appui complet dans le mouvement national-révolutionnaire et social-révolutionnaire du monde entier.

Au nom du sublime idéal pour la libération et l'unification de la Macédoine et pour la Fédération Balkanique, nous appelons le peuple macédonien à la lutte, à une lutte de masse, lutte courageuse, décisive et intransigeante.

Le jour de la libération de la Macédoine approche!

Macédoniens, tous autour du drapeau pur et altier de l'*Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée*, tous sous le drapeau de G. Deltcheff, D. Groueff, I. Sandansky, D. H. Dimoff!

A bas les Macédoniens fascistes, assassins du peuple macédonien et trahis à la cause macédonienne!

A bas les gouvernements balkaniques fascistes et réactionnaires!

Vive la lutte révolutionnaire des masses!

Vive le front uni révolutionnaire macédonien!

Vive le front uni révolutionnaire des Balkans!

Vive la Macédoine indépendante!

Vive la Fédération des Libres Républiques Balkaniques!

Novembre 1928.

Comité Central de l'*Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée*
(ORIM Unifiée)

grandes puissances, sauf l'Italie, ont fait, il y a peu de temps, une démarche commune à Sofia, d'ailleurs restée sans résultat.

Nous avons eu connaissance d'une liste de 1050 victimes de ces bandes, durant une période de 5 années, depuis le coup d'Etat. Il y a quelques jours, nous avons lu des révélations dans la presse étrangère, même conservatrice, qui annonçait plusieurs centaines d'assassinats — d'après le *Times* de Londres, 400 — commis depuis le moment où la crise de l'ORIM s'est déclarée.

Il est très intéressant de noter les commentaires du grand journal français, l'officiel du Quai d'Orsay *Le Temps*, qui, dans son numéro du 24 novembre, tout en reconnaissant que l'ORIM représente un Etat dans l'Etat et que le gouvernement fasciste actuel fut hissé au Pouvoir par elle, fait une timide remarque: ... »qu'enfin on doit en finir avec ces bandes qui troubent la paix dans les Balkans».

Sans aucun doute, le gouvernement français veut-il rendre un service à la Yougoslavie de la »Main Blanche«, l'instrument servile de sa politique dans les Balkans. Dans le même journal, nous avons lu une déclaration du chef du Parti démocrate bulgare, M. A. Malinoff, disant que ce ne sont point les mesures fortes contre l'ORIM qui vont ramener ses membres à la raison, c'est la grosse question de donner les droits élémentaires aux minorités nationales qui se pose.

Evidemment, quoique théoriquement juste, cette déclaration est bassement hypocrite et »diplomatique«. M. Malinoff déplace la question pour éviter de donner une réponse claire et catégorique à un problème qui se pose. Il veut faire une politique, d'ailleurs bien claire, qui déchargerait la responsabilité du gouvernement bulgare sur le dos de la Yougoslavie et de la Grèce où aussi une répression sauvage s'exerce sur la population macédonienne. En même temps, il veut rester un ami des bandits macédoniens, sachant que, successeur présumé de Liaptcheff demain, il prendrait et tiendrait le pouvoir avec leur appui effectif.

A ce »malin« politicien, on peut rappeler la situation de la zone bulgare de la Macédoine, où théoriquement tous les droits du peuple sont formellement reconnus mais où — quelle tragédie! — on torture et on massacre les paysans macédoniens, en grande masse de race bulgare, aussi férocement, si non plus, que dans les zones serbes et grecques.

Enfin, soulignons la déclaration, faite au Sobranie bulgare, du ministre des Affaires Etrangères M. A. Bouroff qui, impuissant devant des faits irréfutables, a eu recours

aux mensonges honteux, en disant que le gouvernement n'y est pour rien, étant donné que l'ORIM fasciste et ses membres se trouvent dans un pays voisin.

Voyez-vous, chers lecteurs: tandis que le chef même de l'ORIM fasciste, le général Protoguérhoff, fut tué dans une rue de Sofia, tandis que quotidiennement des gens tombent sur les pavés de Sofia, abattus par les bandes de l'ORIM, le ministre bulgare des Affaires Etrangères a la lâcheté et la malhonnêteté de débiter des légendes qui prétendent à rire s'il ne s'agissait pas d'une chose aussi tragique, qui coûte la vie à de centaines de citoyens.

En réalité, le gouvernement bulgare sait très bien, à n'importe quel moment, où se trouvent Mikhaïloff et ses amis. Ce d'autant plus que c'est ce gouvernement qui leur donne les moyens nécessaires pour exécuter ses sinistres plans. Si ce gouvernement voulait, il pourrait en finir avec eux bien facilement.

M. Maurice Pernot — porte-parole de l'ORIM fasciste et de l'impérialisme bulgare

M. Maurice Pernot, le journaliste français bien connu, a fait, au printemps dernier, un voyage dans les Balkans. Il a visité la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, la Yougoslavie, pays où fleurit la Terreur Blanche.

M. Maurice Pernot est un écrivain «bien pensant». C'est pourquoi nous le voyons collaborer régulièrement au Journal des Débats, à la Revue des Deux Mondes. Après l'armistice, sous le Haut-Commissariat du général Pellé, ayant fait un séjour assez prolongé à Constantinople, excellente fenêtre pour observer l'Orient et les Balkans, il est considéré comme un spécialiste des questions d'Orient. Une étude de lui sur la Turquie Kémaliste a paru dans la Revue des Deux Mondes. Ses impressions de voyage en Bulgarie ont été publiées également par cette revue grave, docte et réactionnaire.

M. Maurice Pernot est un journaliste subtil, brillant, mais superficiel. Il ne saisit pas, comme, d'ailleurs, tous les écrivains bourgeois, le sens profond des choses.

Ainsi, en parlant du régime agraire, il le caractérise de la façon suivante: «Le programme des agrariens était une folie; leur arrivée au pouvoir, en 1920, fut une catastrophe. Toutes les audaces, sans aucune réalisation. Le trésor au pillage, les prisons remplies de suspects, les biens des adversaires du gouvernement réquisitionnés au profit de ses amis. Gabegie et désordre».

Comme on le voit, c'est le collaborateur des Débats et des Deux Mondes, organes de la haute finance et de la conservation sociale, qui parle.

M. Maurice Pernot ignore cependant que Stamboliisky est venu au pouvoir à un moment des plus tragiques de l'histoire du peuple bulgare. Les aventures répétées et sanglantes des partis jusqu'alors aux affaires, — première et deuxième guerre balkanique, — trouvaient leur couronnement dans la catastrophe de la conflagration mondiale. Les masses travailleuses, massacrées, ruinées, trahies par leurs dirigeants, après la débâcle, sont frémissantes de colère et de haine. Elles ont vu clairement qui étaient leurs ennemis, les responsables du carnage, de leur misère atroce, de leurs deuils irréparables. Electrisées, elles veulent se venger, donner une leçon méritée et sévère aux mauvais bergers. En Hongrie, en Allemagne, pays vaincus comme la Bulgarie, le peuple lève l'étendard de la révolte, construit des barricades. La Bulgarie, qui a souffert autant et plus que ses alliés, reste calme. C'est Stamboliisky qui a freiné l'élan révolutionnaire des travailleurs bulgares, ouvriers et paysans, d'abord, en faisant avorter l'insurrection contre le roi Ferdinand qui fait appel à lui, ensuite, en trompant la juste colère des masses par sa phraséologie révolutionnaire ronflante, et en engageant contre les responsables du malheur du peuple, les chefs des partis gouvernementaux, des procès interminables et inefficaces.

De sorte que la bourgeoisie bulgare, qui l'abhorre, doit lui être à jamais reconnaissante de son œuvre. Sans Stamboliisky qui, sous le grondement des revendications populaires, prenait des mesures de soi-disant justicier contre la bourgeoisie, les paysans et les ouvriers, retour de la guerre, auraient certainement mis les bouchers, les spoliateurs et les exploiteurs dans l'impossibilité de leur nuire et n'auraient pas eu à subir la sanglante dictature dont ils continuent à être les victimes.

Aussi, combien le réquisitoire de M. Maurice Pernot contre Stamboliisky et son régime, réquisitoire suggéré par

Au lieu de leur accorder continuellement de l'aide matérielle, en détachements militaires, en armes, en protection policière et en moyens financiers, il suffirait de les abandonner à la population macédonienne elle-même déjà si martyrisée, ayant supporté des souffrances indescriptibles et au temps du régime des Sultans, et pendant les guerres balkaniques et mondiales: la population macédonienne saurait ramener à la raison ses «sauveurs» et se débarrasser de leur despote féroce et inouï, qu'elle supporte encore aujourd'hui.

Voilà donc la tragédie qui se joue en Macédoine bulgare. Tandis qu'en Europe civilisée on a fondé plusieurs sociétés pour la protection des animaux, un peuple tout entier est soumis à un régime honteux et inhumain. On extermine une population, tuant systématiquement ses meilleurs fils.

Jean Bouquet

les auteurs et les fauteurs mêmes du Coup d'Etat, est-il pâle, sans objet et surtout injuste.

Mais la partie la plus intéressante des impressions de M. Maurice Pernot est, à coup sûr, le chapitre où il traite de la question macédonienne.

La première constatation qui s'impose immédiatement à l'esprit est que l'auteur, à l'instar de Jaques Ancel, n'est pas un bulgarophobe, — les écrivains bourgeois ne peuvent se défaire de leur manie de «philie» ou de «phobie», — et admet ouvertement et carrément l'existence d'une question macédonienne.

Mais pour la poser, pour la faire connaître, il a recours à des sources d'où ne jaillissent et ne peuvent jaillir que le faux, la défiguration et le mensonge.

Il interroge trois personnalités, M. G. Koulicheff, directeur (ex) de la Makédonia, un membre de l'ORIM, et un membre du cabinet.

Relevons dans les déclarations du premier les criants mensonges que voici:

— Nous ne constituons pas une force d'appoint pour tel ou tel groupement politique. Nous restons en dehors des partis et de leurs querelles; nous ne sommes ni pour le gouvernement ni pour l'opposition; nous sommes Macédoniens.

M. Maurice Pernot accepte sans broncher ces affirmations. Cependant, c'est un fait historique indiscutable que l'organisation macédonienne fasciste, à laquelle appartient M. Koulicheff, a pris une part activé et même décisive au Coup d'Etat du 9 juin. Cette organisation continue à prendre part aux querelles des partis, elle est le bras droit du gouvernement actuellement au pouvoir. Elle est représentée au Sobranié par un certain nombre de députés — dont M. Koulicheff — qui font partie de la majorité gouvernementale, et non de l'opposition.

Il est superflu de relever la fausseté de cette autre affirmation de M. Koulicheff:

— Avec les agitateurs d'au-delà des frontières, seul un lien moral nous unit.

Cette assertion est un simple trompe-l'œil, l'organisation des agitateurs en question ayant, au su de tout le monde, sa base dans le pays même.

Et une autre preuve de ce que ce lien n'est pas seulement «moral», est dans le fait que M. Koulicheff a été chassé de la direction du journal Makédonia par le dictateur actuel de l'ORIM dès qu'il fut soupçonné de sympathie pour Protoguérhoff abattu comme un chien dans les rues de Sofia.

Au passage, enregistrons un aveu précieux.

Nous avons maintes fois affirmé ici de façon catégorique que l'ORIM était à la solde de l'étranger et notamment de Mussolini. Les meneurs de cette organisation nous opposaient des dénégations scandalisées. Or, à la question de M. Pernot: «Votre organisation reçoit-elle des subsides étrangers?» un membre de l'organisation en question a fait la réponse suivante:

— Je n'en sais rien. Mais si j'étais révolutionnaire, j'accepterais de l'argent de n'importe qui, pour la cause.

Un autre membre — révolutionnaire — de l'organisation, s'occupant particulièrement de la propagande à l'étranger, a fait à M. Pernot une affirmation tout aussi mensongère et qu'il y a lieu de relever.

— Nous acceptâmes, a-t-il dit, de collaborer avec des Turcs sur le terrain »d'une constitution, à l'abri de laquelle nous aurions pu nous organiser librement.«

Cela est faux! Les partisans d'une collaboration sincère avec les Turcs étaient les fédéralistes. Par contre, ceux de la nuance de l'interlocuteur de M. Pernot suivirent une politique diamétralement opposée et tendant, justement, à faire avorter cette collaboration, dont le succès eût empêché l'annexion de la Macédoine par la Bulgarie. Les attentats à main armée en Macédoine recommencèrent, et le résultat final fut la double guerre qui amena le dépècement et le partage de cette malheureuse contrée.

Enfin, le membre du cabinet Liapteff que M. Maurice Pernot a interrogé, a exalté les comitadjis comme des héros nationaux.

— A nos yeux, a-t-il dit, les comitadjis sont les successeurs de ces héros; ils continuent leur œuvre. S'ils tuent, ce n'est pas pour satisfaire quelque intérêt personnel, mais

pour une idée: l'idée nationale. Et l'on veut que nos tribunaux jugent et condamnent les comitadjis macédoniens! S'ils étaient déférés aux tribunaux, »les prévenus seraient probablement acquittés et la situation deviendrait pire.«

Est-il besoin de souligner le caractère enfantin, ridicule de ce raisonnement?

Rien de plus naturel que l'imperialisme bulgare ne veuille pas renier ses instruments dévoués et serviles.

Mais, pour l'édition du trop crédule M. Maurice Pernot, nous dirons que non seulement il répugne à ce gouvernement de livrer les criminels à la justice, mais qu'il est allé jusqu'à faire relaxer en secret des comitadjis assassins régulièrement condamnés à mort par les tribunaux militaires, tel, par exemple, Karkalacheff, meurtrier du leader agraire Petko Petkoff.

B. Rilsky

L'emprunt de „stabilisation“ et de „rétablissement“ du gouvernement bulgare

Les fascistes bulgares triomphent. L'emprunt accordé par la S.D.N. a été voté par le parlement du Zgovor. Il est vrai que l'emprunt a été voté seulement par les députés gouvernementaux, y compris M. Tsankoff qui, il y a sept mois, d'accord avec son groupe, s'élevait contre le protocole du Comité financier auprès de la S.D.N. concernant ce même emprunt. Mais tout cela n'a aucune importance pour M. Liapteff. Ce dernier sait bien qu'il s'agit dans le cas présent de prolonger son pouvoir, et c'est pourquoi il a accepté de vendre les intérêts vitaux du pays.

C'est le deuxième emprunt que le »Demokraticheski Zgovor« conclut depuis l'avènement de M. Liapteff au pouvoir.

Le premier emprunt, conclu en 1926, fut nommé »l'emprunt pour les réfugiés, l'emprunt humanitaire«. Il était de 2,500.000 de livres sterling. Les réfugiés — et quelques réfugiés — n'ont reçu jusqu'aujourd'hui que 500.000 livres sterling, soit environ 300 millions de leva, tandis que le budget de l'Etat a été grevé par des intérêts et amortissements de 150—200 millions de leva par an.

L'emprunt actuel a été fixé par le Comité financier de la S. D. N. à 4,500.000 de livres sterling, quoique MM. Liapteff-Moloff espéraient en recevoir 10 à 15 millions de livres sterling. Cela se passait au printemps. Les émissaires du gouvernement, MM. Moloff et les directeurs de la Banque Nationale et de la Dette Publique de l'Etat, se sont rendus à plusieurs reprises à Londres et à Paris, pour arrêter avec les gouvernements et les banquiers les conditions de l'asservissement de la Bulgarie.

Ces conditions ont été fixées, puis sanctionnées par le Conseil de la S.D.N. Cette dernière, satisfaite des engagements pris par le gouvernement bulgare, a augmenté le montant de l'emprunt de 4½ à 5 millions de livres sterling.

Quelles sont les conditions de cet emprunt? D'après les différents projets présentés par le gouvernement au Sobranié, et d'après quelques informations publiées dans la presse, elles sont les suivantes:

L'intérêt est fixé à 7½%. Le cours d'émission autour de 91. La Banque Nationale Bulgare est transformée en une Société par Actions. Les prétentions de la banque allemande Disconto Gesellschaft seront réglées séparément entre les représentants du gouvernement et de ladite banque. Ces prétentions s'élèvent à 150 millions de leva or, somme payée en 1914 au gouvernement de Radoslavoff comme avance de l'emprunt de 500 millions de leva conclu par ledit gouvernement pour que la Bulgarie puisse prendre part à la guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne.

La somme que le gouvernement bulgare va recevoir sera employée comme suit: 1,500.000 de Lstg pour le paiement des dettes de l'Etat bulgare à la Banque Nationale; 1,100.000 de Lstg pour couvrir les déficits budgétaires; 650.000 Lstg sont prévus pour les banques Agricole et Coopérative; et pour la construction et l'amélioration des chemins de fer et des chaussées et pour l'achat de matériaux pour les chemins de fer il est prévu seulement une somme de 1,250.000 Lstg, soit, ¼ de la somme totale. Enfin, il est prévu 500.000 Lstg pour assistance aux sinistrés de la Bulgarie du Sud. Les dommages causés par cette catastrophe sont évalués à 5 milliards de leva. Le gouvernement avait accordé jusqu'ici une somme de 100 millions de leva, et il avait reçu, des souscriptions, 91 millions de leva. Actuellement, pour jeter de la poudre aux yeux de l'opinion publique bulgare et étrangère, espérant par là ébranler l'opposition

de cette opinion en ce qui concerne l'emprunt, il accorde cette somme minime de 500.000 Lstg qui, en leva bulgare, ne dépasse pas 300 millions.

Par cet emprunt et par les engagements que le gouvernement a assumés, la Bulgarie est mise dans une complète dépendance économique: la Banque Nationale Bulgare se transforme en une Société par Actions, ce qui veut dire que l'unique institut d'Etat pour des émissions et des crédits, qui doit diriger la politique économique du pays, sera transformé en un institut de spéculations; de nouvelles recettes de l'Etat sont données en gage; en acceptant les prétentions de la banque allemande, de nouvelles sommes seront arrachées au peuple bulgare; une somme de 350 à 400 millions de leva sera portée dans le budget de l'Etat pour le payement des intérêts et des amortissements de cet emprunt.

Malgré de si graves engagements contractés pour le compte du peuple, et ce sans son consentement, le gouvernement bulgare n'affectera que la somme de 1,050 millions de leva pour des buts constructifs: construction de chemin de fer, de chaussées, assistance à la population sinistrée de la Bulgarie du Sud. Encore, cette somme ne sera même pas reçue immédiatement; elle restera déposée dans les caisses des banques, et le gouvernement en recevra un intérêt de 4%, et en paiera, lui, un intérêt de 7½%!

Le gouvernement a intitulé cet emprunt: »emprunt de rétablissement«. Nous voyons comment il veut rétablir l'économie du pays. Dernièrement, il lui a donné aussi le nom d'emprunt de stabilisation. Il est ridicule de parler de la stabilisation de la monnaie bulgare alors que le bilan commercial du pays est passif — durant les dernières quatre années, l'importation dépasse l'exportation de 2 milliards de leva et, rien que durant les premiers sept mois de l'année en cours, l'importation dépasse l'exportation de 700 millions de leva. D'ailleurs, les budgets de l'Etat sont toujours en déficit depuis le moment où le Zgovor a pris le pouvoir. Seul le budget de l'année écoulée n'accuse pas un déficit, ce qui s'explique par le fait que l'Etat a diminué les sommes dépensées auparavant pour l'instruction publique, pour la prévoyance sociale, l'agriculture etc. Comment peut-on aussi parler d'une stabilisation dans un pays où la situation intérieure est tellement instable, où le gouvernement garde son pouvoir par les fusils et les baïonnettes en exerçant une terreur inouïe, et où la situation des masses travailleuses est insupportable. Dans ce pays de 5½ millions d'habitants, il y a 150.000 sans-travail qui ne reçoivent aucune assistance de l'Etat, tandis que les ouvriers qui travaillent ont des salaires ne correspondant qu'à la moitié de leurs salaires d'avant-guerre.

Le gouvernement du »Demokraticheski Zgovor« avait besoin d'un emprunt pour garder le pouvoir, pour maintenir son appareil de répression — il ne trouvait pas un autre moyen de se procurer de l'argent: il ne pouvait pas en soutirer davantage au peuple; il ne voulait pas prendre l'argent nécessaire des banquiers et spéculateurs, étant leur mandataire; il ne pouvait rien prendre aux capitalistes étrangers établis en Bulgarie, puisqu'il est l'agent de leurs protecteurs — les impérialistes européens.

Les conséquences de cet emprunt »de rétablissement« et »de stabilisation« sont très graves pour le pays. La vie des masses travailleuses va devenir plus difficile encore. C'est pourquoi ces masses se sont déclarées contre l'emprunt. Pourtant, malgré l'opposition de ces masses, et même malgré l'opinion de différentes catégories de la bourgeoisie et de la petite

bourgeoisie, qui se rangent dans les partis dits d'opposition, le gouvernement a conclu l'emprunt. Cette politique, il va la continuer, sachant qu'il ne peut pas se maintenir au pouvoir sans pratiquer la politique des emprunts.

Le renversement du gouvernement du Zgovor et de la

dictature militaire fasciste en Bulgarie et l'avènement au pouvoir du peuple même vont mettre fin à cette politique de trahison et libérer le peuple bulgare de l'esclavage économique et du régime de la tyrannie sanglante.

D. Vlakhoff

Le bilan décennaire du régime grand'serbe

Accédant à notre demande adressée à quelques révolutionnaires yougoslaves de nous faire connaître leur point de vue à l'occasion de l'existence décennaire de la Yougoslavie, notre ancien et excellent ami Costa Novakovich nous adresse l'article suivant:

Il y a dix ans, au premier jour de décembre de l'an 1928, fut proclamée la constitution solennelle de la Yougoslavie, sous le titre officiel de Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Ce jour-là, la bourgeoisie, la monarchie et la clique militariste serbes enregistrèrent l'un de leurs plus grands succès. En profonde soumission et sujétion, les représentants des »conseils nationaux« de Croatie, Slovénie, Voyvodine, Bosnie et Monténégro portèrent et posèrent aux pieds de la dynastie des Karaguéorguievitch et de la bourgeoisie grand'serbe la liberté, la fortune et l'avenir des peuples dont ils s'étaient proclamés de par eux-mêmes les porte-parole. Appuyée par la politique de ces »conseils nationaux« qui s'étaient eux-mêmes nommés, la bourgeoisie grand'serbe, en communauté avec sa camarilla palatine militaire, put fort aisément poser les bases de sa politique hégemôniciste et franchir les dangereux moments révolutionnaires de fin 1918. Grâce à cette politique des »conseils nationaux«, la paysannerie réveillée, qui revendiquait la terre, fut réduite au silence, les heurts avec la classe ouvrière, qui commençait à se grouper en ses organisations de classe, furent évités, et les insurrections nationales au Monténégro, au Kosovo, en Macédoine furent étouffées dans le sang.

Depuis, pendant dix années entières, le régime grand'serbe a essayé, par les méthodes les plus sanglantes et les plus féroces, de consolider économiquement, militairement et politiquement sa politique hégemôniciste à l'intérieur, et de s'assurer à l'extérieur l'appui des grands impérialistes, sans se soucier du prix qu'il en devait payer.

Le bilan de cette domination décennaire montre, dans la politique extérieure, la dépendance absolue de la Yougoslavie des grands impérialistes étrangers ainsi que son asservissement économique et politique.

Il y a dix ans, la Yougoslavie fut créée dans ses frontières actuelles comme résultat des désirs de la grande Entente, afin que celle-ci puisse disposer, au sud-est de l'Europe, d'une armée d'un million de baïonnettes au service de ses visées impérialistes. Aujourd'hui, après dix ans, les potentats de Yougoslavie se voient notifiés que le moment approche où pour tous les »bienfaits« dont ils ont été comblés par les impérialistes occidentaux, pour tous les emprunts obtenus pour maintenir leur régime, ils devront manifester leur reconnaissance d'une manière concrète. Les peuples de la Yougoslavie devront sous peu être conduits à la boucherie impérialiste. Ils devront servir de chair à canon pour la défense des intérêts »sacrés« de la »démocratie« occidentale contre les »ennemis de l'ordre et de la civilisation« — contre le peuple travailleur russe. Les potentats de Belgrade ont déjà signé le traité militaire secret avec la France, et l'accord anglo-français les a obligés à liquider leurs »petits différends« avec l'Italie, du moment qu'il s'agit des »grands intérêts des grands Etats »civilisés«. Sur l'ordre de l'Angleterre et de l'Italie, les Conventions de Nettuno furent signées avec l'Italie, qui obtint des potentats de Belgrade de riches présents — bien entendu aux dépens du peuple croate.

Le bilan de la politique balkanique du régime grand'serbe est le suivant: la tentative de la conquête de l'Albanie, le renversement, par des canons et fusils serbes, du gouvernement national démocratique de Fan Noli, et la restauration du pouvoir des féodaux, avec Ahmed Zogou à leur tête; l'assistance prêtée au renversement en Bulgarie du régime paysan de Stamboliiski; la tentative de la conquête de Salonique. Les conséquences de la politique impérialiste balkanique du régime de Belgrade sont: la pénétration de l'Italie fasciste dans les Balkans, des deux pieds; le renforcement du régime fasciste en Bulgarie. Le but de la politique générale du régime de Belgrade dans les Balkans est l'instauration de l'hégémonie grand'serbe sur tous les peuples balkaniques.

Les dix années de la politique intérieure du régime représentent une série catastrophale de destructions des

richesses naturelles du pays, d'exploitations effrénées des larges masses laborieuses; une série inouïe de crimes des plus cruels et des plus sanglants contre les masses des peuples opprimés, de persécutions des bourreaux de la police et du fascisme grand'serbe contre la classe ouvrière et les sujets opprimés de la couronne des Karaguéorguievitch.

La politique intérieure du régime a pour but: la constitution de la base économique pour l'hégémonie de la bourgeoisie serbe, son rapide enrichissement par tous les moyens, sa prise possession absolue de tout l'appareil étatique de pouvoir — l'armée, la gendarmerie, la police et toutes les organisations fascistes grand'serbes — et l'emploi le plus brutal et le plus arbitraire de ce pouvoir pour l'application de la politique grand'serbe.

Pour se constituer la base économique nécessaire, la bourgeoisie serbe a exploité de la manière la plus ignoble les forêts, les mines, les domaines étatiques, elle s'est approprié les terres qui auraient dû être réparties aux paysans, elle a vidé les caisses de l'Etat, elle a employé pour ses fins, sans considération aucune, les sommes que le peuple avait péniblement économisées et déposées à la Banque Nationale, à la Banque Hypothécaire et à la Caisse d'Epargne de la Poste. Les milliards du butin de guerre et les milliards payés par l'Allemagne au titre d'indemnités de guerre ont été gaspillés. Les portes des caisses d'Etat étaient grandement ouvertes aux industriels grand'serbes pour leurs concessions, leurs fournitures, leurs exploitations. La bourgeoisie grand'serbe est favorisée dans l'imposition. Il n'existe pas de haut fonctionnaire nationaliste serbe, de bon agitateur, député ou ministre nationaliste serbe qui ne soit point devenu millionnaire. C'est par l'exploitation effrénée et le vol et le pillage, comme au Moyen-Age, que les fortunes ont été accumulées pour le relèvement de l'industrie serbe, du commerce serbe, des banques serbes.

Cette politique ne porta cependant pas atteinte ni aux bourgeoisies des autres peuples non-serbes, et ni au capital étranger. Les bourgeoisies des peuples non-serbes ont opéré avec succès dans leurs contrées nationales respectives et, en liaison avec les capitalistes étrangers, ils ont pu fortifier leurs positions économiques. Ceux qui en souffrirent, ce furent surtout les masses laborieuses, la paysannerie pauvre et moyenne de tous les peuples, y compris celles du peuple serbe. Le paysan serbe était, au début, dispensé des lourds impôts que devaient payer les paysans non-serbes; mais il était d'autant plus étranglé par les patriotiques usuriers et banques grand'serbes. La bourgeoisie serbe a cruellement et criminellement livré le paysan, serbe ou non-serbe, aux griffes des usuriers et banques, sans lui accorder la moindre assistance gouvernementale pour le développement de l'agriculture. L'action de crédits agricoles que l'Etat a entreprise l'année dernière se trouve en les mains du régime, et les crédits ne sont accordés qu'exclusivement aux agents du régime. La paysannerie porte aujourd'hui sur ses épaules l'écrasant fardeau de six milliards de dinars de dettes, et la paysannerie serbe, la paysannerie du »peuple dominant«, est le plus endettée.

Les richesses naturelles du pays sont gaspillées en commun avec les capitalistes des Etats »amis«. Les 80% des mines se trouvent entre les mains du capital étranger qui a acquis ses concessions par de riches cadeaux aux »patriotes« en hautes fonctions et considération. Dans la »Bosnie classique serbe« — d'après les paroles mêmes du plus grand patriote radical serbe Sola — les 80% de l'industrie forestière se trouvent entre les mains du capital étranger, et les forêts sont si barbarement saccagées que, si l'on continue de ce train, dans une vingtaine d'années il n'y aura plus de forêts à exploiter.

Le renforcement de l'appareil militaire engloutit les 30% environ du budget de l'Etat. Au cours des dix dernières années, le militarisme a dévoré 24 milliards, sans compter les réparations de guerre s'élèvant à plusieurs milliards. La police et la gendarmerie coûtent à elles seules un peu moins que la moitié de ce montant.

La politique douanière de favorisation de l'industrie aux dépens du paysan a rendu ce dernier impuissant comme acheteur et comme contribuable. La politique

fiscale de charger sur les épaules du consommateur, au moyen des contributions indirectes, tout le fardeau des impôts a provoqué une terrible proportion entre les impôts directs et indirects dans le projet du budget pour l'année financière 1929/1930. Les impôts indirects s'y élèvent à 70%, sans calculer les recettes des chemins de fer monopolisés par l'Etat, les paiements pour indemnités pour les terres conformément à la «réforme agraire», l'indemnité de guerre, etc. En réalité, les impôts indirects effectifs s'élèvent à 90%.

La situation du paysan ne fut aucunement améliorée par la réforme agraire bourgeoise du régime. Les millions d'hectares de terres des gros propriétaires et des seigneurs féodaux, que les serfs, les «tchiftdjis», les «kmets», les «colons» labourent depuis des siècles et arrosent de leur sueur et sang, restèrent en plus grande partie entre les mains de leurs propriétaires de jusque-là, ou furent transférés entre les mains de nouveaux propriétaires nationaux. Des 7,611.000 arpents de terres arables des gros-propriétaires et des seigneurs féodaux, les 5,700.000, soit les trois-quarts, se trouvent aujourd'hui entre les mains de gros-propriétaires et seigneurs féodaux anciens ou nouveaux. Pour le quart restant, les paysans doivent payer, pour indemnisations: en Bosnie et Herzégovine — 250 millions de dinars; en Dalmatie — 640 millions; et pour la Voyvodine et la Croatie, le gouvernement est en train d'élaborer un projet de loi d'après lequel ce montant y sera environ de 6,5 milliards de dinars.

Grâce à la politique financière, économique et générale du régime, le pays a été jeté dans la terrible crise économique qui sévit aujourd'hui, et acculé à la banqueroute financière. Le bilan commercial de l'année écoulée était passif d'environ un milliard; mais, dans l'année en cours, et rien que pour les neuf premiers mois, le passif dépasse déjà 1.230 millions. Les déficits budgétaires et les dettes flottantes de l'Etat s'élèvent à plusieurs milliards et ne peuvent être couverts de nulle part, sauf par de nouveaux emprunts. (D'après les calculs de l'économiste bourgeois Lj. Kosier, rien que trois positions des dettes flottantes de l'Etat s'élèvent à 4 milliards, 4 milliards et 711 millions.)

La force financière de l'Etat est tellement affaiblie que, sans le secours de l'étranger, sans de nouveaux emprunts, il est impossible de faire face aux dépenses financières ordinaires — sans compter les annuités des dettes anciennes et nouvelles.

L'héritage des peuples de cette Yougoslavie «libre» et «unie» a été, en dehors des bottes militaires et des crosses de fusil, une dette de guerre et de libération de 27,5 milliards, et les dettes d'avant-guerre de 16 milliards. Le régime grand'serbe les a endettées encore, rien que dans cette période de dix ans, d'autres 14 milliards environ. Et ainsi, la dette d'Etat s'élève aujourd'hui, y compris le dernier emprunt de monopole, à 57 milliards 575 millions de dinars. En calculant au moins 5% d'intérêts, on obtient un service annuel d'intérêts de 2 milliards 878 millions. En admettant un délai de remboursement de 30 ans, on arrive à des annuités de 1 milliard 919 millions.

Il est évident que les peuples de Yougoslavie ne peuvent point supporter ces charges.

Mais que signifie alors l'intention du régime de conclure en Angleterre un nouvel emprunt de 13,5 milliards? Cela signifie un ajournement de l'effondrement financier et étatique, un sauvetage provisoire du régime, pour livrer ensuite le pays tout entier aux capitalistes étrangers.

Le régime s'achemine à pas de géant vers la complète banqueroute étatique, c'est-à-dire vers la vente du pays et des habitants aux impérialistes étrangers. La première partie de cette ignoble vente a été déjà effectuée au trust suédois STAB. Puis viendra la vente générale aux impérialistes anglais. L'asservissement national des peuples opprimés de la Yougoslavie par la bourgeoisie grand'serbe se transforme en un asservissement par les impérialistes étrangers. Le but du régime est d'engager des capitalistes étrangers pour son propre maintien et pour le maintien de l'Etat actuel. C'est pour cela que le roi Alexandre s'est rendu à Paris; c'est pour cela que l'on fait tant de tentatives pour réconcilier les Croates mécontents.

Je ne ferai pas ici un bilan détaillé de l'oppression nationale, de l'extermination des peuples non-serbes: des Macédoniens, Monténégrins, Albanais, Hongrois, Allemands, Croates, etc. La «Fédération Balkanique», par des centaines d'articles, par la publication des terribles persécutions sanglantes, a toujours dénoncé l'extermination des peuples non-serbes de la Yougoslavie par la police, l'armée et les fascistes grand'serbres du régime. Toutes ces atrocités ont été profondément gravées dans la conscience des masses des peuples opprimés.

En ce jour anniversaire de la jugulation décennaire

des peuples yougoslaves, on doit remémorer dans la conscience nationale le souvenir de toutes ces atrocités du régime, de toutes les victimes tombées. On doit raviver chez la population apauvrie, privée de droits, opprimée, le souvenir des centaines de milliers de fils de la Macédoine, du Monténégro, de la Croatie, de la Voyvodine, de la Slovénie, de la Bosnie, de la Dalmatie, du Kosovo, persécutés, emprisonnés, torturés, condamnés, massacrés par milliers. Tous ceux-ci, auxquels ont été ravis langue, nom, liberté, droits civils, droits humains, doivent être réunis autour de cette idée suprême poursuivie par la «Fédération Balkanique»: lutte révolutionnaire intransigeante, jusqu'au renversement du régime d'oppression grand'serbe, pour la fraternisation des peuples opprimés des Balkans et leur union en une Fédération des libres Républiques Balkaniques.

On doit les appeler au combat, pour la conquête de la libération nationale et sociale.

Le dixième anniversaire de la Yougoslavie coïncide avec l'un des moments les plus importants depuis son existence: le grand mouvement du peuple croate et des masses paysannes des Prêchani pour leur affranchissement de la politique d'exploitation du régime et pour leur liberté nationale; la lourde crise économique et financière; les préparatifs du régime — pour essayer de se sauver du naufrage — de jeter toutes les richesses du pays ainsi que tous les peuples de la Yougoslavie dans l'asservissement économique et politique des impérialistes occidentaux, de conduire les masses populaires au carnage, de les conduire à une guerre contre les libres peuples de l'Union Soviétique, pour servir les intérêts des impérialistes occidentaux.

Les masses laborieuses des peuples opprimés doivent-elles donc suivre la tactique de quelques partis bourgeois nationalistes qui tendent au maintien de l'unité de l'Etat et à l'entente avec la clique dominante grand'serbe et avec la cour? Telle est la tactique que le régime actuel poursuit pour élargir sa base politique par les éléments bourgeois des peuples non-serbes. Les bourgeoisie nationales, en adoptant cette tactique, ne peuvent poursuivre que le but de prendre part à l'exploitation générale en s'entendant avec le régime grand'serbe. Mais les masses ouvrières, la paysannerie pauvre et moyenne se verront jetées dans la ruine la plus complète si elles permettent que le régime actuel continue à exister, si elles n'agissent pas avec décision et énergie: non pas pour une entente avec le régime grand'serbe, mais pour la lutte intransigeante, jusqu'au renversement de ce régime. Une entente ne peut et ne doit être conclue qu'avec les masses ouvrières et la paysannerie pauvre et moyenne serbes, qui souffrent aujourd'hui à un même degré que celles des autres peuples opprimés de la Yougoslavie. Les masses ouvrières serbes doivent elles-aussi tendre vers cette entente, en s'unissant, pour la lutte commune, aux masses ouvrières des autres peuples. La paysannerie serbe des contrées Prêchani en a déjà fourni un exemple instructif. Il faut suivre cet exemple avec le plus de célérité. Quiconque songe à une entente et une réconciliation avec le régime actuel, approuve et consacre l'asservissement de son propre peuple, pour des dizaines d'années. Il commet par là une traîtrise contre la liberté de tous les Balkans, contre la liberté et le progrès de l'humanité entière, car il contribue par son attitude au renforcement des impérialistes.

Le prolétariat révolutionnaire international apporte tout son appui moral à la lutte de libération des peuples opprimés de Yougoslavie, à la lutte sociale et nationale de la paysannerie opprimée de Yougoslavie. Le prolétariat révolutionnaire de Yougoslavie se trouve sur les premiers rangs de cette lutte. Le front uni du prolétariat révolutionnaire, de la paysannerie prête au combat, et des peuples opprimés doit tout particulièrement s'exprimer en ce premier jour de décembre. La victoire contre le régime ne peut être atteinte que par le front uni de toutes les masses laborieuses de Yougoslavie. Tous ceux qui, tout en se considérant des adversaires du régime grand'serbe, désignent le prolétariat révolutionnaire comme des agents de Belgrade, calomnient les combattants les plus dévoués contre le régime d'oppression de la bourgeoisie grand'serbe, crachent sur les innombrables victimes que le prolétariat révolutionnaire a données et donne toujours encore tant dans sa lutte pour l'affranchissement social du peuple travailleur que pour la libération nationale des peuples opprimés de Yougoslavie. Ils brisent le front uni contre le régime.

En ce jour du 1er décembre, toutes les hésitations et dissidences des masses ouvrières des villes doit résonner puissamment.

En avant! Lutte révolutionnaire jusqu'à la victoire complète, jusqu'au renversement complet de cet ignoble régime de la Glavniatcha, du nerf de boeuf et de la crosse de fusil!

Costa Novakovitch

Les élections roumaines et les libertés national-tsaranistes

La presse bourgeoise et social-démocrate — de la Roumanie et de l'étranger — annonce la victoire du gouvernement Maniu aux élections qui viennent d'avoir lieu le 12 décembre.

La même presse a beaucoup vanté et souligné la liberté d'élection qui a régnée pendant cette période électorale, liberté »qui signifie dans l'histoire du parlementarisme roumain l'inauguration d'une véritable ère démocratique.«

Mais, ces sentences démocratiques n'ont été prononcées que pour faire accroire aux masses ouvrières social-démocrates de l'Europe qu'en Roumanie, renommée par la terreur blanche qui a toujours ragé et qui ragera toujours tant que durera le régime capitaliste, l'appui donné par les social-démocrates aux national-tsaranistes aurait été en même temps une action contre la réaction libérale ...

Avant de montrer la vraie figure de cette liberté politique, nous tenons à citer quelques mots du premier-ministre Maniu, prononcés dans un meeting à Bucarest: «Chacun doit voter pour celui que son cœur et sa conscience politique lui recommandent.» Pourtant, ce même premier-ministre a donné d'autres instructions à l'appareil de l'Etat concernant le seul parti de l'opposition — le Bloc Ouvrier et Paysan.

Il faut d'abord être renseigné sur les moeurs politiques de la Roumanie pour saisir la signification du mot »victoire électorale« d'un gouvernement roumain. Il n'a existé et il n'existera jamais un gouvernement bourgeois roumain qui, en président aux élections, n'aurait pas une victoire éclatante, étant donné que, à commencer par le fonctionnaire le plus subalterne, tout l'appareil de l'Etat fera tout son possible pour assurer »une majorité écrasante« pour son gouvernement. Ensuite, la démagogie des national-tsaranistes, la trahison des social-démocrates, qui ont préféré compléter le front uni réactionnaire contre la classe ouvrière en adhérant tout ouvertement au camp gouvernemental — trahison qui a été récompensée par neuf sièges de députés — et la terreur blanche contre l'organisation révolutionnaire du prolétariat et des paysans ont complété cette »victoire«.

Passons aux faits! Quelle a été la liberté des réunions publiques pendant cette campagne électorale? Tous les partis soi-disant de l'opposition en ont profité, sauf les organisations révolutionnaires des masses ouvrières et paysannes. A Bucarest, le gouvernement Maniu a laissé occuper par militaires et gendarmes les salles où le Bloc Ouvrier et Paysan avait convoqué ses réunions électorales. Les masses ouvrières, arrivées devant les salles de réunion, ne pouvaient y entrer et étaient forcées de tenir leurs réunions dans les rues. Mais cette tenacité, loin de plaire au gouvernement »démocratique«, ancien »apôtre« de la résistance citoyenne, fit que ce gouvernement montra sa face réactionnaire en ordonnant à la force armée de disperser les assem-

blées qui manifestaient pour l'amtistie générale politique, militaire et agraire, pour l'Union des Soviets et contre la guerre impérialiste, et pour une véritable politique dans l'intérêt des masses ouvrières et paysannes. De nombreux ouvriers blessés restèrent gisants dans les rues, et les candidats et le secrétaire du Bloc furent arrêtés et maltraités par la police. Les ouvriers blessés ont dû être transportés par leurs camarades d'un hôpital à l'autre, pour prier les médecins de panser leurs blessures. Ceux-ci, lorsqu'ils apprenaient que les blessés n'étaient que des communistes, leur refusaient tout secours médical. Dans les autres villes de la Roumanie, l'application du droit de réunion envers les masses révolutionnaires était plus simple encore: on tout bonnement défendu toute réunion du BOP et on a arrêté les candidats de ce Bloc. A Galatz, après avoir découvert un »complot communiste«, le tribunal annula la liste des candidats du BOP; à Buhusi, un adhérent du BOP a été tellement maltraité par la police, qu'il a dû être transporté dans une maison d'aliénés; à Putna, un propagandiste du BOP a été si féroce battu par les gendarmes, qu'il devra garder le lit pendant plusieurs semaines. A Turnu-Severin, Siliștra, Braila, Focșani, Piatra-Nemții, Mediaș, Tecuci, Sibiu, les candidats du BOP furent arrêtés; à Constanța on leur a même intenté un procès pour avoir répandu des manifestes »incendiaires«, procès qui a eu lieu précisément à la veille des élections (le 11 décembre).

Quelle a été la liberté de la presse? On a confisqué absolument tous les manifestes, journaux et publications du BOP — malgré l'abolition de la censure — ainsi que l'organe central du Bloc »Inainte«. La Sigourantza et la Police ont soutenu brillamment les national-tsaranistes et les social-démocrates; ont été confisquées même les affiches du BOP portant les noms des candidats.

Quelle a été la liberté de la parole? Tous les propagandistes du BOP qui osaient entrer dans les villages pour prendre contact avec les paysans et leur montrer le but de cette organisation révolutionnaire, étaient arrêtés, maltraités cruellement et puis envoyés »à pied« dans leurs domiciles.

Inutile de dire que la social-démocratie roumaine a soutenu de toutes ses forces cette campagne gouvernementale contre les organisations révolutionnaires du prolétariat et des paysans, et que la social-démocratie européenne, d'accord avec leurs camarades de Roumanie, glorifie le démocratisme du gouvernement Maniu et ne souffre pas mot de la terreur blanche appliquée aux organisations révolutionnaires.

Cette victoire des national-tsaranistes n'était point surprenante, et leur politique confirmera ce qui a été affirmé dans les numéros précédents de ce journal.

N. Amaru

Le différend turco-grec

Il pose une fois de plus la question des minorités nationales

Le conflit diplomatique entre la Turquie et la Grèce provoqué vers la fin du mois dernier par le brusque départ de Comotini du délégué turc à la »Commission mixte de l'Echange«, Djemal Husni Bey, rentre ces jours-ci dans une phase passive. Après une polémique également ardente, les deux presses se sont tuées.

Un article du député turc Mahmoud, paru dans le »Milliet« a été l'officieuse consigne donnée aux journaux constantinopolitains qui, brusquement, ont cessé la campagne.

On parle déjà, un peu timidement, il est vrai, de la reprise des négociations pour arriver à une liquidation des différends économiques et juridiques qui séparent les deux parties. On espère, une fois le litige en suspens réglé, parvenir à signer un pacte bipartite ou tripartite, — avec l'Italie — d'arbitrage et d'amitié.

Et la cause qui a provoqué le conflit, suscité intentionnellement ou non, sera sinon oubliée, du moins mise de côté.

N'ayant ici d'autre objectif que de servir la cause des minorités balkaniques opprimées, nous ferons ce que les démagogues et chauvines presses bourgeois ne peuvent faire: nous dresserons le bilan des révélations sur la véritable situation des minorités musulmanes et grecques.

Il est accablant pour les gouvernements d'Athènes et d'Angora.

On sait que la clause barbare de l'échange forcé des populations est à la base du traité de Lausanne signé par

la Turquie et la Grèce en 1924 à la suite de l'historique catastrophe d'Asie-Mineure. 1,200,000 Grecs, chassés lors de la débandade de l'armée hellénique, sont troqués contre 200,000 musulmans vieux-habitants de la Macédoine et de la Thrace. Il reste néanmoins, pour des raisons économiques puissantes, une minorité grecque à Constantinople et une minorité turque en Macédoine orientale et en Thrace occidentale.

Les complexes détails techniques, comme par exemple la liquidation des biens immobiliers des sujets soumis à l'échange, ne pouvant être fixés dans le cadre d'un traité, on crée une commission composée de représentants turcs, grecs et neutres, qu'on chargea de leur règlement. En septembre dernier, les membres neutres de la »Commission Mixte de l'Echange« présentèrent en Assemblée Générale un long mémoire prévoyant des solutions pour les différentes questions en suspens. Il s'agissait, entre autres, de procéder à l'évaluation des biens immobiliers des Turcs de la Thrace occidentale que, selon la convention turco-grecque de juin 1925 ratifiée par la Commission en mars 1927, l'Etat grec était en droit d'acheter. Une Commission d'Enquête fut chargée de se rendre sur place afin de procéder à l'évaluation de ces biens. On connaît le conflit qui en résultea. Les membres turcs de la Commission d'Enquête, qui avaient déjà par ailleurs été saisis plus d'une fois des plaintes des paysans musulmans de cette province, se rendirent compte, à leur contact, de la misérable situation qui leur était faite. Et

Djemal Husni Bey, membre de l'ancienne Ligue »Union et Progrès« de Salonique et leader du nationalisme turc, a, pensant exploiter dans un but chauvin cette situation, insisté pour poursuivre librement son enquête.

Là où il n'a vu qu'une opposition entre fez et chapeau, entre Vieux-Turcs et Turcs européénisés, il y a autre chose. Nous le dirons plus bas.

Il y a actuellement, chiffres officiels, près de 105.000 musulmans en Thrace occidentale, dont 90.000 dans la région de Comotini. Le traité de Lausanne (article 16) leur reconnaît une certaine autonomie administrative. Constitués en communautés, ils ont à leur tête un Mufti qu'ils sont censés élire. En fait, ils ont le Mufti que les autorités grecques leur imposent. Le gouvernement s'attache le chef et les notables de la communauté en les faisant participer à l'exploitation des masses musulmanes.

Hafouz Ali Gealis, député turc à la Vouli, qui, au moment où éclatait l'incident de Comotini, déclarait que »les musulmans de Thrace jouissent d'un régime d'entière liberté et de justice«, est l'ennemi de la véritable minorité musulmane au même titre que le préfet de la région d'Evrou qui, exécutant les ordres de son gouvernement, la terrorise et l'opprime.

Il est maintenant prouvé que la liberté de se déplacer est refusée au Turcs de Thrace; que les autorités policières ont, à leur égard, fréquemment recours à la bastonnade.

D'autre part, la politique suivie par le gouvernement grec, qui favorise les éléments religieux retardataires au détriment des éléments jeunes, laisse percevoir clairement le but qu'il poursuit: détacher complètement cette minorité de l'influence de la nationalité turque.

Le but poursuivi par Angora vis-à-vis de la minorité grecque de Constantinople est d'ailleurs identique. Des 180.000 Grecs non échangeables que comptait Constantinople en 1925, il ne reste aujourd'hui que 120.000.

Pour juger de toute l'importance de cette diminution de la population grecque de cette ville autorisée légalement à y demeurer, il faut mentionner la loi draconienne qui ne reconnaît aucune indemnité pour les Grecs »enfuis«. Autrement dit, pour ceux qui s'en vont de leur plein gré.

Un million et demi de personnes condamnées à un inhumain exode, une forte minorité turque en Grèce, une forte minorité grecque en Turquie, également opprimées. voilà encore un beau résultat du régime qui prédomine actuellement dans les Balkans.

Peridis

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Der letzte faschistische Vorstoß in Bulgarien

Von neuem ergießt sich eine Terrorwelle über ganz Bulgarien. Ueberall und besonders in den großen Städten und Industriezentren werden Massenverhaftungen vorgenommen.

In Sofia, Sliven, Russe, Tirkovo und im Bergwerksgebiete von Pernik verhaftete man hunderte von gewerkschaftlich organisierten Arbeitern, Intellektuelle, Journalisten und Bauern.

Mehrere Monstreprozesse bereiten sich vor. Bald werden hunderte friedliche Arbeiter und Bauern, überzeugte Gegner des bulgarischen Faschismus, vor das »Gericht« gestellt werden, welches nach dem — »Gesetz zum Schutze des Staates« — genannten Ausnahmgesetze schwere Strafen verhängen wird.

Unter den Dutzenden von der bulgarischen Polizei angestrengten Prozessen werden wir uns infolge Platzmangels nur mit der Aufzählung der bedeutendsten beschäftigen. So wird man über folgende Fälle Gericht halten: 1. Einige 30 Bürger aus Sofia, welche angeklagt sind, Mitglieder einer illegalen Organisation zu sein; 2. mehr als 40 Bürger aus der Stadt Sliven fielen unter die Wucht einer schweren Anklage aus dem einfachen Grunde, weil sie der Arbeiterpartei und den freien, unabhängigen Gewerkschaften angehörten; 3. das ganze Zentralkomitee des »Hilfskomitees für die Opfer des Bürgerkrieges« und jenes des »Hilfskomitees für die vom Unglück Heimgesuchten« werden auch abgeurteilt.

Gegen die Leitung und mehrere Anhänger der Organisation der »Bulgarischen Volksjugend« wird ein besonderer Prozeß angestrengt werden, weil sie gegen die Kriegsvorbereitungen und für die Aufrechterhaltung des Weltfriedens kämpften. Fünf junge Arbeiterinnen aus der Stadt Yambol wurden wegen der gleichen Handlung angeklagt. Nicht weniger als neun Prozesse werden gegen das einzige unabhängige linke Blatt »Novini« vorbereitet.

Alle diese Verhaftungen sind unter Bedingungen vorgenommen worden, welche die Machenschaften des bulgarischen Faschismus, dessen Schreckens- und Inquisitionsmethoden, die klassisch und sprichwörtlich geworden sind, offenbar machen. Mehrere Gefangene wurden auf solche Art mißhandelt, daß sie einem zivilisierten Volke zur Schande gereichen. Einer, der von der Polizei verdächtigt wurde, der Hauptorganisator zu sein, wurde in der Polizeidirektion getötet und sein Leichnam aus dem Fenster des vierten Stockes geworfen, um einen Selbstmord vorzutäuschen.

Die Sofioter Polizei ringt ihren unglücklichen Opfern durch Mißhandlungen »Geständnisse« ab.

Man kann sagen, daß die Detektive Liaptscheffs alle 5

bis 6 Monate regelmäßig »Komplotten« entdecken. Die regelmäßige Wiederkehr, mit welcher die Komplotten »entdeckt« werden, spricht für sich selbst. Man sieht, es handelt sich hier um ein klassisches, von den bulgarischen Faschisten jedes Mal, wenn sie sich in einer inneren oder äußeren Schwierigkeit befinden, angewandtes Mittel. Es ist gut, daran zu erinnern, daß das letzte Komplott im September gerade in dem Augenblick, da die Ministerkrise des Kabinetts Liaptscheff an ihrem Höhepunkt angelangt war, entdeckt wurde.

Um die volle Wahrheit dieser Tatsachen zu beweisen, zitieren wir einen bezeichnenden Artikel, welcher am 27. September in der sehr vorsichtigen Zeitung »Znamek«, dem Organ der Bulgarischen Demokratischen Partei, unter der Direktion des früheren Präsidenten des Rates A. Malinoff erschien.

Unter dem Titel: »Ein Alarm« schrieb dieses Blatt:

»Es ist nicht schwer, die Absichten der Regierung zu verstehen. Sie bemüht sich, den Eindruck zu erwecken, daß die Verschwörung das Haupt erhebt, und angesichts dieser Lage die Sicherheit der Gesellschaft und die Bewahrung des Friedens die Erhaltung des »Zgovor« an der Macht erfordert.«

Dieses bedeutsame Zitat erübrigt jeden Kommentar.

Durch die gegenwärtige Terrorwelle wollen die Faschisten der »Bulgarischen Militärliga« direkt die verschiedenen Arbeiter- und Bauernorganisationen treffen, welche einen systematischen Kampf gegen das blutige Regime führen, wie die Partei der Arbeiter, die unabhängigen Gewerkschaften, die Linke Bauernbewegung, die Organisation der »anti-faschistischen volkstümlichen Jugend«, die Hilfskomitees der »Opfer des bulgarischen Faschismus«.

Um diese Organisationen zu zerstören und ihre Kämpfer zu kompromittieren, verhaftete man den Arbeiterabgeordneten A. Stoyanoff, den Generalsekretär der Unabhängigen Gewerkschaften J. Mileff, den Bauernabgeordneten G. Dragneff, das Zentralkomitee des »Volkstümlichen Jugendverbandes« usw.

Die wirkliche Ursache, welche diese neue Terrorwelle erklärt, ist der vollständige wirtschaftliche Ruin, in welchem sich das Land befindet. Der Zgovor verkauft alle Reichtümer des Landes, um den geheimen faschistischen Organisationen das nötige Geld zu verschaffen und um sich für einen neuen Krieg vorzubereiten. Diese Regierung, in der viele frühere Universitätsprofessoren sitzen, sperrte mehrere Schulen, ließ eine große Anzahl Post- und Telegraphenämter, sowie andere kulturelle und hygienische Werke einstellen, um die Zahl der Polizeiposten zu vergrößern und die bulgarische Armee aus-

zurüsten. Diese gleiche Regierung brüstet sich, eine große Anzahl Gefängnisse, sogenannte »moderne« Gefängnisse, errichtet zu haben.

Die Wirtschaftskrise ist jedoch tief einschneidend und vollständig.

In Bulgarien, das hauptsächlich ein Agrarland ist, leiden mehrere Bezirke Hunger. Ein großer Teil der Arbeiter und Bauern ist gezwungen, zu feiern. Tausende aus Ersparungsrücksichten abgebaute bulgarische Lehrer und Beamte sind gezwungen, sich um einen lächerlichen Preis anzubieten, um Arbeit zu finden. Die Selbstmorde haben ein dem Lande unbekanntes Ausmaß erreicht; für zahlreiche verzweifelte Arbeitslose ist das Brigantenhandwerk der letzte Ausweg.

Um die öffentliche Meinung von dieser unerträglichen Lage des Landes abzulenken, entdeckt die bulgarische Regierung diese »Komplotten«. Um die öffentliche Meinung von den Bruderkämpfen im Zgavor selbst und den gegenseitigen Ermordungen der faschistischen Mazedonier in Sofia und in der unglücklichen Petritscher Gegend abzulenken, strengt Liaptscheff diese Monstrexesse an.

Schließlich, um den bulgarischen Bankiers und den fremden Imperialisten gleichfalls zu zeigen, wie notwendig es ist, die umstürzlerischen Elemente zu bekämpfen, ergoß die faschistische Regierung diese letzte Terrorwelle über das Land.

In der Tat gibt das Gesetz zum Schutze des Staates den bulgarischen Faschisten ein überaus bequemes Mittel in die Hand, um ihre politischen Gegner verfolgen zu können. Es genügt, mit einer dem Regime feindlichen oder illegaler Arbeit verdächtigen Person verwandt zu sein; es genügt, mit dieser Person eine gewöhnliche Unterredung zu haben; es genügt, selbst wenn einer als Gastwirt zum Beispiel einem solchen Speise und Trank gewährt hat, daß die bulgarische Polizei ihn sofort verhaftet. Es genügt, mit einer der verdächtigen Personen in Verbindung zu sein, um sich einer Verurteilung zu zwölf Jahren Zwangsarbeit auszusetzen. Uebrigens gibt es Väter und Mütter, welche verurteilt wurden, weil sie ihren Kindern Asyl gewährt und ihnen zu essen gegeben hatten.

Dieses von der Liga für Menschenrechte als Schmach bezeichnete Gesetz spottet in der Tat jeder näheren Bezeichnung: es ist eine Gefahr für das normale politische Leben des Landes und die ausgesprochene Verneinung der Demokratie; es legalisiert die Illegalität selbst, und indem es vorgibt gegen die geheimen und illegalen Organisationen zu kämpfen, bekämpft es in Wahrheit jede legale Organisation, welche gegen den bulgarischen Faschismus arbeitet.

Die auf Grund dieses gleichen Gesetzes gegen die legal gebildeten Arbeiterorganisationen angestrengten Prozesse, sind der beste Beweis für unsere Behauptungen.

Trotzdem gibt dieser durch Gewalt und Blut, durch einen nächtlichen Staatsstreich an die Macht gelangte Zgavor, der eine große Zahl der bürgerlichen Minister und ihre Anhänger tötete, diese Regierung, welche doch selbst nicht legal ist, vor — welche Ironie des Schicksals! — die Legalität und die Demokratie im Lande herzustellen!

Diese selbe Regierung ließ Blut in Strömen fließen. Sie befahl das Gemetzel tausender und abertausender bulgarischer Antifaschisten. Sie erklärt, daß es ihr unmöglich sei, die autonomistischen Banditen, welche hunderte von Leuten in Bulgarisch-Mazedonien und in Sofia selbst töten, zur Vernunft zu bringen. Sie füllt aber brutal die bulgarischen Gefängnisse mit ehrlichen revolutionären Bauern und Arbeitern, welche ihre Politik bekämpfen.

Die Wahrheit ist ganz einfach: wenn der Zgavor gegen die mazedonischen Henker, die Störer des äußeren und inneren Friedens keine Maßnahmen trifft, so geschieht dies, weil die Letzteren seine Mitarbeiter und Instrumente sind und weil er selbst ihnen die Waffen in die Hände drückte.

Dies ist die Tragik, in welche die bulgarische Demokratie stürzte.

In der Tat rüsten die bulgarischen revolutionären Arbeiter- und Bauernorganisationen keineswegs ab; sie setzen ihren schweren und glorreichen Kampf gegen den bulgarischen militaristischen Faschismus mit Einsetzung ihres Lebens fort.

Die Kräfte dieser Organisation genügen aber nicht, da der Faschismus den ungeheuren Marter- und Inquisitionsapparat, die Polizei, die Armee und alle materielle Macht, in Händen hält.

Die internationale Demokratie hat eine schwere Verantwortung auf sich geladen, indem sie der bulgarischen Regierung eine Anleihe gewährte, eine Anleihe, welche ihr die Möglichkeit gibt, sich an der Macht zu halten, neue Gefängnisse zu bauen, die Zahl der Detektive, der Militärabteilungen zu vergrößern und sich für einen neuen Krieg vorzubereiten.

Dieser begangene Fehler muß durch einen, von allen humanitären Intellektuellen, Freidenkern und edlen Herzen, welchen Menschenleben und Menschenrechte teuer sind,

unterstützen von den Arbeiter- und Bauernorganisationen geführten systematischen Kampf korrigiert werden.

Gegen die faschistische Regierung, die servile Agentin des internationalen Faschismus und ganz besonders den italienischen Faschismus, welcher den Balkan durchdringen und den Frieden stören will, muß ein organisierter Kampf vorbereitet werden.

Die ganze europäische Demokratie hat die heilige Pflicht, den Faschismus im allgemeinen und seine ausgesprochenste Form, den bulgarischen militärischen Faschismus, welcher eine wirkliche Gefahr für die Demokratie darstellt, zu bekämpfen.

Gegen den blutigen Zgavor Bulgariens kämpfen, heißt für den Frieden auf dem Balkan und daher für den Weltfrieden kämpfen.

Oskar Masson

Das Ende einer Lüge

Die rechtliche und moralische Berechtigung der Gründung des SHS-Staates, die Idee von der nationalen Einheit der Serben, Kroaten und Slowenen wurde endlich auch von den Hegemonisten gleichzeitig als Lüge, Betrug und Fiktion anerkannt.

Auf dieser Lüge haben die großserbischen Hegemonisten ihre bevorrechtete Stellung begründet. Sie haben diesen Betrug begangen, um die unterjochten Völker im neuen Staate leichter um ihr reichstes Gut, ihre Freiheit und ihr Selbstbestimmungsrecht, zu bringen.

Diese Fiktion hat die kroatische Bourgeoisie in der Hoffnung propagiert, daß sie die schwächer entwickelte und im Kriege geschwächte serbische Bourgeoisie in ihre Gewalt bringen und gemeinsam mit ihr leichter ihre vorherrschende Stellung, welche sie in den kroatischen Gebieten über die Bauern und Arbeiter im feudalen Staate innehatte, bewahren werde. Deswegen beeilte sie sich, sich über den Beschuß des kroatischen Landtages vom 29. Oktober 1918, welcher die Beziehungen mit Österreich abbrach, die Absetzung der Habsburger und die Errichtung des unabhängigen Staates Kroatien, Slavonien, Dalmatien proklamierte, hinwegzusetzen und eigenmächtig, ohne Zustimmung des Volkes die Vereinigung mit Serben am 1. Dezember 1918 unter der Dynastie Karađorđević durchzuführen. Um ihre geheimen Gedanken zu verstecken, haben die einen und die anderen diese falsche Theorie mit tausend schönen Phrasen und Zitaten begründet, unzählige Namen von Schriftstellern und Dichtern aus entfernten Zeiten angeführt, welche damals nicht einmal ahnen konnten, was ihnen die kroatische und serbische Bourgeoisie nun untersiebt. Nur deswegen, weil ihr diese Namen einen guten Bissen bringen sollten, erinnerte sich ihrer diese Bourgeoisie, welcher die geistige Tätigkeit der Vergangenheit völlig gleichgültig ist. Es ist ihr nur um die klingenden Namen zu tun, um die Kultur besser in bares Geld umsetzen zu können. Keineswegs aber, um jene Güter, die diese Männer dem Volke geben wollten.

Deswegen wiederholen sie ständig die Namen von Duschan und Zwonimir, St. Sava und Gregor von Nin, Dositheus und Andreas Kacic, Vladika Rade und Banus Mažuranic, Fürst Milosch und Bischof Strossmajer und unzählige Namen der neuen und neuesten Dichter und Schriftsteller, welche eigentlich zu diesem Gebilde des nationalen Genies nicht beigetragen haben, dieser Dichter, die angeblich ermöglicht haben, daß die großserbischen Hegemonisten den unterdrückten Völkern im Staate SHS diese glorreiche Idee mit Kolben und Stockhieben einbleuen wollen.

Diese Fiktion unterstützten auch die westeuropäischen Militaristen mit allen Kräften auf der Friedenskonferenz in Paris, weil sie einen starken Vasallen im Südosten schaffen wollten, welcher bereit sein würde, jederzeit den Willen seiner Gebieter auszuführen. In diesen Bestrebungen sind auch die französischen Kapitalisten nicht zurückgeblieben, in der Hoffnung, die Summen, die sie den verschiedenen serbischen Regierungen geliehen haben, zurückzuerhalten, um so leichter zu ihrem Geld und zu ihrem Profit zu kommen.

Das Leben und die Leiden der Völker im jugoslawischen Kerker widerlegen täglich und beständig diese Lüge des Regimes. »Nationale und staatliche Einheit« ist eine beliebte Formel der Gewalthaber geworden, welche durch diese Formel trachteten alle Greueln des serbischen Hegemonismus zu decken und zu rechtfertigen. Im Namen dieses Prinzipes wurden alle Provinzen unbarmherzig ausgebettet. Ganze Volksklassen wurden an den Bettelstab gebracht. Im Namen dieses Prinzipes wurde ganz einfach das Aufhören ganzer Völker dekretiert. So ist es z.B. gefährlich, in diesem Lande der Einheit von Mazedonien und

dem mazedonischen Volke, von Montenegro und den Montenegrinern zu sprechen. Man muß sorgfältig die dekretierten Namen »Südserbien« und »Kreis Zeta« usw. anwenden.

Den Belgrader Machthabern haben seinerzeit ihre jetzigen bürgerlichen Gegner, der kroatische Föderalist Doktor A. Trumbić, der montenegrinische Föderalist Dr. Sekula Drlić und der Führer der Prechani-Serben Svetozar Pribicevic durch Leugnen der nationalen Verschiedenheit der Völker Jugoslawiens, ein Beispiel gegeben. Die Belgrader Hegemonisten berufen sich sehr oft auf die Formel, die seinerzeit im schicksalsreichen Jahre 1918 Dr. Trumbić schuf: *Ein Volk, ein Staat, ein Parlament*. Dabei vergessen die Hegemonisten nicht, daß Svetozar Pribicevic durch volle acht Jahre von irgend einem Recht des kroatischen Volkes nichts hören wollte, und daß er auch den Gedanken abgelehnt hat, eine Verständigung mit den Kroaten zu suchen, mit der Begründung, daß es unter einem und demselben Volke keine Verständigung geben kann.

Jetzt wo vorläufig die Arbeiterklasse aus dem aktiven parlamentarischen Leben und jedem Einflusse ausgeschlossen wurde, wo das serbische Bauerntum sich noch unter der Führung des bürgerlichen Landwirtebundes befindet, wo eine geordnete Armee sich hinter der Regierung befindet, meint die serbische Bourgeoisie, daß sie genug stark sei und daß die Zeit gekommen sei die Maske abzulegen und nicht mehr Verstecken zu spielen. Ihr Vertreter, der Vertrauensmann der »Weißen Hand« Professor Milorad Nedeljkovic, der Hauptdirektor der Postsparkassa, schrieb in der Belgrader »Vreme« unter dem Titel »Erwerbskreise und die Staatskrise« eine Reihe von charakteristischen Artikeln. Er beginnt seine oberflächlichen, sehr oft erlogen, jedenfalls byzantinisch gehaltenen Ausführungen mit der charakteristischen Konstatierung: »Die Voraussetzung der nationalen Einheit war von Anfang bis zum Ende unrichtig. Auch diejenigen, die diese Voraussetzung gestellt haben und alle diejenigen, die sie angenommen haben, waren im Irrtum oder irregeführt. Diese Täuschung muß einmal ein Ende nehmen. Alle diese Bewegungen der früheren Generationen für die nationale Einheit wurden erfunden, als sie für die Serben im Laufe des Krieges und gegen Ende des Krieges notwendig waren, um Österreich auf einer breiteren politischen Front zu schlagen.« Dann führte er hochmütig an, was der serbische Zentralismus alles für das kroatische Volk getan habe, wie es auf seine Reparationskosten dem kroatischen Volke die Eisenbahnen, Straßen und Häfen erbaut und für die kroatischen Ambitionen 18 Ministerien geschaffen habe. Der Staat hätte hunderttausend kroatische Parasiten an seine Krippen gebunden. Den Lesern der »Balkan-Föderation« ist die tatsächliche Lage gut bekannt, und jedes Wort ist überflüssig, um die absurden Behauptungen des Belgrader Professors zu widerlegen. Wir führen sie nur deswegen an, damit man daraus ersieht, welcher Geist und welche Männer die erwerbenden Kreise Belgrads vertreten. Prof. Dr. Milorad Nedeljkovic kommt zu einer Schlussfolgerung: »Die Kroaten wurden im Laufe von Jahrhunderten zu einem Volke und entwickelten ihre nationale Psyche. (Und Mazedonien und Montenegro? Kr. IV.) Der Hauptzug dieser Psyche ist eine gewaltige, leidenschaftliche Sehnsucht der Kroaten, in einem freien und selbständigen Kroatien zu leben. Diese Sehnsucht ist nicht aus einem Trotz gegen Serbien oder die serbischen Parteien entstanden, sondern ist eine absolute Grundlage der kroatischen nationalen Seele, ihrer Behauptung und ihrer Lebenskraft.«

Nach dieser Konstatierung ruft Nedeljkovic alle seine Gesinnungsgegnern auf und sagt, daß die geistige Aufrüttlung und Zusammenfassung aller Serben, das »Wieder-in-Besitz-nehmen« der verlorenen und freiwillig aufgegebenen Positionen, das Erste sei, was die Serben machen müssen. Dieser Rat des Vertreters der »Weißen Hand« ist nicht ungehört geblieben. Seit längerer Zeit betrachtet man das neue Aufkommen der Kampforganisation der Srnao (Serbischen nationalistischen Organisation). Die Regierung unterstützt auf jede Art diese Organisation und ihre Presse. Es ist eine feststehende Tatsache, daß die Regierung die Presse der Srnao, wie »Srbadia«, »Schumadia«, »Nasche Jedinstvo« usw. aus eigenen Mitteln aushält. Srnao soll der Vorläufer der militärischen Operationen sein, die bürgerliche Avantgarde der »Weißen Hand«. Nach der Militärdiktatur durften die Reden und Demonstrationen der Srnao-Leute. Punischa Račić ist ihr Idol geworden. Bei der letzten Demonstration in Sarajevo gegen die Kroaten und bei der Demolierung der kroatischen und muslimischen Häuser jubelte man am meisten Punischa Račić, dem König Alexander und dem Korpskommandanten zu. Dieser erschien sogar auf dem Balkon des Offizierskasinos und dankte inflammender Rede. Die Srnao-Presse weiß auch das Mittel, mit welchem man die Hegemonie sichern kann. So

schreibt zum Beispiel ihr Hauptorgan »Srbadia« in solchem Tone: »Eine gewisse Zahl muß an den Galgen kommen. Einige Halunken müssen an die Wand gestellt werden, einige Diebe müssen die Schärfe des Messers spüren, man muß die Masse kopflos machen. Wir haben eine gute Armee, der Zweck rechtfertigt die Mittel. Diejenigen, die für Serbien sind, müssen jede Bewegung, die gegen Serbien ist, unmöglich machen.«

Das Communiqué der Viererkalition sagt offen, daß das Regime in seiner jetzigen Zusammenstellung ausharren wird. Sie lassen den Führern der SDK sagen, daß von einer Verfassungsrevision im Sinne der Teilung der gesetzgebenden Gewalt keine Rede sein kann. Das Regime ist bereit, nur die Erweiterung der jetzigen Kreise zu erlauben und ihnen einen Teil der sozialen und ökonomischen Aufgaben, welche dem Regime lästig sind und keine Gelegenheit zur Ausnutzung geben, ihnen zu übergeben.

Die einjährige Erfahrung der bisherigen Kreise hat zur Genüge bewiesen, daß sie nicht lebensfähig sind. Für jede Kleinigkeit ist die Zustimmung des Obergespans notwendig. Jeder Voranschlag muß die ausdrückliche Zustimmung des Finanzministers haben. Gerade jetzt haben wir die Gelegenheit, bei der Herbstsession der Kreisversammlungen zu sehen, welche Schwierigkeiten die Kreise mit den Regierungsvertretern haben, die bei jeder Gelegenheit die Arbeit der Kreise sabotieren und auf ihre Eingaben zögernd oder überhaupt nicht antworten. Die finanziellen Mittel, auf die sie nach dem Gesetz über die Selbstverwaltung ein Recht haben, werden nicht zur Verfügung gestellt.

Auf diesem Wege kann das kroatische Volk nicht zu seinem Ziele kommen. Die Bauern und Arbeiter verlangen die gründliche Revision der bisherigen Methoden und die definitive Abrechnung mit ihren Unterdrückern. Können wir ruhig bleiben und endlose Zeitungskampagnen des Svetozar Pribicevic anhören oder die Versprechungen für die Zukunft des Herrn Predavec für ernst nehmen, solange uns das Regime so drückt und blutig schlägt? Gerade in unmittelbarer Nähe von Agram, im Dorfe Remete, wurden dieser Tage eine Anzahl von Bauern in der Gendarmeriekaserne von den Gendarmen zu Tode gemartert. Sogar in Agram selbst kommt das Militär auf die Straße — ohne Anrufung der Polizeibehörde — und schlägt und tötet die Arbeiter in den Straßen der Hauptstadt Kroatiens, ein klares Zeichen, daß die »Weiße Hand« die Gewalt selbst übernommen hat, und daß sie nicht einmal mehr Vertrauen zu den Polizeibehörden hegt. Dies anerkannte selbst zuletzt auch der Ministerpräsident Korosec, der erklärte, daß die Regierung in den Preßchanigebieten spezielle Agenten unterhält, welche von der großen Unzufriedenheit der Massen und ihrem gewaltigen Vorgehen berichten, die Polizeibehörden aber bringen rosigere Berichte. Nach dem Bekenntnis des Regierungschefs befinden sich ganze Gebiete außerhalb des Gesetzes, ihr Leben ist in den Händen der Geheimagenten und Militärmannschaften.

Die Hegemonisten und Militaristen sind eine unbedeutende Minderheit im Staate SHS. Aber besser organisiert, halten sie die Millionen der Arbeiter und Bauern in Schach. Der organisierte Widerstand der Bauern und Arbeiter aber wird eines Tages diese Seufzerburg stürzen und den Völkern die Freiheit bringen. In diesem Reigen müssen die kroatischen Bauern, die Söhne des Matthias Gubec, die erste Rolle spielen. Um würdige Söhne dieses großen Revolutionärs zu sein, müssen sie mit Taten und nicht mit Worten, gegen den Willen ihrer jetzigen Führer, die Bruderhand der organisierten Arbeiterschaft zu organisierter Mitarbeit reichen — dann erst wird ihr Sieg sicher sein.

Kroatische Bauern, der Augenblick ist gekommen!

Krešimir Ivačić

Michalakopoulos und die Verwaltungsreform

Seit das imperialistische Massenmorden vorübergebracht, hat die europäische Landkarte ein neues Gesicht erhalten. Neue Nationalstaaten entstanden. Jahrhundert alte Träume gingen der Erfüllung entgegen. 10 Jahre vergingen; 10 Jahre voll Not, voll Entbehrung. Dennoch ist der alte Freiheits- und Einheitstraum nicht zur Wahrheit geworden. Die vereinigten Brüder gerieten einander in die Haare. Alt- und Neu-Land stand gegen einander. Die Befreiten suchten sich — von einander zu befreien.

In Rumänien standen die neuen Provinzen gegen das Regat, der Sieg Manius und seiner Nationalzarenisten gegen die brutale Gewalt eines korrupten Liberalismus wäre unmöglich gewesen, ohne die Ausnutzung dieses Gegensatzes.

In SHS stehen die Pretschani in schärfstem Kampfe gegen die Belgrader Hegemonisten. Die Schüsse in der Skup-schitina haben blitzlichtartig den tiefen Abgrund aufgezeigt, der zwischen Belgrad und den »befreiten« Brüdern klafft.

Wie steht es bei uns? Die nationale Einigung ist einige Jahre älter. Schon nach dem Balkankriege ist Neu-Griechenland dem Mutterlande angegliedert worden. Während in SHS Völker verschiedenen völkischen Bewußtseins, wenn auch nicht verschiedener Literatursprache zusammengekoppelt wurden, ist in Griechenland das Problem viel komplizierter. Zwei wirtschaftliche Einheiten, Mazedonien und Trakien, wurden zertrümmert: *Mazedonien*, diese Musterkarte völkischer Enklaven, ein Mosaik von fünf verschiedenen Völkern, diese glückliche Kreuzung verschiedener nationaler Kulturen, wurde in drei Teile geteilt; Saloniki seines natürlichen Hinterlandes beraubt. Griechenland war um eine blühende Provinz reicher geworden, dessen wirtschaftliche Bedürfnisse ihm fremd gewesen, dessen ethnische Besonderheiten als gemischtsprachiges Gebiet von den »Befreien« nicht verstanden wurde. So entwickelte sich ein Gegensatz zwischen dem Alt- und dem Neuland, zwischen den Führern von Athen und den, ein wenig geringgeschätzten, Provinzialen.

Mit dem Verlust Kleinasiens änderte sich die Szene. Eine Million griechischer Flüchtlinge suchte Obdach auf griechischem Boden. Die Verfolgung begann. Die slavophone Bevölkerung wurde abgestiftet und durch Kolonisten ersetzt. Griechisch-Mazedonien wurde hellenisiert. Ein Teil der Slavophonen unterwarf sich, um seine Heimstatt nicht zu verlieren, der andere wanderte aus — unglückliche Rekruten des mazedonischen Faschismus.

Trotz der gewaltsamen Hellenisierung des Gebietes blieb die Verwaltungsfrage ungelöst. Das üble französische Beispiel, welches Präfektenwillkür an die Stelle autonomer Kreisverwaltungen setzte, blieb Griechenland erhalten. Der Generalgouverneur von Mazedonien regierte wie ein Vizekönig über unterworfen Untertanen. Das Streben nach Schaffung selbstverwaltender Körperschaften wurde zwar von der Republikanischen Union vertreten, scheiterte aber immer wieder am Widerstande der am Ueberzentralsmus interessierten Faktoren.

Durch dieses Festhalten an überlieferten Verwaltungsformen förderten die famosen Staatsmänner und Friedensbringer die vom Auslande geförderten faschistischen Irredentabewegungen. Wenn die ORIM Michailoffs in einem Gebiete mit antiverkhovistischer Tradition Bedeutung oder doch Beachtung finden konnte, so nicht zuletzt durch die Brutalität eines landfremden Ueberzentralsmus.

Der ansäßige, autochthone Grieche des Neulandes betrachtet den Sendboten Athens in höherem Maße als Fremden, wie den Angehörigen einer anderen ethnischen Einheit, der mit ihm wirtschaftlich zu einer Schicksalsgemeinschaft verbunden blieb. Was aber die Kolonisten betrifft, so fühlten sie sich zwischen zwei Feuern: als Werkzeuge gegen die Slavophonen und als Opfer bei den meist zweifelhaften Kompensationsgeschäften, deren Gegenstand sie waren. *Die Flüchtlingsfrage blieb ungelöst*, trotz der Hellenisierung Griechisch-Mazedoniens.

Der Gegensatz Alt- und Neuland wurde aufrecht erhalten, ja sogar verschärft. Nun stehen wir im »national-einheitlichen« Griechenland dort, wo unsere national zerklüfteten Nachbarn stehen: vor ernsten Auseinandersetzungen. Soll nicht in letzter Stunde durch eine Verwaltungsreform an Haupt und Gliedern, durch provinzielle Autonomie der Gegensatz zwischen Alt- und Neuland überbrückt werden?

Unsere Staatsmänner wollen all dies nicht sehen. Sie sind stolz, durch Schließung bulgarischer Schulen das Gebiet für Hellas gewonnen zu haben. Aber was gaben sie dafür? Am 10. Dezember widerhallte unser Parlament von dem Proteste eines guten Patrioten, eines der Treuesten des liberalen Regimes, der darüber klagte, »daß in zahllosen Dörfern keine Schulen bestehen«. Ja, für gelbe Gewerkschaftsgründungen fehlt es nicht an Geld, aber für Schulen im Neulande reicht es nicht aus.

Man schustert seit Jahren an unserer Charte herum. Die Vorbereitungen für die Senatswahlen haben begonnen. Die Anleiheabkommen mit Haus Hambro wurden unterzeichnet, mit Haus Seligmann verhandelt man noch wegen der Garantien, aber — an eine Verwaltungsreform denkt kein Mensch. Die übeln Auswüchse einer barbarischen, kulturlosen Ueberzentralsation bestehen fort.

Herr Michalakopulos aber reist von einem Ende Mazedoniens zum andern. Er »studiert« — wie eine wirksame Verwaltungsreform verhindert werden kann. In Gesellschaft von Klerikern, professionellen Flüchtlingsführern, Faktoren und anderen Großwürdenträgern des neuen Griechenland hält er Bankette und erfreut sich der geradezu — polizeilichen Begeisterung, die seine Reden entfachen. Der konservative Venzelismus der Plutokratie findet keinen Widerhall in griechischen Herzen, da muß man schon in das »Kolonialgebiet« sich

begeben, um unter dem Schutze der Gendarmerie — Beifall zu finden.

Die trakische Frage ist nicht weniger kritisch. Wohl kommt das Abkommen mit der Türkei zustande, aber die Gegensätze sind verschärft. Mögen willfährige Notabeln mohamedanischen Glaubens noch so patriotisch griechisch sich gebärden, mögen sie mit bezahlter Begeisterung unsere Zustände loben, die Massen Trakiens, nicht weniger die Hellenen wie die Fremdvölker empfinden anders. Dennoch wird auf der bisherigen Grundlage »weitergearbeitet«, und die Zustände sind so türkisch wie vor dem Huriett und so »modern« wie in der »Gazette du Franc«. Korruption, vermehrt durch Kontrolllosigkeit, dies ist das charakteristische Kennzeichen eines Regimes, welches nach außen sich vor Mussolini verneigt, nach innen über Gesetze zum Schutze des Staates schreit. Der kontrolllose Ueberzentralsmus, der nicht von den Volksmassen, sondern von den Faktoren ausgeübt wird, muß verschwinden. Geschieht dies nicht, verschwindet etwas anderes, das Ansehen Griechenlands, die Liebe seiner Bürger zum hellenischen Freistaate. Das Selbstbestimmungsrecht Mazedoniens und Trakiens müssen wir anerkennen. Sehen wir zu, wie wir zur Freiheit des griechischen Volkes gelangen, wenn sie nicht für alle da ist! Aber erkennen wir nicht, daß im Augenblicke zumindest eines geschaffen werden muß: die Aufrechterhaltung einer auf Wahlen beruhenden Kreisverfassung an Stelle der Willkür der Präfekten. Demokratisierung der Verwaltung ist die beste Brücke zwischen Alt- und Neuland. Ein föderatives Griechenland, das der Eigenart jedes Gliedes Rechnung trägt, ein griechischer Bundesstaat im Rahmen eines balkanischen Staatenbundes der befreiten Völker, dies ist die Zukunft, der wir entgegen müssen.

Melingos

Korrespondenz aus der Dobrudscha

Von neuem wurde der unter rumänischem Joch schmachende Teil der Dobrudscha von einer furchtbaren Terrorwelle heimgesucht. Von neuem ist die friedliche und arbeitsame Bevölkerung dieses Landes den grausamen Verfolgungen der rumänischen Boyaren- und Tschoko-oligarchie, der Verwaltungsbeamten und besonders der aus Mazedonien unter serbischem und griechischem Joch in die Dobrudscha gebrachten zinharischen und kuzowalachiischen Kolonisten ausgesetzt. Nicht ein Tag verläuft, an dem man nicht neue Willkürakte feststellen könnte, welche die mißhandelte und außer Gesetz gestellte Bevölkerung der Dobrudscha erdulden muß. Man schlägt sie in Massen, saugt die Früchte ihrer Arbeit aus, beraubt sie ihrer Güter, schändet ihre Frauen und Töchter. Die von den offiziellen Organen unterstützten kuzowalachiischen Kolonisten, die blinden Instrumente der rumänischen Oligarchie, geben sich zu den schändlichsten Plünderungen und Morden her. Diese Plünderungen und Morde sind keineswegs Zufälligkeiten. Sie bilden die gebräuchlichen, systematisch angewandten Mittel der Terror- und »Entnationalisierungs- oder Ausrottungs«-Politik, welche die rumänische Oligarchie gegenüber der unglücklichen Bevölkerung der Dobrudscha seit fünfzig Jahren, seit die Dobrudscha von ihren rumänischen Beherrschern geknebelt wurde, anwendet.

Um diese Bevölkerung zu entnationalisieren und zu assimilieren bedient sich die in Bukarest an der Macht sitzende Clique der grausamsten und barbarischsten Mittel. In ihrer Sucht, den ethnographischen Charakter dieses ihr fremden Landes zu ändern, schreckt sie vor keinem Mittel zurück. Um jeden Preis will sie den Kampfgeist dieser Bevölkerung, welche nie aufhört für ihre natürliche und politische Unabhängigkeit zu kämpfen, vernichten. Diese Clique der Tschokois und Boyaren will das nationale Gefühl, den Wunsch nach Recht und Freiheit in der Bevölkerung ertöten. Sie will sie knechten, in eine Herde von Rayas verwandeln, um sie in noch unverschämterer Weise ausbeuten zu können. Jene Dobrudchaner, welche diese wilden Ungerechtigkeiten nicht ohne zu murren ertragen können, werden von bewaffneten Banden der kuzowalachiischen Kolonisten, ja selbst von den Regierungsorganen selbst — wie z. B. in den Dörfern Staro-Selo, Schahinlar, Denizler usw. — umgebracht oder gezwungen, auszuwandern.

Wie wir weiter oben gesagt haben, sind die aus Mazedonien unter griechischem und serbischen Joch geholten und in der Dobrudscha angesiedelten Kuzowalachen, die Hauptwerkzeuge der rumänischen Oligarchie, der Boyaren und Tschokois in der Verwirklichung ihrer Verbrecherpolitik gegenüber den eingeborenen Bewohnern der Dobrudscha. Es werden ihnen von den Behörden in der Absicht Waffen in die

Hände gedrückt, damit sie Terrorakte gegen die eingeborene Bevölkerung begehen, um sie zu entnationalisieren und zu zwingen, ihren Herd zu verlassen und auszuwandern. Ein Beispiel: Kürzlich wurden die Bewohner des Dorfes Hodjakeuy von einer eigens zu diesem Zwecke aus den Dörfern Garvan und Jali-Tschatalscha gekommenen bewaffneten Bande kuzowalachischer Kolonisten angegriffen. Alle Dorfbewohner, Männer, Frauen und Kinder, wurden blindwütig verprügelt und ihnen der Befehl aufgedrungen, ihre Häuser, ihren Boden und ihre Habe preiszugeben, und wenn sie nicht alle getötet werden wollten, nach Bulgarien auszuwandern. Eine andere bewaffnete Bande kuzowalachischer Kolonisten griff die Dörfer Belitza, Sansalar, Bulgarski-Kussuj usw. aus dem Kreise Siliстра an. Diese Banditen nahmen mehr als 20 Honoratioren der genannten Dörfer fest, indem sie sie beschuldigten, anlässlich des Rückzuges der rumänischen Armee rumänische Soldaten und Offiziere getötet zu haben. Während der ganzen Fahrt bis Siliстра wurden die Unglücklichen ununterbrochen grausam geschlagen. An der Spitze dieser bewaffneten Kuzowalachenbande befand sich ein gewisser Jon aus dem Dorfe Kirinbeg (Bezirk Widin, Bulgarien), welcher während der Einvernahme die »Angeklagten« persönlich verprügelte. Von Siliстра wurden die Dobrudschaner unter starker Bewachung nach Konstanza geführt, um dort vor ein Kriegsgericht gestellt zu werden. Es gelang jedoch den Verwandten und Freunden dieser Unglücklichen unter sich eine Summe von 200.000 Leis zu sammeln, welche sie den Behörden für die provisorische Freilassung der Angeklagten übermittelten.

Im Bezirksgericht von Siliстра fand eben ein Prozeß gegen zin zarische Kolonisten aus Garvan statt, welche den Bauer Athanass Nikoloff wild geschlagen und in das Wirtschaftshaus eines gewissen Christo Zlateff mit Revolvern geschossen hatten. Dieser Prozeß war natürlich nichts anderes als eine

reine Komödie — die in Frage stehenden Kolonisten wurden alle freigesprochen und dadurch zu neuen Massakern an der Dobrudschaner Bevölkerung ermutigt.

Dort wo sich keine zin zarischen Kolonisten befinden, nehmen die Regierungsorgane selbst die Verfolgungen vor. Die Bewohner der Dörfer Kavurga und Otludscha wurden von Polizeibeamten furchtbar geschlagen, welche sie aufforderten, sofort ihr Heim zu verlassen und nach Bulgarien auszuwandern; andernfalls würden sie ohne Gnade getötet werden. Diese Unglücklichen mußten nun auch ihre Häuser, Felder, die Ernte und ihre ganze Habe verlassen und sich nach Silistra begeben, wo sie sich Pässe zu verschaffen versuchten, um auszuwandern.

Usw. usw.

Die Gewaltakte der rumänischen Oligarchie der Boyaren und Tschokois, die Ermordungen und der Raub an der Bevölkerung durch der Regierung bewaffnete zin zarische Kolonistenbanden werden immer entsetzlicher. Der friedlichen und schutzlosen Bevölkerung der Dobrudscha bemächtigt sich eine ungeheure Panik.

Die Lage, unter der die Bevölkerung der Dobrudscha leidet, ist furchtbar. Die Dobrudschaner verzweifeln aber keineswegs. Sie schließen die Reihen und bereiten sich vor, die schweren Ketten ihrer Knechtschaft zu brechen. Mit entscheidenden Schritten wandeln sie den Weg, den ihr heiß geliebter und unvergesslicher Lehrer und Voivode Dotscho Mikhailoff wies, welcher mit seinem Blut den einzigen Weg der Befreiung für die Dobrudscha vorzeichnete, den Weg des revolutionären und organisierten Massenkampfes unter der entfalteten Fahne der Dobrudschaner Revolutionären Organisation D.R.O., für die Schaffung einer Föderation der freien Balkanvölker!

P. Izworoff

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJUËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

E ardhmja e Kosovës

Formimi dhe ekzistimi i Serbis së Madhe është nji fakt që tregon sheshit se si sundohen popujt e vegjel dje se sa rispektohen të drejtat e tijve. Anglia konservatore, që shpëtojë nga konkurrenca e industrisë gjermane, e cila vajti aq nalt sa që s'i a delte kush në fabrikumin e plackave të lira bani që mos per t'i ndalue hovin nji perparimi të tillë. Pas luftës coptohen shtetet e mundur dhe krijojen ca shtete vassal që sherbejnë interesat e imperialisteve tue mbajte nen zgjedhë pakicat nacionale.

Serbia ekonomisht s'ish aq e zhirluar sa të bante nji politikë indipendente dhe të sulmonte ndonji shtet fqij. Pa lindur endë, borgezia serbe, me krajin dhe generallat në krye, luan rrolin e gjindarmit në Ballkan. Mbë 1914, si edhe në luften ballkanike, ajo qindron me të holla të huaja. Kapitali i vendit, d. m. th. i Serbis, s'ish në gjendje të mbajë nji apparat ushtrak aq të madh dhe të heq shpenzimet e luftës. Po të mos ishin bankjerët e Francës, militarizmi serb do t'a kishte dhanë falimentin me kohë.

Lufia botnore i dha Belgradit shka s'kishte pë as n'andërr. Me ndihmen e Antantës „Dora e bardhë“ shtron të është million të huaj. Në qoftë se mbë 1918 kryengritja kroate shtypet drejt per drejt me bajonetat frenge, më vonë puna ndryshon: armata jugosllave, në saje të bankave të Parisit, merrin t'organizohet dhe të forcohet aq sa më e krye detyren e saj në punët e mbrendshme e të jashtme.

Problemi nacional as që merret para sysh. Imperialistët premtojnë lirë e perparim, por mandej s'gjennë ndonji peshqesh më të mirë se zgjedhen serbe. Pak cat nacionale, që perbajnë 70% të popullsisë, d. m. th. shumicen, shtypen dhe rjepen nga borgezia serbe. Kjo, krahinat e reja i ekspluaton si kolloni, nuk i le të zhvillohen, dhe perpiqet t'i shuej ose t'i serbizojë. Pagesat dhe taksat që merr prej tyne i harxon jo per të permirsue gjendjen ekonomike dhe kulturale të pakicavet, por

per forcimin e gjindarmerisë. E vetmja gjë që nuk kursen është: pushka, dhuna, urija dhe errsina. Në kuu mbështetet rregjim serb dhe me kta do të mbahet deri në fund.

Kushdo që prigion poliiken e imperialistive e shif fare mirë se q'vend po xën militarizmi serb. 50 milliard dinarët që i premtuat bankat angleze Belgradit do t'i apin sot at fuqi që do t'a kish vetëm pas 20 vjetve! Do me thanë sa më shum që forcohet militarizmi serb aq më teper humbet randsi lvizja lokale, aq më teper ndihet nevoja per nji organizim më të gjjancë. Qi të bâjnë ndonji punë të sakië, pakicat duhet të mirren vesh dhe të lidhen në mes tyne. Çlirim i do të jetë vepra e fuqive të perbashkta e të gjithë shtypunve dhe do të vije ose per të gjithë ose per kerkend.

Në ditë të soçme per pakicat, si dhe per të gjithë popull ballkanas, s'ka veç se nji udhë: Federacioni. Lvizja kosovaret duhet të marri ket drejtim per trë aksyenë: 1) pse sillavët e Kosovës kurr s'do të pranojnë të sundohen nga tjetri; 2) pse Kosova vetëm kurr s'do të jetë e zoja t'a thuej armaten jugosllave, të permbajtun nga bankjerët e Francës dhe t'Anglis; dhe 3) pse nji shtet i vogel si Shqypnia — edhe sikur të mrrj me i bashkue ndonjiherë Shqipot — prap s'do të mundet me shpetue nga kthethrat e imperialisteve që bertasin pâ-prâ (si Italia fashiste) se është dâ keq bota, e që duan t'a copojnë rishtas.

Fati i Kosovës është i lidhun, prâ, me atë të popujvet të tjerë.

Shembilla e Maqedonisë mjafton t'a bindi njeriun se borgezia s'munt t'a zgjidhi problemin national. Mbas nji statistike bullgare, në Selanik, Gevgeli, Monastir e rrëthe numrohen 2.300.000 frymë prej krye kombësive: Bullgar 1.180.000; Turq 500.000; Grek 230.000; Shqipo 128.000; Kucovillah 80.000; Jahudi 68.000; Serb 10.000; Jevgji 16.000 e.tj. d. m. th. perbajhet prej tete elementesh të ndryshëm. Cili prej tyne munt të pretendojë sundimin? Asnjëni. Problemi national nuk zgjidhet kur-

sesi tue i a dhanë Maqedonin njënit nga shtetet ballkanas ose tue e dâ trish në mestë Serbis, të Greqis e të Bullgaris. Shpetimi i njenit element sjellë zgjedhen e shtatë të tjërve. Po të mos kën të gjith njipalë ië drejtë, nuk munt t'i vêhen themele të shëndoshta jetës së kyne popullsive, Maqedonasi ket të vertetë e ka kuptue me kohë dhe ç' në fillim të lvizjes ka hedhë si motto: Maqedonasi i lirë në Federacionin Ballkanik.

Shum kush lvizjen maqedonase e perzin me atë të Bullgaris. Asht e vertetë se corbaxhite bullgar (kshtu quheborgesia bullgare) kanë pasë nji influencë të madhe dhe jan kenë lidhur me Maqedonasin. Kjo vinte nga se në fund të XIX shekull Bullgari dhe Maqedonasi luftonin nji anmik të perbashkët: Turkun. Me dbimin e Turqis çashja bullgare, në pikpamjen nationale, u-zgjidh, kurse ajo e Maqedonasin vazhdon t'ekzistojë edhe sot.

Pasunitë e Maqedonis, që nji specialist gjerman i çmon sa ato t' Egipit, u-kanë futë gverren shtetevet ballkanas, terthuras, edhe fuqive të mdhâ. Corbaxhiu bullgar i solli shpinder shokut të djeshem dhe fillon të spekullojë mbi koken e tij. Mbë 1903 jo vetëm që s' u-ndihmoj kryengritësve, por i la në bali dhe i bâni të marrin mërgimin me shpresë se në ket mënyrë Maqedonasi do të shterngohet me i dhanë lvizjes nji ngjyrë thjeshtë bullgare. Andërr e kotë! sepse katundari i Maqedonis nuk besonte se shpetim i tij do të vinte nga generalat e krajl Ferdinandit. Perpjekjet e fundit midis grupit të Mihailovit e të Protogerovit tregojnë sheshit se sa i fortë është antagonistë franko-italian në çashjen maqedonase e se sa shtrëjt u-kushtojnë popujve të vegjel intrigat e fuqive të mdhâ.

Ngratresat do të vazhdojnë kshtu deri atëherë kur punitoret e katundarët e Ballkanit, të lidhur me pakicat nationale, të marrin fuqin në dorë dhe të ngrehim republikat punitore dëkatundare; të formojnë nji shtet prej 40 millionësh që është i zoti me i improjët nga sulmet e jashme dëme me u-sigurue nji qetsi të qindrueshme per zhvillimin e mbrendshëm.

*

Tashti të kthehem në çashjen që na intereson. Borgezia serbe në 10 vjet e siper ka krijuar nji armatë aq të fortë sa me mbajtë nen urdhen jo vetëm pakicat; ajo me të mendon me i bâ ballë edhe ushtrisë italiane. Mbë tjetren anë, bankjerët e Parisit e të Londonit, që perkrashim financiarisht rregjimin e tashëm në Serbi, perzihen drejt per drejt në punët e mbrendshme të Ballkanit (demarshi i perfaqesuesit të Francës e tij Anglis në Sofi per shikatnimin e organizatës maqedonase); u-ndihmojë klyshave të tyne me shue çdo zâ që del nga pakicat e pa-knaqima. Ata, si zolt e Europës që janë, s' durojnë të

bâhet ndonji ndryshim, sado i vogel. Kjo u-prish hesapet; unxjerr ngatrresa; prandaj do të jen gjithnjë gati me i prë hovin çdo çapi që ka per qellim librimin e të shtypurve.

Kosovari, që dishron të librohet njiherë e mirë, duhet të kët gjithnjë para sysh: Cilët janë anmiqët e tij dhesa a shtfuqia e tynë. Kerkasat e të shtypurve nuk munt të realizohen po të mos perbyset rieggimi borgez. Në Jugosllavë e në Ballkan pakicat do të ndeshen jo vetem me borgezin e vet por edhe me imperialistët e mdhaj si Franca dhe Italia. Italia, p. sh., kâ interesë të shkatrohet Jugosllavia që të shkajej ndonji copë per vedi; por po t'a shohi se në vend të saj lind nji qeveri që impon interesat e popullit punitore që s'e len me futë hundët kërkund, ajo do të jetë e para që do t'i bie mbë qafë.

Anmiqët e mbrendshëm janë: krajli, borgezia serbe, officerat dhe intellektualët serb që kan marrë nëpunisina neper kralim të ndryshme. Miq dë shokë janë pakicat, që perbajnë 70% të populsisë, si dhe punitoret e katundarët revolucionar serb (S' duhet harrue se në Serbi të vjeter punitore dëkatundari nuk gjon asnjë liri dhe ndiqet nga qeverija).

Të shpresojë njeriu tashti se munt të shkeputet Kosova me nji lvizje lokale (pa u-marrë vesht me pakicat tjerra, kundra nji ushtrye të madhe e të centralizuarë, aq nji utopji. Per të s' kâ tjetër rrugë vec se m' u-bashkue me ata që vnojnë nga sundimi serb e që dishrojnë librimin e vetejet. Së këndejmi nevoja e organizimit dëkatundja me federalistët maqedonas malazet etj. Ne qofitë se ka ndonji "shkjë" të vendit që s' afrohet, s' kâ që i bâ: s' ka pyllë pâ derra. Detyra e Jonë është të zgjedhim udhen më të sakët, t'u a tregojmë punitore dëkatundarve dë të fillojmë punen.

Kosova ka 17 vjet që po percllohet në zjermin e militarizmit serb. Si i vrua dëme i dogji, borgezia serbe po i mban Kosovatisi si rob të burgosun, se i duhen nesër t'i perdori per pushkë ose per llopat. Kapitali hoi i Serbis shpreson të mbëkambet dikur që të fillojë me i punue vëtë pasunitë e Kosovës e të Maqedonis. Prit, gomar, të bij tertiota!

Mbas nji shkolle kaq të gjatë, pas kaq vuajtjeve Kosova, si e ka kuptue se cila udhë i sjellë shpetimin. Aj, si më i rrahu, do të jetë nji faktor revolucionar që do të lidhi Shqypatarin me Ballkanat. Djelët e Kosovës, sot të ndjekun në mërgim ose neper shpellë të bishave t' egra, nesër do të jen në rradhë të para t' ushtrivet libruese, të cilat do të zhbjin çdo dhunë e pa-drejtsi që po u-bâhet popujve të vegjël.

Bashkim i të shtypuve kundra shtypësve është kondita e parë dëme e domosdoshme e fitimit. Së këndejmi mvaret dëme e ardhinja e Kosovës.

Selim Shpûza.

Mareveshja Anglo-Franceze dhe Lokarno-ja Balkanike

Një çështje tjatër me rëndësi që pengon realizimin e planave të imperializmës anglo-franceze në Ballkan, është antagonizma greko-jugosllave. Burimi i kësaj antagonizme është çështja e Selanikut dëme e udhës se hekurt të Gjegjelise. Jugosllavia kërkon të ketë një »zone të lirë« në skëlen e Selanikut dëme e kontrollin ekskluziv mi udhët e hekurt Gjegjelise-Selanik. Me 1926 në kohën e diktaturës së Pangallosh Jugosllavia dëme Greqia, me ndërhyrjen e Francës, nënëshkruan një traktat »miqësijet në bazë të statut quo-së, dëme një sërë konvencionesh që regullon çështjet e varura në mes të dy shteteve, duke kënaqur po-thua plotërisht pretezat e Jugosllavisë. Mirëpo nato kohë u rëzua diktatura e Pangallosh dëme e erdhë në fuqi Kondhili, i cili solli me vehte triumfin e influencës anglo-italiane. Punë e parë që bëri qeveria e rë është që refuzoj t'i paraqesë parlamentit përmëratifikim konvencionet me Jugosllavinë. Shkaku i këtij refuzimi, pas thezës zyrtare, që se gjoja koncesionet që i bëheshin Jugosllavisë cënonin sovranitetin e Greqisë; po arësyja e vërtetë ishte ato nuk i vinin përmes borgjezisë greke. Keshtu konflikti italo-grek mbeti i hapur q'at'herë.

Ardhja e Venizelos në fuqi pas zgjedhjeve të fundit tregon se në politikën e jashme të Greqisë influencën decizive do t'a ketë imperializmë frënge, me qenë se qarket e borgjezisë që përfaqëson Venizeloa janë lidhur ngushtë me banqerët e Francës. Prandaj Franca do të përdorë këtë influencë përmështyë qeverinë greke të likvidojë çështjet e varura me Jugosllavinë dëme të neneshkruaje një traktat »miqësie« dëme »arbitrazhi«. Ky traktat do të jetë çapi i dytë drejt Lokarnos Ballkanike, d. m. th. bllokut anti-sovjetik.

Po, siç dihet, Jugosllavia është këlyshi i përkëndhelur i imperializmës frënge në Ballkan, prandaj, në pazarllëket me Greqinë, Franca do të përkrahë pa dyshim pretezat e Jugosllavisë.

Duke parashikuar këtë perspektivë, dhelpra plakë, Venizelua, nisi xhiron e tij diplomatiqë nëpër kryeqytetet e Evropës nga Roma, ku nënëshkroj me Ducson një traktat... »miqësie« si pas zakonit. Me këtë Venizelua desh të sigurojë krahët, kështu që kur të nisë pazarllëket me Jugosllavinë të mos jetë fare i izoluar. Nga Roma Venizelua u nis përmë Belgrad.

Nënëshkrimi i traktatit italo-grek qëtësoj mjaft borgjezinë frënge e cila ka frikë që ky traktat mos jetë drejtuar kundër Jugosllavisë. Prandaj organi i borgjezisë frënge »Tempsi« i jep të kuptojë Venizelos se menyrat më mirë që të provojë se traktati që nënëshkroj me Italinë nuk është drejtuar nonjë shteti tjetër, është që të regullojë sa më parë çështjet e varura me Jugosllavinë, me fjalë të tjera të realizojë pllanet e imperializmës frënge në Ballkan.

Nga ana tjatër fakti që Venizelua po pregatitet të vejë në Belgrad nuk i pëlqen Musolinit, prandaj një gazetë fashiste »Il Tevere« e këshillon Venizelon të hapë shtë dëme të mos bjerë në grackën e Lokarnos Ballkanike dëme të Antantës së vogël, të cilat u shërbjnë qëllimeve imperialiste të Francës.

*
Që të kuptojmë pozitën e Italisë në këtë mes duhet të shikojmë se si e priti shtypi fashist marëveshjen anglo-franceze. Gazeta oficioze e fashizmës »Il Tevere« shkruan mi këtë pikë: »një politikë miqësie më mes të Francës dhe të Italisë është e pamundur. Nga ana tjatër miqësia me Anglinë nuk i jep gjë Italisë. Prandaj s' mbetet gjë tjetër vëçse bashkimi i fuqive që janë t' interesuara në ndryshimin e »stato-quo«-së në Evropë përmështyë që krijuar një Evropë të rë. Kundër bllokut Londër-Paris duhet formuar blloku Romë-Berlin-Moskë-Ankarë etj.« Një kombinacion i tillë s'mund të ketë një bazë reale,

po projekti fantastik dhe naij i gazetës fashiste tregon pesimizmën e thellë të borgjezisë italjane, deziluzionin që pësoj nga miqësia e Anglisë, dhe nevojën që ndjen Italia fashiste për një orientim të ri. Mot mot më parë Duce-ja, i frymëzuar me përkrahjen e Anglisë, i këndonte ferman tërë Evropës dhe kurdiste pllana ekspansioniste që do të ngjallnin përsëri »Perandorine Romane«. Sot që patroni i Londrës i ktheu krahët, Duce-ja u ul prej fikut dhe s'di nga t'ja mbajë.

Passi nënëshkroj traktatin me Greqinë, Musolini tani po mer iniciativen e një afërimi midis Turqisë dhe Greqisë. Venizelua sa që në Romë u poq me përfaqesonjësin e Turqise, i cili, n'emr t'Ismet pashës, e stoj të vejtë në Ankarë për të lidhur një traktat, prapë... »miqësie« natyrish. Me këtë mënyrë Italia përpitet dalë nga izolimi ku e hodhi marëveshja anglo-franceze duke krijuar bllokun e të »pakënaqurve« nga sistemi i ngreher në Versaj.

Sa për Shqipërinë atje imperializma italjane po forcon pozitat e saj ekonomike dhe strategjike për të bërë vëndin tonë shesh luftë kur të vijë dita e përleshjes decizive.

Po, sic e thame edhe në një artikull të shkuar, Anglia, me gjithë që u shtërguva të »tradhëtojë« Duce-n duke u marëvesh me Francën, prap se prapë nuk do t'a lëshojë nga dora Italinë, më qënë se edhe ajo do t'i hyjë në punë për të reali-

zuar frontin e përbashket kundër Amerikës dhe Republikave Sovjetike.

Duke i premtuar Italisë nonjë kockë në Abisini ose në Sirë, qeveria ingleze do të përpitet të kandisë Duce-n të heqë dorë nga politika e tij agresive kundër Jugosllavisë dhe Francës, dhe të bëhet vegla e imperializmës britanike në luftën që po pregetit kundër Republikave të Sovjetave. Po nje dallaverë e tillë zor mund të kënaqë ambicjet e imperializmës italjane, e cila ka nëvojë për kolloni të pasura që t'i grabisë me rehat. Sigurisht diktatori fashist nuk do të kapitulojë përpara bllokut franko-inglez dhe do të përpitet të formojë bllokun italo-greko-turk për të lëftuar politikën e imperialistëve të Londrës dhe të Parizit.

Sido që të jetë, një gjë është e sigurtë. Marëveshja anglo-franceze është një çap deciziv drejt sistemit të aliancave midis fuqive imperialiste, drejt atij sistemi që pregetiti katastrofën e 1914-s. Imperialistët po organizojnë sistematikisht fuqitë për luftën e ré që po pregetit para syve të botës së tërë.

Po lufta këtë herë do t'uaj hajë kokën imperialistëve. Masat punëtore dhe fshatare të qdo vëndi do t'i drejtojnë armët kundër armiqve të tyre të brëndëshme, kundër kllaseve sundonjëse që po i ekspluatojnë, dhe do të përmbystin regjimin kapitalist duke ngreher republikat punëtore dhe fshatare.

L.

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

„Стабилизационния“ и „възстановителен“ заем на българското правителство

Българските фашисти ликуют! Разрешения заем от ОН е гласуван от Сговористкия парламент. Наистина, за него са гласували само правителствените депутати, включително и Цанков, който преди седем месеци се обяви, заедно с своята група, против протокола, за съмнения заем, на Финансовия комитет при ОН, но това нема значение за Ляпчев, той знае, че в случаи се касае, за да може по-дълго време да се задържи на власт, неговата партия, за това и приема да продаде жизнените интереси на страната.

Този е втория заем, който правителството на Демократическия сговор склучи, от като Ляпчев е на власт.

Първия заем, склучен в 1926 г., бе наречен — заем за бежанците, хуманитарен заем. Той беше на сума 2.500.000 английски лири. Бежанците, — и кои бежанци! — получиха до сега само 500.000 английски лири, или около 300 miliona лева, а бюджета на държавата се увеличи, от лихви и погашения, годишно с 150—200 miliona лева.

Сегашния заем беше определен от Финансовия комитет при ОН на 4.500.000 английски лири, макар и Ляпчев—Молов да разчитаха на 10—15 miliona английски лири. Това беше през пролетта. Емисарите на правителството, Молов и директорите на БНБ и на Държавните дългове, ходиха на неколко пъти в Париж и Лондон, за да уговорят с банкери и правителства условията за... заробването на България. Тия условия беха уговорени, те се санкционираха от Съвета при това Общество, който, в знак на благодарност за направени услуги и поети ангажменти, увеличи размера му от 4½ на 5 miliona английски лири.

При какви условия е сключен тия заем? До колкото може да се съди от разните проекти, които правителството внесе в Събранието, както и от съобщенията, които проникнаха в печата, тия условия са следните:

Лихвата е 7½%. Емисиония курс ще бъде към 91. Българската народна банка се превръща в акционерно дружество. Претенциите на Германската банка Дисконто Гезелшафт ще се уредят отделно между представители на правителството и тия на последната. (Тия претенции се отнасят за една сума от 150 miliona златни лева, която тая банка отпустна от склучения в 1914 год. заем на Радославов от 500 miliona лева, за да участвува България в общата

война, на страната на Германия). Нови държавни приходи ще бъдат дадени в залог.

Сумата, която българското правителство ще получи, ще се употреби: за изплащане дълга на българската държава към Българската народна банка, 1½ miliona английски лири, за покриване бюджетните дефицити, 1.100.000 английски лири; 650 хиляди английски лири се предвиждат за Земеделската и Кооперативна банки и за постройка и поправка на железници и пътища, за доставка на железопътни материали се предвиждат само 1250, т.е. една четвърт от общата сума. Най-сетне, се предвиждат 500 хиляди английски лири за подпомагане пострадалите от земетрясение в южна България. (Загубите от тая катастрофа се изчисляват на **пет милиарда лева**; правителството е отпустило 100 miliona лева, от частни подпомагания то е получило 91 miliona лева, и сега, за да хвърли прах в очите на българското и чуждо обществено мнение и с надежда да ослаби неговата опозиция против заема, то предвижда една нищожна сума, която се равнява на 300 miliona лева).

С този заем и с поетите от правителството ангажменти, България е поставена в пълна економическа зависимост. Българската народна банка се превръща в акционерна банка, а това значи: единственият емисионен и кредитен държавен институт да бъде превърнат в един гешевтарски институт, който ще направлява економическата политика на страната; нови държави приходи се залагат и с приемане претенциите на Дисконто Гезелшафт, нови големи суми ще бъдат изтребвани от българския народ; една сума от 350 до 400 miliona лева ще бъде вписана в бюджета на държавата за изплащане на лихви и погашения по той заем. И срещу тия големи задължения, които правителството поема за сметка на бълг. народ, само една сума от 1.050 miliona български лева ще се употреби за възстановителни цели: постройка на железници и пътища и подпомагане пострадалото население в южна България. При това, тая сума не ще се получи веднага; тя ще остане депозирана в банките и за нея правителството ще получава 4% лихва, а ще плаща 7½%!

Правителството нарече тия заем възстановителен. Ние видехме до колко той има за цел да възстанови стопан-

ството на страната. То го нарече напоследък стабилизационен. Смешно е да се говори за стабилизация на българската монета, при едно положение, когато търговския баланс на страната е пасивен, — за последните 4 години вноса е надминал с два милиарда лева износа и за първите 7 месеци на текущата година той е надминал износа с 700 милиона лева —; когато бюджетите на държавата, откакто Сговора е на власт, се сключват с дефицити. Ако през последната година държавният бюджет не бе приключен с дефицит, това се дължи на намаление сумите, които се изразходваха по-рано за повдигане земеделското производство, за просвещението, за социални грижи и пр. За каква стабилизация може да се говори в една страна, където вътрешното положение е несигурно, където правителството се крепи на пушки и щикове, където вилнее един бесен терор и където положението на работните маси е непоносимо: в тая страна от 5½ милиона жители има 150.000 безработни, които не получават никакви държавни помощи, а тия които имат работа получават надници, които не съответстват и на половината от надниците, които те са получавали преди войните!

Правителството на Демократическия сговор имаше нужда от заем, за да се държи на власт, за да поддържа

своя потистнически апарат; то немаше друг изход, тъй като то не може да вземе от българския народ повече от това, което взема, а пък не иска и не може да бърка в касите и кесите на банкери, чорбаджии и спекуланти, защото то е тяхен мандатиор; то не може да бърка също тъй в касите и на чуждите капиталисти, настанени в България, които смучат кръвта на българския народ, защото то е агент на техните покровители — европейските империалисти.

Последствията от тоя »стабилизационен и «възстановител» заем са гибелни за страната. Живота на трудовите маси ще се влоши още повече. За това и тия последните се обявиха решително против него. Но въпреки тех, въпреки мнението и на разните слоеве от буржуазията и дребната буржуазия, участвуваща в тъй наречените опозиционни партии, то склучи заема. Тая политика то ще продължава, защото без заеми то не може повече да живее.

Събарянето на сговористкото правителство, сгромоляването на военната фашистка диктатура и установяването на една истинска народна власт в България ще тури край на тая предателска политика и ще освободи страната от економическото зарабоване, ще освободи българския народ от тираническия и кървав режим, който го души.

Д. Влахов

Апел на балканските национал-революционни организации

По случай събора, свикан на 21 октомври т. г. в гр. Сисак, от Хърватската селско-демократическа коалиция, балканските национал-революционни организации са отправили до хърватския народ и пречанските народни маси, един апел, публикуван в балканските и чуждестранни вестници, който ини даваме по-долу в превод.

До хърватския народ и потиснатите пречански народни маси!

Национал-революционните организации на угнетените балкански народи следят с най-голем интерес вашата освободителна борба против хегемонистичния и кървав велико-сръбски режим. Тия организации винаги са давали и дават, чрез своя орган »Балкански Федерация«, една постоянна и пълна подкрепа на вашата справедлива борба, защото те виждат в вашата борба един от решителните фактори за победата против велико-сръбския и потиснически режими на другите балкански властодържави.

Кръвта на вашите хърватски представители в Белградската скучница, както и на вашите синове из улиците на Загреб, която бе пролета от велико-сръбските фашисти и официалната полиция, се размеси с тая на нашите борци в Македония, Черна-гора, България, Добруджа, Тракия, Косово, Албания — тая кръв требва да ни сближи напълно в нашите борби и да освети нашия съюз до последната победа.

Ние се адресираме до вас, непосредствено в навечерието на вашия велик народен събор в Сисак, защото ние признаваме големото историческо значение на тоя събор и считаме за наш голем дълг да се притечим на помощ, за да може да се увенча с успех вашето дело за благото на национално угнетение хърватски народ и за това на другите угнетени в Юgosлавия народи. Ние сме убедени, че стотини хиляди селяни и други бедни и ограбени народни маси из Хърватско и Пречанско, ще се съберат смело на 21 октомври и, от името на милиони угнетени и обезправени, ще издигнат глас против националния гнет — за националната свобода; против социалния гнет на капиталистите и експлататорите — за социалната правда; против военната клика и тъмните сили; против кървавия режим на бича, прилага и престъпната Главняча — за правата и свободата на човека. Тия стотини хиляди борци в Сисак требва да знаят, че като издигат смело своя мощен глас, те ще имат на своя страна не само угнетените народни маси от Пречанските краища, но и тия от другите балкански страни. Свободно и независимо Хърватско е здравия залог за свободата и независимостта и на другите угнетени балкански народи. С провалянето на велико-сръбския режим, ще се провали също тъй и основата, върху която се крепи силата и на другите угнетатели на балканските народи.

Братски хърватски народе!

Братя пречани!

В вашия велик народен събор, вие ще си дадете отчет за вашия десетгодишен живот в държавата на СХС, т. е., отчет за вашето десетгодишно робство. Тоя отчет е ясен и

чист, и дума не може да става, нито за вас, нито за нас, да се самоизлъгваме, че обединението от 1918 г. е донесъл свободата на некой от народите в Юgosлавия. Хърватския народ бе измамен с пакта от Корфу, той бе измамен от велико-сръбската буржуазия, от офицерската клика и монархиите, за която той робува, ето вече десет години. Всички ония, които верваха, че ще може да се обезпечи свободата на техните народи чрез пакта склучен в Корфу с велико-сръбските милитаристи и империалисти, с организаторите на Солунския процес, са се лъгали, и техното заоблудение костува скъпо на техните народи. Сръбския милитаризъм през 1918 г. никак не донесе свободата на хърватския народ, както и до днес още продължават дръжко да претендират велико-сръбските политици и платените от тех журналисти; напротив, той донесе, както за него, тъй и за всички угнетени в Юgosлавия народи, само национално, политическо, економическо и социално робство. И докато всички велико-сръбски шовинисти, от всички нюанси, правеха баланса на своите десетгодишни грабежи за сметка на угнетените в Юgoslavия народи, величаеши велико-сръбския милитаризъм и хегемония, вие и лие, требва да направим баланса на нашите страдания. Нашия баланс през тия десет години е страшен. Всички народи — включително и сръбския народ »победител« — са ограбени от белградските велико-сръбски капиталисти. Името, езика и националните права на большинството от народите в Юgosлавия са потезни. Именно в кръвта на техните най-добри синове, всеко искане за национални права се задушва, почти всеки ден. Хиляди и хиляди синове на угнетените народи са изчезнали из затворите, а други хиляди и днес още гинят там. Земите на беговете и едрите землевладелци не са раздадени на селяните, които са ги оросявали, в продължение на векове, съвсем пот и кръв. Те са останали в ръцете на едрите землевладелци и феодали, или са раздадени на нови еди землевладелци. Народните маси са тежко обременени с страшни данъци, с държавни дългове и лихви, а вие пречаните, сте доведени до просешка тяга чрез три, четири и повече пъти по-големи налози. Всичката власт, целия държавен апарат, целата полиция и армия, всички държавни каси се намират в ръцете на велико-сръбските капиталисти, на офицерската клика и монархиите. След десет години живот на държавата на СХС, народните маси са хвърлены в пропаст.

Вие се борихте против злото, което ви души. Хърватската селска партия, под ръководството на своя популярен вожд Степан Радич, видя и разбра, преди всички други пречани, на къде водят сръбските властодържави народите на Юgosлавия; и тя отпочна борбата против режима. Нонейната борба не бе свързана с тая на македонците, черногорците, албанците от Косово и на другите угнетени народи, които още от лървия ден на наложеното им с сила единение, беха пролели потоци от кръв в борба с кървавия режим на велико-сръбската хегемонистическа буржуазия. Дълго време след това, другите народни маси от Пречанско, угнетени, ограбени и лишени от всекакви права, се присъединиха към тая борба на Хърватската селска партия. Но победата не доде. Това означава, че борбата не

е била организирана по такъв начин, щото да докара победата. Това показва, че вашата тактика на борба, вашите методи на действие трябва да бъдат подложени на един сериозен преглед през време на вашия исторически събор в Сисак. Ние сме убедени, че след едно най-сериозно проучване на тактиката и методите на вашата борба против велико-сръбския режим, вие ще извлечете от него заключенията, които ви се налагат: да поддържате и засилвате всички ваши верни методи на борба, да изхвърлите и видоизмените всички фалшиви и погрешни методи.

Ние сметаме, че първия урок, който ви поставя вашата борба до сега, требва да бъде следния: всички угнетени в Юgosлавия народи трябва да се вдигнат дружно и в тесен по между си съюз против велико-сръбския режим. Хърватският народ не може сам да катурне днешния велико-сръбски режим, защото той последния държи в ръцете си всичката власт и сила, които употребява безогледно и по-неже големите империалисти от Франция и Англия, за целите на които велико-сръбския режим изпълнява ролата на стражар на балканите, поддържат този режим. Ето защо, вашата борба трябва да се свърже с тая на нашите национал-революционни организации не само в Юgosлавия, но и в делия Балкан. Ето защо, вие и ние, за да се доближим по-скоро до целта, която преследваме, трябва да търсим връзки и подкрепа всред всички международни революционни организации, всред всички революционни организации на угнетените работнически маси, всред всички борци против световния империализъм. И, при това, ние трябва да се облегнем върху държавата, която е реализирала вече принципа за самоопределение на народите: върху Съветска Русия. Ние считаме като една необходимост, щото и сръбският народ тъй също, който е ограбен от своите господари, както сме ограбени и ние, трябва да се присъедини към нашата обща борба. Неговите интереси са еднакви с нашите. Той трябва да признае, че докато другите народи са угнетявани от негово име, той нема и не може да бъде свободен.

Вашите методи на борба до днес и вашата тактика трябва да ни дадат и друг важен урок. Както днешните велико-сръбски властодържави са ви измамили през 1918 г. с такта склонен в Корфу, така и за напред те ще продължават да ви мамят с нови съглашения, с нови обещания, с нови «концесии», и ще ви хранят с опасността от «външни врагове», с единствената цел да могат да ви държат още в робство. Трябва да се тури единък за винаги край на техните лъжи и измами! До като ви говорят за опасността от «външни врагове», белградските властодържави, без да ви питат и въпреки вашите енергични протести, приемат **Нетунските конвенции** и предават в полза на италианските империалисти жизнените интереси на хърватски и словенски покрайници. Нема споразумение, съгласие между тия, които държат властта и силата, и тия, които са с празни ръце. Тия, които държат властта и силата, диктуват условията на тия, които са без оръжие. **Едно споразумение е възможно само тогава, когато хърватският народ и другите народи в Юgosлавия бъдат напълно свободни и независими.** Тогава, споразумението може да бъде възможно между равни, и то може лесно да се реализира. Такъв едно споразумение ще може да отблъсне всеки външен нападател, защото свободните народи ще могат да бранят с общи сили своята обща родина.

Извоюването на свободата и независимостта на всички народи в Юgosлавия ще направи по-скоро възможна Балканската Федерация: съюза на свободните и независими национални републики — единствената гаранция за запазване свободата на балканските народи и техния напредък, на техната защита против угнетителите на балканските народи, против световните империалисти. От досегашните манифестации на хърватските и пречански народни маси, ние виждаме, че те споделят по същество нашето гледище. И как отговарят на това велико-сръбските хегемонисти? Под давлението на вашето селско национално движение, те ви канят да се върнете в оня белградски хегемонистически парламент, където беши убити, с револверни вистрели, едини от вашите най-добри представители и ви предлагат, като

**Да живее свободната и независима
Хърватска национална република!**

Да живеят независимите републики на всички народи в Юgosлавия!

Да живее Балканската Федерация — съюза на свободните републики на балканските народи!

Октомври 1928 г.

Вътрешна македонска революционна организация (Обединена)

Косовски комитет

Албански комитет за национално освобождение

Добруджанска революционна организация (ДРО)

Западно-Тракийски революционен комитет

милостния, ревизията на конституцията. Ревизията на Видовданската конституция е една гавра с хърватския и другите народи, едно подаяние за един народ, който е доказал, че е способен да извоюва своята пълна свобода и да създаде своя собствена държава. Хърватският народ в течение на 1000 години е създадъл своя национална култура и е развила своя национална економика, а белградските властодържави искат да му отрекат правото да образува своя национална държава!

Белградските властодържави предлагат на хърватите равноправие в рамките на Видовданската централистическа конституция, обаче те не желаят да им признаят техното пълно и неограничено право върху техната собствена национална територия, правото им да я управляват и уреждат така, както те намират за най-добре. Без това безусловно право, обещаното равноправие ще бъда една чиста лъжа.

Не ревизия на Конституцията, а национална свобода и независимост — ето какъв трябва да бъде отговора на хърватите белградски властодържави.

Ако между вас или между вашите водители е съществувало по-рано погрешното съвпадане върху една ревизия на Конституцията, това съвпадане днес трябва да престане да съществува.

Споразумението и участието в властта заедно с белградските властодържави, значи участие в угнетаването на народите в Юgosлавия. Участието на Корошец и Спахо в Белградското правителство като «представители» на две национално угнетени области, значи в същност, че те са угнетатели на своите собствени народи. Никой не трябва да следва този път. Белградският парламент не трябва повече да издава закони, които да се прилагат и по отношение на вас. Крака на вашите и наши представители може да стъпи само в едно централно представително тело на един Съюз на свободните национални държави. Хърватският народ и другите угнетени в Юgosлавия народи не трябва повече да верват на монархията. Монархията бе и остава централния стълб на националния гнет и реакция — в Юgosлавия не по-малко, ако не и повече, отколкото в другите страни.

Вашите методи на борба са определени от самите условия и от насилийските методи на режима.

Всеки народ, който иска да извоюва своята свобода, трябва да бъде готов на всички жертви, даже и да пролее кръвта си за тая свобода. Нема в историята народ, който да е получил своята свобода без кръв, който да е напесил победа над своите угнетатели без смела борба с тех. Както ние, тъй и другите революционни организации, защото сме жадни за кръв, а защото угнетателите и властодържавите не биха отстъпили и най-малката частца от своята власт без хърватска борба, понеже властодържавите са по отношение на нас толкова по-жестоки и свирепи, колкото ние по-рабски понасяме робството. Революционната борба за освобождението на народите е една историческа необходимост. Тя има за цел да ускори освобождението и да предотврати многобройните бъдещи жертви, като подканя национал-революционните борди да организират за борбата целия народ, посочвайки му средства и начини на тая борба, които могат да ускорят победата над възражения противник.

Борци и съюзници на освободителната балканска борба!

Ние сме убедени, че вие ще бъдете в състояние сами да извлечете всички поуки от вашите досегашни борби. Ние очакваме впрочем, щото вашите водители да бъдат в действителност представители на вашите тежения и на вашата тактика на борба, щото вашият водители да напуснат за въбъдеще всички погрешни методи на следваните до днес борби и да не се съгласяват на разни споразумения с угнетателите. Ние считаме вашето движение за достатъчно силно да може да си избере ръководство отговаряще напълно на вашия желания и идеали, които ще ви заведат до победата и пълното ви освобождение.

От името на угнетените балкански народи, ние ви изпращаме нашите братски революционни привети:

Хърватска национална република!

На всички народи в Юgosлавия!

Съюз на свободните републики на балканските народи!

FEDERATIA BALCANICA

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITATILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Ce s'a schimbat în România?

In momentul când vor apărea aceste rânduri se va cunoaște deja rezultatul alegerilor din țară. De peacuma însă acest rezultat poate fi în linii generale prevăzut, pentru că niciodată în ultimi ani situația nu a fost așa de simplă și clară în România ca în momentul de față. National-tărăniștii vor trage din alegeri o majoritate covârșitoare, în timp ce liberalii deoparte și coaliția nu mai puțin reacționară Averescu-Iorga deală vor ieși din campanie zdrobite. Si acest rezultat, mai mult decât probabil, al alegerilor este și explicabil.

Furia masselor împotriva regimului de până acumă de exploatare și asuprirea despotică, de săracire și de jefuire a masselor populare atinsese un grad vecin cu acela al izbucnirei revoluționare. Pentru a evita tocmai o asemenea catastrofă (a cărei iminență a devenit palpabilă pentru toată lumea la Alba-Iulia) liberalii au consumat să se retragă pentru un timp pe al doilea plan, lăsând în chip trecător locul din față național-tărăniștilor. Liberalii nu au deci de așteptat nimic dela ceeace se obiceiuiește a se numi corpul electoral, decât disprez și demonstrație ostilă. Deasemenea nici coaliția, lipsită de conținut principal și de orice siră politică a spinării, Averescu-Iorga nu poate să-și facă iluzii în privința atitudinei alegătorilor, pentru că generalul Averescu este de mult demascat și condamnat de massele populare dela sate și orașe ca un mercenar al liberalilor și deaceea, ca orice mercenar, mai săngheros și mai odios decât stăpânii. Iar căt priveste pe d. Iorga, cel mai inconsecvent dintre politicianii români, deal-mintrele nu mai inconsecvent și mai lipsit de linie unitară și proprie decât acele cercuri intelectuale burgheze și conservatoare cărora d-sa le servește ca steag, căt il privește pe d-sa este de așteptat ca gruparea d-sale să fie părăsită în alegerile de acumă chiar și de unele elemente din rândurile proprii, datorită atitudinei »neinteligente« și »compromițătoare« pe care d-sa a luat-o în ultimele săptămâni, alături de gen. Averescu și pornind la război contra »străzii« care l-ar fi adus la guvern pe d. Maniu. Este astfel ușor de înțeles de ce liberalii și coaliția Averescu-Iorga nu au nimic de așteptat dela rezultatul alegerilor, chiar dacă pronosticurile unora, care afirmă că nici-un liberal nu va intra în parlament, sunt exagerate.

Dar tocmai deaceea, pentru că cunoaștem ura și furia masselor populare împotriva reprezentanților declarati ai regimului săngheros de până acumă, tocmai deaceea ne apare explicabil de ce național-tărăniștii trebuie să se aștepte la o mare »victorie« electorală. Pentru că ura să-a polarizat cu atâtă năvală la polul liberal, deaceea toate sentimentele populare și speranțele de mantuire s'au polarizat împrejurul național-tărăniștilor, al partidului de opozition care a știut, prin demagogia sa rafinată, să apară în fața masselor sub masca dusmanului de moarte al liberalilor și drept mantuitorul educător de democrație și izbăvire. Această iluzie de masă își are dealminteri în istoria politică recentă a României un precedent: acum nici zece ani generalul Averescu era pentru massele populare dela țară și pentru cele mijlocii și sărace dela orașe un zeu tot atât de încărcat cu toate speranțele și împodobit cu toate năzuințele masselor, ca și guvernul național-tărănișt trebui să se aștepte la o mare »victorie« electorală. Generalul Averescu întrebuităse și dânsul în opoziție aceeași frazeologie pseudo-radicală (ba nici amintirile cu »răsturnarea dinastiei« și »întronarea republicei« nu au lipsit) ca și național-tărăniștii de-acumă. Si... tot că o manevră pentru calmarea și dezarmarea politică a masselor amintităore, a fost adus atunci generalul Averescu de către liberali la guvern, printr'un compromis discret, ca și d. Maniu astăzi. Si însărsit, coincidentă eloventă, și atunci social-democratii au servit generalului Averescu drept certificat și ca mijloc de neutralizare și captare pe frontul muncitoresc intern și pe frontul opiniei democratice europene, așa cum servesc în momentul de față și național-tărăniștilor. Ba acuma atitudinea, eufemistic caracterizată: dubioasă, a social-democratilor este în situația de față și mai puțin aprobabila decât a fost acuma aproape zece ani. Căci astăzi rolul pe care social-democratii îl joacă în planul național-tărăniștilor este mai limpede decât a fost atunci. Intrădevăr, de ce au oferit

acuma național-tărăniștii social-democratilor 9 locuri pe liste de vot? Au oare nevoie național-tărăniștii, cari sunt siguri că și vor număra voturile cu milionul, de cele căteva zeci de mii de voturi ale social-democratilor, a căror valoare este dealmindreala redusă datorită legii electorale fasciste? Este limpede că nu pentru acest motiv au dăruit național-tărăniștii aceste mandate social-democratilor. Motivul este cu totul de altă natură: un parlament național-tărănișt fără social-democrați (cu prezență posibilă a cătorva deputați ai »Blocului Muncitoresc-Tărănesc« caracterizat drept »comunist«) nu ar putea prosti tot atât de eficace massele muncitorești și opinia publică democratică europeană, ca un parlament în care vor sedea cățiva social-democrați — și aceștia din grăția național-tărăniștilor. Guvernul național-tărănișt, care poate fi sigur de o mare victorie electorală chiar mergând absolut singur în alegeri, recurge la asemenea aranjamente cu social-democrați, cu partidul săsesc, cu cel »democratic« maghiar, cu o parte din grupările politice evrești, cu burghezia bulgară din Dobrogea, pentru că are nevoie să-și acopere sub asemenea vestimente scăpitoare hidroșenia ascunsă a trupului său reacționar, capitalist și de slugă al imperialismului anglo-francez.

Dar asemenea manevre nu pot reuși decât în chip trecător. De peacuma se vede tot mai limpede, că rolul real al guvernului național-tărănișt este nu de a nimici regimul liberal, ci de a-l adapta în așa fel, încât pedeoparte el să poată împăca și burghezia capitalistă și rurală ne-liberală, întărinindu-se astfel baza dominației capitaliste luată în întregime în România, iar pedeopartele el să poată împăca și capitalul financiar străin, fără de care nici-un meremet al economiei capitaliste în România nu este posibil. Însărsit rolul guvernului național-tărănișt mai este — și asta trebuie semnalat cu toată perseverența atât masselor muncitorești din România, că și opiniei cinstite și sincer democratice și pacifice din Europa — de a crea condiții mai propice din punct de vedere politic intern și extern pentru războiul ce-l pregătește coalitia imperialistă anglo-franceză contra Uniunii Sovietice. În acest sens vor fi modificate, cum anunță noii ministri, unele legi economice care excludeau până acumă burghezia național-tărăniștă dela înfrâptarea din bogățiile țării și constituau o mărginire pentru activitatea capitalului străin; vor fi modificate și unele legi de organizare administrativă pentru a da și burgheziei ne-liberale oarecare garanții de participare mărginită la controlul aparatului de stat; dar în schimb va fi reprimată și mai departe mișcarea muncitorească, sub pretext de »bolșevism«, vor fi înăbușite în sânge mișcările național-revoluționare, sub pretext de »iredentism«, și asta nu se va mai face de astădată în numele dictaturei nevoalate, cum a fost cea liberală, ceeace ce a compromis toate aceste »măsuri de ordine și apărare a civilizației« în ochii opiniei publice din țară și străinătate; ci represiunea generală va merge sub guvernul național-tărănișt în numele »democrației«, în numele unui guvern »popular«, pentru a neutraliza astfel dezavantajile și neplăcerile legate de un regim de dictatură deschisă și pentru a trece mai ușor contrabanda reacționară și de pregătire de război sub etichete frumos colorate și plăcut sunătoare.

Că așa se vor dezvolta lucrurile, asta ne-o dovedesc declarațiile oficiale ale guvernului în întregime și ale fiecărui ministru în parte, care anunță o politică civilizată și de destindere față de liberali în același timp cu o politică »hotărâtă și energetică față de cei dezordonati« (declarații făcute de subsecretarul dela interne D. R. Ioanescu, la instalarea prefectului de Ilfov); ne-o dovedesc vizita generalului Le Rond, apropierea ungaro-română sub egida lui Pilsudsky, călătoria anunțată a ministrului de externe Mironescu la Varșovia, menținerea stării de asediul la granița Nistrului, anunțarea unei »noi legi« asupra stării de asediu, lăsarea proceselor politice »în curs« la consiliile de război, declarații de menținere a legilor brătienilor extraordinare pentru »menținerea liniei publice« și a celorlalte legi anti-muncitorești, refuzul amnistiei politice, menținerea procesului pentru dizolvarea sindicatelor unitare, confiscarea repetată a ziarului »Inainte«, organul Blocului Muncitoresc-Tărănesc, etc. etc.

Între guvernul național-tărănișt și cel liberal legăturile de continuitate sunt mai puțin »evidente« la exterior decât legă-

turile de continuitate între guvernul Tankoff și guvernul Liapceff în Bulgaria, dar de fapt guvernul Maniu nu este mai puțin o prelungire »democratică« a dominației capitaliste reaționare și războinice de până acum. A-i acorda acestei travestiri »democratică«, care și începe să și dea poalele peste cap cumprând cu fondurile secrete bunăvoița bandelor fasciste studențești (diferiți miniștri fac »turnee de propagandă« pe la căminurile studențești și împart »ajutoare« și subvenții de sute de mii de lei diferitelor cantine și instituții »studențești«), a-i acorda acestei travestiri »democratică« credit, însăncă încrește opera de înșelare și prostire a masselor populare din România și a opiniei publice din Europa. Ca organ al miș-

cării național-revolutionare din Balcani, care și-a pus ca scop să lupte pentru eliberarea popoarelor subjugate din Balcani mână-n-mână cu mișcarea revoluționară a muncitorilor și tăranilor și ferind popoarele asuprute din Balcani de orice iluzii și rătăciri, care le-ar putea face instrumentul unora sau altora din imperialiștii dinăuntru și din Apus, noi nu putem decât să refuzăm guvernului Maniu orice credit politic și să îndemnăm massele popoarelor asuprute și subjugate din România să se strângă sub lozinile curajoase ale »Blocului Muncitorească-Tărănesc«, printre ai cărui conducători se află și luptătorul dobrogean Boris Stefanoff.

I. Mateescu

Alegerile române și libertățile național-țărănești

Presă burgheză și socialdemocrată — din România și din străinătate — anunță victoria guvernului Maniu la alegerile care au avut loc la 12 decembrie 1928.

Aceeași presă a lăudat mult și a subliniat libertatea de alegere care a dominat în timpul acestei campanii electorale, libertate »care înseamnă în istoria parlamentarismului român inaugurarea unei adevărate ere democratice.«

Totuși, aceste sfărături democratice nu au fost etalate de către presă socialdemocrată din Europa decât pentru a arăta masselor muncitoare socialdemocratice, că în România, renomată prin teroarea albă care a băntuit și care va băntui atât vreme cât va dura regimul capitalist, sprijinul dat de socialdemocrați guvernului era totdeodată și o acțiune impotriva reacțiunii liberale...

Inainte de arăta față adevărată a acestei libertăți politice, tinem să cităm câteva cuvinte, pronunțate de către prim-ministrul Maniu, la un meeting dela Dacia: »Fiecare e liber să se ducă unde-l mână înima și conștiința sa cetățenească.«

Că același prim-ministru a dat alte instrucțiuni aparatului de stat, privitoare la singura organizație de opozitie — Blocul Muncitorească și Tărănesc — aceasta se înțelege dela sine.

Mai întâi, se cunoaște doar îndeaunsă »perfecțiunea« aparatului electoral din România pentru a putea înțelege însemnatatea »victoriei electorale« a unui guvern. Nu a existat și nu va exista niciodată un guvern burghez român, care, prezidând alegerile, să nu aibă, o victorie strălucită, dat fiind că tot aparatul statului, dela funcționarul subaltern și până la cel superior va face toate eforturile spre a asigura o »majoritate sdrobitoare« guvernului. Apoi, demagogia deșantăță a național-țărăniștilor, trădarea socialdemocraților, cari au preferat să completeze frontul unic reaționar în contra clasei muncitoare, aderând pe față taberei guvernamentale — trădare care a fost recompensată cu nouă scaune de deputat — și teroarea albă care a băntuit în contra organizațiilor revoluționare proletare și țărănești, au completat această victorie.

Să trecem la fapte. Care a fost libertatea adunărilor publice în timpul acestei campanii electorale? Toate partidele așa zise de »opozitie« au avut dreptul să se adune — numai organizațiile revoluționare ale masselor muncitoare și țărănești nu li s-au îngăduit libertatea de intrunire. La București, guvernul Maniu a ordonat ocuparea militarească a sălii de adunare, unde Blocul Muncitorească și Tărănesc își convocașe intrunirile. Massele muncitoare, sosită rînd pe rînd în fața sălii de adunare — »Dacia« etc. — nu puteau să intre în săli, și după cum proletariatul bucureștean nu înțelegea deloc că cineva îl va putea opri să se intrunească, tînu adunările sale în stradă. Dar această tenacitate — departe de a place guvernului »democratic«, »răposat apostol« al rezistenței cetățenești — îl sfîrște să arate față sa reaționară ordonând forței armate să disolve cu orice pret adunările muncitorești, cari manifestau pentru amnistia generală politică, agrară și militară, pentru pace cu Uniunea Sovietelor și în contra războiului imperialist și pentru o adevărată politică în interesul masselor muncitoare și țărănești. Pe străzi au rămas mulți muncitori răniți iar candidații și secretarul Blocului au fost arestați și maltratați de către poliție. Muncitorii răniți au trebuit să cutreare pe la toate spitalele, rugând pe doctori să le panseze rănilor. Acești apostoli ai științei însă, auzind că răniții nu erau decât comuniști, le-au refuzat orice ajutor medical.

In celealte orașe din România a fost și mai simplă respectarea dreptului de intrunire pentru massele muncitorești și țărănești. Pretutindeni a fost pur și simplu interzisă orice adunare a Blocului Muncitorească și Tărănesc iar candidații acestui Bloc au fost arestați. La Galați, după descoperirea unui »complot comunist«, și după arestările în masă, tribunalul anulă chiar — înainte de alegeri — lista Blocului, la Buhuși, un aderent al Blocului, Niculae Naghi, a fost arestat și maltratat atât de îngrozitor, încât și-a pierdut mintile și a trebuit să fie internat la casa de nebuni; la Putna, un alt propagandist a fost atât de

grozav bătut de jandarmi încât va trebui să zacă câteva săptămâni, la Turnu-Severin, Siliștra, Brăila, Focșani, Piatra-Neamț, Mediaș, Tecuci, Sibiu, — în toată țara o teroare mai cumplită decât chiar sub Brătianu —, pretutindeni au fost arestați candidații Blocului, ba la Constanța li s-au făcut chiar un proces, pe baza legei Márzescu, — pentru că au răspândit manifeste incendiare (citește electorale) — proces care a avut loc tocmai în ajunul alegerilor (la 11 decembrie cor.).

Care a fost libertatea presei? Au fost confiscate absolut toate manifestele, jurnalele și publicațiile BMT — cu toate că censura a fost ridicată — confiscat a fost și organul central al Blocului, ziarul »Inainte«. Siguranța și polizia — ca și sub liberali, etc. — au susținut în mod strălucit pe național-țărăniști și pe socialdemocrați în timpul acestei campanii electorale. Ei au confiscat chiar afișele Blocului cari purtau numele candidaților.

Care a fost libertatea cuvântului? Toti propagandistii BMT, cari »îndrăsneau« să intre în sate pentru a lăua contact cu țărani și spre a le arăta scopul acestei organizații revoluționare, au fost arestați, maltratați și trimiși »pe jos, din post în post« la domiciliile lor.

E inutil de a sublinia, că socialdemocrația română a susținut din toate fortele sale această campanie guvernamentală împotriva organizațiilor revoluționare ale proletariatului și a țărănilor, și că socialdemocrația europeană, de acord cu camaraziile lor din România, glorifică democratismul guvernului Maniu și nu spune nici un cuvânt asupra teroarei albe, care băntue și mai cumpli, aplicată organizațiilor revoluționare. Această »victorie« național-țărănești nu surprinde deloc iar politica guvernului Maniu va confirma cu vîrf și îndesat tot ceea ce a fost prezis aci în numerele precedente.

N. Amaru

Cum arată noul guvern la față

Dacă păturile burgheze dominante și Regența au văzut în aducerea la guvern a național-țărăniștilor un mijloc pentru evitarea unor izbucniri violente de jos și pentru crearea în România a condițiunilor necesare consolidării și stabilizării regimului capitalist, nu tot aceeași semnificație au putut da și massele acestui eveniment politic. Pentru massele largi dela sate și orașe, legănăte anii de zile cu iluzia că venirea național-țărăniștilor la »putere« va însemna începutul nimicirei regimului liberal și tragerea la răspundere a tuturor celor ce l-au reprezentat, schimbarea de guvern a fost prilejul unor semnificative demonstrații. În numeroase localități din toate provinciile țării vestea demisiunei guvernului Brătianu a fost primită cu demonstrații, iar instalarea noului guvern Maniu a dat loc la scene violente. În unele părți demonstranții au atacat posturile de jandarmi și primăriile, bătând crunt pe expoziții locali ai regimului brătienist și dând foc unora din locuințele acestora.

Ceea ce este interesant însă nu sunt demonstrații în sine, căt atitudinea pe care a luat-o guvernul Maniu față de ele. El le-a declarat anume drept »opere ale agentilor provocatori liberali« și a făcut cunoscut că va reprima asemenea »acțiuni anarhice« cu toată energia. Aceasta, și ar fi fost deajuns pentru a arunca o lumină caracteristică asupra orientării »anti-liberale« a noului guvern, dacă nu ar fi venit și alte fapte să completeze tabloul.

O delegație de locuitori din Cadrilater s'a prezentat guvernului înmânându-i un memoriu, în care sunt expuse cu date și nume precise faptele odioase atât ale autorităților, cât și ale »colonistilor« macedoneni contra populației băstînăse din această nenorocită provincie ocupată și asupră de soldatesca și siguranța română. Guvernul a promis delegației că va trimite o anchetă pentru a cerceta și raporta. Ori, ziarele anunță căteva zile după intervenția acestei delegații, că pentru a face anchetei promise a fost trimis la față locului inspecțorul de siguranță Vladimirescu. Numai pronunțarea acestui

nume este deajuns pentru ca să arăte, ce valoare poate avea ancheta ministerială: căci Vladimirescu este zbirul, care a prezidat la »instruirea tuturor »comploturilor« comuniste după metodele săngeroase făcute cunoscut lumii întregi prin carteau și acțiunea domnului C. G. Costa-Foru. Lupul este aşadar trimis să ancheteze plângerea oilor. Dar comunicatul guvernului mai conține o precizare: ancheta a fost trimisă pentru a spulbera acuzațiile aduse de irendintiști cu privire la unele stări de lucruri în Cadrilater. Guvernul ia deci din capul locului atitudine *contre* plângerilor populației batjocorate și torturate. Nu vom avea de aceea naivitatea să mai așteptăm dela un asemenea guvern vre-o îndrepătare. Dimpotrivă. Toate semnele ne arată, că guvernul național-tărănist, spre »deosebire« de cel liberal, este hotărât să facă asupriea și deznaționalizarea minorității bulgare din Cadrilater și mai grea, prin aceea că alături și în fața acțiunilor Siguranței el va ridică pentru mascare nori artificiali de fum »democratic«, prin aceea că el va da »acțiuni« bandelor macedonești pe bază mai largă. Lucrul acesta se poate dovedi și prin aranjamentele ce intervin între guvern și studentimea fascistă privitor la libertatea și sprijinirea »acțiunilor culturale studentești« la sate și orașe,

ceeace într-un limbaj mai simplu insamnă: organizarea mișcărilor pogromiste și de terorizare a populațiilor minoritare de către bandele studentești sub parole »culturale«. Guvernul național-tărănist începe destul de repede să-și arăte adevarata față. Dar printre asta despărțirea masselor de național-tărăniști va lua un tempo și mai grăbit. Dealmintre lea massele nici nu asteaptă să se convingă din faptele și măsurile guvernului de caracterul adevarat al guvernării național-tărăniște. Massele, mai ales cele muncitorești la orașe și cele tărănești sărăce la sate, o iau înaintea guvernului. Astfel în Basarabia tărani din unele părți (de-o pildă public a devenit cazul din județul Bender) au pornit singuri la alungarea reprezentanților autoritaților centrale și la expropierea moșierilor, cicoilor și culacilor din partea locului, în unele părți desfășurând chiar steagul ros. Bine-intelese că guvernul »a luat imediat măsuri«. Dar, aceste măsuri nu vor atinge decât un singur scop: vor demasca rolul adevarat al »schimbării« de guvern, — anume: acela de a nu schimba nimic din ceeace ar putea clinti realmente baza de dominație a burgheziei reacționare din România.

Delabla

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Naša anketa

kod znamenitih evropskih političara i književnika
o Balkanskoj Federaciji

Arakel Babahanian (Leo)

Arakel Babahanian (Leo) jedan je od najuvaženijih armenskih književnika. Rodjen 1860 u Suši (Karabagh) odsiromašnih roditelja nije uživao nego osnovnu pouku. Ali hvala njegovoj živoj inteligenciji i velikoj ljubavi za rad i nauku zauzeo je prvo mjesto u armenskoj književnosti i novinarstvu. Talentovani publicista, u isto je doba odlični romanopisac, literarni kritičar i uvaženi povjesničar. U ovoj će se godini slaviti pedesetgodišnjica njegovog književnog rada.

Arakel Babahanian (Leo) napisao je više djela. Navadljivo između ostalih samo neka djela: »Povijest armenske književnosti«, djelo koje mora izati u 6 svezaka, a već je izšao prvi svezak. Sada je profesor armenske povijesti i opće povijesti novijega doba na sveučilištu u Erivanu, glavnem gradu sovjetske Armenije.

Odgovor je Leonov osobito značajan, pošto dolazi od ličnosti, koja govori iz iskustva i praktičnih rezultata — vrlo poučnih za balkanske zemlje.

Sadašnje rješenje makedonskog pitanja ne odgovara niti mačelima pravednosti i slobode niti interesima mira. Narod, koji se je godinama junački borio za svoja prava rasparčan je u tri dijela i prepušten trojici gospodara, koji su u neprestanoj zavadi i borbi — t. j. Grčkoj, Srbiji i Bukarskoj. To nije rješenje, nego nečuvena povreda narodnog prava. Ni izdaleka ne vjerujem, da bi pod reakcijom, koja sada bjesni u balkanskim zemljama, bilo moguće osigurati i zajamčiti prava narodnih manjina. Po mom mišljenju jedino je sredstvo, kojim bi se moglo učiniti kraj s jedne strane potlačivanju narodnih manjina, a s druge strane međusobnom suparništvu pojedinih balkanskih država — jest Federacija balkanskih naroda.

Na pitanje, da li su sadašnje vlade u stanju kadre oživotvoriti ovu federaciju, odgovaram: ne.

Vjerujem, da će federacija balkanskih naroda biti zajednica seljačkih i radničkih masa. Ta se može tek tada ostvariti, kada prestanu postojati nacionalističke, miliarističke i fašističke stranke, kao što uopće kad буду uništene, vladajuće i pljačkaške klase, aristokracija și buržoazija, a seljačke și radničke klase буду gospodari i stvore bratsku federaciju.

Covječanstvo ima u ovom času najriječitiji primjer ovog sistema u federaciji transkavkaskih naroda: Armenije, Georgije i Azerbejdžana. Ova federacija opstoji jedva pet

godina, ali samo osobe, koje su lișene spôsobnosti, da vide i sude mogu ne utvrditi neizmjerna dobročinstva, što ih ona doneše ovim narodima.

Transkavkaz bio je nacijonalni pakao, dok je tamo vladala armenska buržoazija, georgijski »tavad« și turski kan ili beg. Tada je plod rada marljivog naroda požarima, koje je zapalio divljaci šovinizam vladajućih, bio pretvoren u pepeo, tekla je krv radnih masa, a gradovi i sela postale ruševine. Nikad česa mira, svak je nastojao, da odnese svom bližnjemu, što je više mogao, svakoga su mučile imperijalističke težnje, nezasitne želje pljačke i grabeža.

Oktobarska Revolucija uništila je sve ove parasitske i pljačkaške elemente: iščezenje buržoazija i aristokracija. Digao se je radni narod i ujedinio u bratsku zajednicu ove podijeljene narode, koji su između sebe postali strani, neprijateljski, ujedinio ih, da svu učine ugodan i veliki posao i nastoje oživotvoriti zajedničku sreću.

Tako je nadjeno sretno rješenje problema, koje vjekovima muči covječanstvo. Biti slobodan, autonoman, nedovisan — to je neotudjivo pravo svakog naroda. Narodi utezaju federacije, u kojima su ravnopravni članovi i podvrgavajuće se u ime njihovih općih interesa, nekim dužnostima organizacije, oni pod egidom ovih federacija i na temelju opće jednakosti i međusolnog bratstva dovadaju u sklad njihove ekonomske, političke i kulturne interese.

To je upravo slika, koju nam pruža transkavkaska federacija. Narodi, koji je sačinjavaju, razvijaju usporedno kolosalnu stvaralačku aktivnost. Bojno polje od jučer pretvoreno je danas u prostrano polje žita, pamuka, riži, ljudi se ne mrze više, ne škode jedni drugima, ne postaju jedni drugima krvnici, izvor nesreća i patnja.

Bratstvo naroda! To je budućnost, to je spas, to je pravi sretni život.

Ima takodjer narodnih manjina u trima saveznim republikama. Ove narodne manjine uživaju potpunu slobodu, da razvijaju svoje narodne osobujnosti i vrednote. Svaka narodna manjina zadovoljuje uz državnu pomoć svoje narodne potrebe na području jezikâ, umjetnosti, znanosti, jezika, književnosti i. t. d. Država mu daje škole u materniskom jeziku, sudove, kazališta, muziku, slikarstvo, knjige, znanost. Narodne manjine, koje predstavljaju dovoljnu brojčanu snagu, imaju svoju teritorijalnu autonomiju sa lokalnom vladom i vlastitim proračunom, kao što n. pr. Karabagh, Kurdistan, Nahicavan u Azerbejdžanu, a Adžaria, Abhazija, Osetija u Georgiji.

Transkavkaska Federacija opet sa svoje strane ulazi u veliku sovjetsku obitelj.

Balkanski će narodi naći svoj spas onaj dan, kada se upute odlučno i junački ovim putem.

Arakel Babahanian (Leo)

Krvava desetgodišnjica

Krvavi režim krvavo je i slavio desetgodišnjicu svoje tiranije i teškog robovanja potlačenih naroda. Taj zlokorbi spomenan proslavio je hegemonistički režim za to, da na vidljiv način pokaže miroljubivim i blagoglagoljivim političarima iz prečanske SDK, kako je smješna i nedorasnijihova politika papirnatih izjava, pa je baš zato i naredio svim svojim podređenim organima u prečanskim krajevima, da svim mogućim sredstvima prijetnja, zastrašivanja i kupovanja proslavi »državni praznik oslobođenja i ujedinjenja« na osobito svečani način.

U tu svrhu bila je mobilizovana sva policija, žandarmerija, vojska, državni aparăt, kler i crkve, škole, činovništvo i more, agenata i doušnika. Ministar prosvjete je naredio, da sva kazališta u zemlji održe »svečane predstave, a ministar vjera pozvao popove svih vjera, da održe svečane službe božje i da se pomole za spas i napredak ovog monstruma. Pod zaštitom bajoneta bile su okićene samo državne zgrade, a gradskim ulicama uz svirku vojničke glazbe stupali su jaki odredi vojske u ratnoj spremi...

S onu stranu policijskog kordona stajao je narod, stajali su seljaci i radnici potlačenih naroda. Radni narod nije svetkovao slavlje režima, gorku uspomenu na svoje desetgodišnje boli i patnje. Ali njegovo neprijateljsko držanje, njegov ogorenje i mrki pogled dao je razabrati njegovo raspoloženje, koje je navješčavalo skoru propast tiranije. Samo njegova visoka nacionalna i socijalna svijest nije mu dopuštaла, da pojedinačno obračunava sa predstavniciima krvavog režima, sa izazivačkim pojavama bjeloruskih generala i odurnim licima policijskih plaćenika. Svijesan svoje moći čekao je radni narod u prečanskim krajevima dan organizovanog ustanka...

On je i u ovoj prigodi samo još jače utvrdio svoje staro iskustvo, kako je neznanat broj tlačitelja, a kako je ogroman i nadmoćan broj tlačenih. Samo radi pocijepnosti u redovima seljaka i radnika mogao se je hegemonistički režim velikosrpske buržoazije da se dosada održi.

Bjeloruski generali opazili su, da im je narod u prečanskim krajevima neprijateljski raspoložen, da njihovo sili gori pod nogama, pa su upotrebili staro militarističko pravilo, da zastraše i da učine strah izvrom svoje vlasti. Na provokacije režima odgovorio je narod s onu stranu kordona glasnim protestima, a na to su vojničke puške, policijski i oficirski samokresi stali mirno gadjati u guste redove gradskog proletarijata.

Opet je u slavu »narodnog oslobođenja« prolivena krv u Zagrebu. Radnička krv poprskala je gradski pločnik, a bezbroj teže i lakše ranjenih — žrtve obijesti razularene soldateske i policije — najbolje dokazuju, kako je ovaj narod neizmijerno sretan, što živi »u svojoj narodnoj državi« i što strada od pušaka »svoje narodne, besmrtnom slavom ovjenčane, nepobjedive vojske«.

To nije bilo dosta režimu. On uveda otvorenu vojnu diktaturu u Hrvatskoj i na mjesto civilnog velikog župana postavlja aktivnog artiljerijskog pukovnika Vojina Maksimovića i spremi i daljnju militarizaciju političke uprave u Hrvatskoj. Za komandanta savezne divizije i komandanta Zagreba postavlja režim krvoljčnog generala Tomića, dosadašnjeg zapovjednika cjelokupne žandarmerije. Ministar-predsjednik Korošec izrađuje zakon, po kojem će moći na godinu dana raspustiti oblasne skupštine i oblasne odbore, pa uvesti vladine komesare, da provode slični pašaluk kao što ima deset godina provadaju u općinama. Veliki župan zagrebačke oblasti ponovno objavljuje »Obznanu«, i pozivlje upravne i policijske organe, da na svaki pokušaj manifestacija ili protesta bez odlaganja primjenjuju najteže stavke tog zakona. Policijske vlasti redom zabranjuju skupštine SDK, a reakcionarni zakon o stampi onemogućuje javnu kritiku. Sputan je svaki pa i najnedužniji pokret. Radikalni ministar financija ne odobrava proračune onih samoupravnih oblasti, u kojima opozicija ima većinu, pa je tako onemogućena i ta nezatna, kržljava, takozvana samouprava.

Dok se uprava u Hrvatskoj militarizira, dok se uvođe komesari u općine i samouprave, dok se guši štampa i onemogućuje javne zborove, dotle vodstvo SDK ostaje po strani i čeka neko nebesko rješenje krize kao što je u starogrčkim dramama »deus ex machina« na čudesan način rješavao tragični spor.

Pa nije ni čudo! Veliki dio ove SDK najviše je i krije sadašnjem stanju. U njenim redovima, na njenim prvim mjestima nalaze se ljudi, koji su godinama iz uvjerenja podupirali krvavi centralistički režim ili ga i sami pro-

vadjali. U oči bezbrojnih žrtava, koje je podnio radni narod u prečanskim krajevima, da ne govorimo o nadčovječnim patnjama makedonskog i crnogorskog naroda imaju i sada ti političari državštine, da se hvale svojim izdajničkim djelom od 1. XII. 1918 i još se i danas pozivaju na obećanje kralja Aleksandra, koje je dao u odgovoru na njihovu adresu: »Mene i moju vladu voditi će samo duboka, ničim nepomučena ljubav bratskog srca spram svakom interesu, svakoj svetinji onih, u čije ime delegacija meni govori.«

I dok vodje SDK daju po novinama kilometrične izjave, doile se punе tamnice, a žandarski kundak prebjija ledja seljacima i radnicima. Bijeda i nevolja hara po selima, a besposlice ubija radništvo. Proletarizovani seljak ostavlja rođnu grudu i bježi trbuhom za kruhom. Padaju u šake kamatnika čitave seljačke obitelji samo da im jedan član može skapati u prekomorskim rudokopima i plantažama. Dotle vodje SDK pjevaju ditirambe o narodu i njegovojsnazi i naklapaju o nekakvim koalicijama, sporazumima i blokovima i muku muče »jedinstvu državne zajednice«.

Napad režima na potlačene narode neće se zaustaviti, neće biti lakši, nego će se naprotiv pojačati. Režimu je jasno, da prečanska seljačko — demokratska koalicija nema zajedničkog i jasnog programa, a da veliki dio njenih političara niti hoće niti želi da se bori do krajnih granica. Dobar dio ovih političara očito koketira sa režmom, a glavne perjanice SDS — Grisogono, Žerjav, Kostić — to u svojim govorima i podvlače. Napokon je jasno, da je i razvijani socijalni bojkot krahiraо, jer o njemu nitko ne vodi računa. Da bude ruglo gotovo, najčišći predstavnici radičevštine — oblasni odbornici, općinski načelnici u svim oblastima i općinama, gdje HSS ima većinu — idu na čestitanje velikim županima »prigodom državnog praznika oslobođenja, vješaju na općinske zgrade svečane državne zastavne i mole se po crkvama za »spas užvišenog kraljevskog Doma«..

Režimska štampa još naposejavlja da je i mladi Vladimir Radić, neke vrsti diplomatski predstavnik HSS i hrvatskog naroda u Francuskoj, prisustvao proslavi »državnog praznika ujedinjenja i oslobođenja«, pa zatim osobitom dozvolom vojnih vlasti zajedno sa poslanikom SHS Spalajkovićem posjetio i pregledao SHS podmornicu.

Zato je i mogao predstavnik režima kralj Aleksandar kazati francuskoj štampi: »Narod je odan državi, plaća kao i prije redovito poreze i vrši sve svoje podaničke dužnosti.«

Takav zaključak dopušta samo labavo držanje službenih predstavnika prečanskog pokreta. S onu stranu policijskog kordona, izvan kabine političkih vodja SDK vodi radni narod savsim drugu politiku. U toj politici ne zađa se nikakva suslost ni bojažljivost u njoj nema tirada ni smicalica, nego vrije bojovno raspoloženje i odlučna volja. Medju gradskim i seoskim proletarijatom, medju radništvom i seljaštvom padaju pregrade, koje vijekovima podigoše malogradjanski mešetari, pa se borci za isti ideal nalaze na istoj liniji.

Svjetla tačka u tami bili su općinski izbori u Splitu. Iako je službena predstavnica hrvatskog seljaštva — Hrvatska Seljačka Stranka odbila saradnju sa radnicima i seljcima iz Republikanskog Saveza Radnika i Seljaka (RSRS) i radje povezala svoju listu sa kapitalističkim hrvatskim federalistima i fašističkim samostalcima — ipak je veliki uspjeh RSRS znak, da se hrvatski seljak osvješćuje, da opaža, kamo ga vodi njegovo službeno vodstvo i da se priklanja redovima i skrenim boracima za njegovu političku i ekonomsku slobodu.

Muževna izjava općinskih vijećnika RSRS u Splitu još će jače poljuljati vlast ovih političkih mešetara i prikući sve radnike i seljake u njihove borbene redove. Borba za nacionalnu i socijalnu slobodu i ravnopravnost potlačenih naroda — sadržaj je i cilj RSRS, a gradjanskim strankama to su fraze i sredstvo varanja. To osjetiše i seljaci u okolini Splita, pa se za to priključiše u velikom broju svojim radničkim drugovima.

Izjava RSRS u splitskom općinskom vijeću najprije podvlači fakat, da je ideja narodnog jedinstva lažna etiketa nasilničke velikosrpske buržoazije sračunate na očuvanje njenog dominantnog položaja nad nesrpskim narodima u zemlji i da su blagodareći toj politici nacionalnog, političkog i socijalnog tlačenja danas u Jugoslaviji zatvorili puniji nego li ikad u Austriji, ma da je bivša absolutistička monarhija prozvana tamnicom svojih naroda, pa zatim naglašuje, da će se RSRS, prelazeći najvećom osudom preko izvjesnih oportunističkih teza HSS, koja se je za pladanje vlasti iznevjerila direktivama svojih birača, boriti za pravo narodnog samoopredjeljenja kao jedini način, da se riješi nacionalni

problem u Jugoslaviji kao što će se boriti proti kapitalizmu kao jedini način, da se riješi socijalno pitanje.

Taj put dovesti će nas do pobjede, a na tom će se putu susresti svi iskreni borce potlačenih balkanskih naroda.

Za beskompromisnu borbu, za nacionalno i socijalno oslobođenje — to je i geslo hrvatskih radnika i seljaka!

Zagreb 12. XII. 1928

Krešimir Ivačić

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦIMA

Наша анкета о Балканској Федерацији

Г. Бакалов

Т. Бакалов родио се је 1873 у Старој-Загори (Бугарска). Већ у својој 16 години ступио је у социјалистички покрет и од тада радио без престанка и са највећом преданошћу као пропагатор међу бугарским радничким масама. Писац великог талента створио је бугарску марксистичку литературу. Превео је и написао преко сто социјалистичких и комунистичких бројира. Његова дела нађоше на најодушевљенији пријем код бугарских радника. Издао је такођер више марксистичких ревија са истим успехом. Увек је заузимао и сада још заузимаје одлучно место у бугарској периодичној радничкој штампи. Проглашан од фашистичке владе зговора морао је Бакалов да остави Бугарску и да 1925 утече у иностранство. Сада он из емиграције наставља племениту задаћу коју је себи задао.

Светски рат није решио балкански проблем. Напротив тај га је још више заплео. Једини принцип који би морао да буде база за решење овог проблема био би: право разних народа да сами собом одлучују — а баш тај се принцип највише ногама гази. Напротив суседне земље поделише земље, које већ постојају и силом проведоше анексију читавих крајева.

Нико није питао за воју освојених и поделених земаља, нико није продао плебисцит међу њима. Већ пре рата био је положај балканских земаља очајан. Почињао је на истом принципу поделе и присилног јарма. Зато се и спомиње толико сукоба, чета (оружаних националних револуционара), побуна и устанака а да не говоримо о сталној напетости која је сваког часа претила да се изроди у формални рат. Да се карактерише ситуација довољно је споменути да један човек од 50 година у Бугарској могао бити сведок ових ратова: 1. руско-турски рат од 1877—1878; 2. српско-бугарски рат од 1885; 3. балкански рат од 1912; 4. међусавезнички балкански рат од 1913; 5. светски рат од 1915 (датум уласка Бугарске у рат) до 1918.

По то стање перманентних сукоба, из којих је фатално следио рат, уместо да се промени оно се је данас погоршало и компликовало.

Узимамо за пример Македонију која осбито интересује анкету »Балканске Федерације«.

Успркос дугих крвавих борба које је водио македонски народ да освоји своју слободу и независност била је ова земља чисто напрото распарчана у три дела, највећи део запао је Југославију, а друга два дела Грчку и Бугарску. Питање је било решено анексијом и против вољи заинтересованог народа. Јасно је да ће македонски народ наставити борбу за своје ослобођење. Али данашњи завојевачи Македоније хоће да наставе њихову злочиначку борбу, иза које ће се увек наћи империјализам великих сила.

Ето како је светски империјализам решио македонско питање.

Али се намеће други начин решења овог питања, решење дијаметрално опречно првому, који се састоји у принципу потпуне независности свију балканских земаља, у праву самоодређења балканских народа и у потреби федеративне уније оних народа. Само овако решење може да

гарантује мир на Балкану и могућност мирног развоја становништва полуострва.

Ова идеја није сан, настао у мозгу неког мислиоца него жива идеја, рођена у самој борби разних балканских народа за њихову националну независност. Ова идеја, изражена у две речи: Балканска Федерација, била је препоручена Балканцима од ветерана револуционарне борбе као Гарibalдија и Чернијевског. Исту су идеју предлагали вође националне револуције као Ђуро С. Раковски, Л. Каравелов, В. Левски као и пионери социјализма на Балкану Светозар Марковић и К. Гошев. Ова је идеја сада сазревла, пошто је замишљена, развијана и тумачена већ неколико десетака година.

Сваки нови догађај који се односи на балканске земље подвлачи оправданост и тачност ове идеје и даје јој значај потпуног програма за најближу будућност. Данас је јасна форма у којој ће се остварити Балканска Федерација.

Све балканске буржоазије настоје да утврде своју хегемонију на Балкану. Под овим условима не могу се наравно борити за остварење Балканске Федерације. Ситна буржоазија може ту нешто да помогне, али не својом моћи и по својој иницијативи. Само је пролетаријат једини реални сила, чији је интерес да се бори за установљење Балканске Федерације. Само ће пролетаријат уз помоћ сеоског радништва учинити из ове идеје живо дело.

Данас је идеја Балканске Федерације постала неодложиви програм пролетаријата, у који он уноси класни дух.

Диктатура пролетаријата узимаје форму Совјетске Социјалистичке Републике. Узимање власти у руке пролетаријата значи организовање балканских земаља у Совјетске Социјалистичке Републике. Дакле идеја Уније Балканских Совјетских Социјалистичких Република — то то је конкретна, пролетерска идеја Балканске Федерације. Ова ће Унија бити потребита за одбрану диктатуре пролетаријата на Балкану против империјализма као што и за социјални развој ових земаља. Који ће односи владати између ове Уније и С.С.Р. То је штање будућности. Али је већ сада јасно да ће ти односи бити искрени, веома тесни све до уједињења у заједничку републику. Заједнички непријатељ — интернационални империјализам и остварење заједничког идеала — социјализам још ће јаче стиснути наравне везе које већ постоје између народа Балкана и С.С.Р.

Г. Бакалов

На прагу друге деценије...

Београд, средином децембра

Ушли смо у другу деценију робовања...

Проструја десетогодишње великорепубличке војничке и жандарске владавине попрекала је загребачке улице невином крвљу демонстраната. Погинуо је млади хрватски националиста Петрић, десетак теже и лакше рањених, стотине њих, националиста хрватских и радника бачено је у затворе, запто?

Непосредни повод крвополића у Загребу, био је инцидент пред катедралом, када су на торњу катедрале пред саму црквену свечаност, пред целокупним великорепубличким генералитетом и осталим званичним присутним извешене две прне заставе са написима 1. XII. 1918 и 5. XII. 1918 са хрватским грбом. Два значајна датума: датум »уједињења« и датум када је хрватска југословенско-српски оријентисана интелигенција на челу са ондашњим повереником за унутрашње послове и садашњим активним министром Гргом

Анђелиновићем митраљезима десетковаја хрватске националисте републиканце. Омладинци који су те заставе истакли били су сместа ухапшени и при спроводу њиховом у полицију дошло је до првог сукоба између демонстраната, који су тражили да се ухапшени пусте из полиције.

Демонстрације против режима и крвопролића, а за слободну Хрватску трајале су до дубоко у ноћ. Али се крвави режим није дао заплашити и збуњити. Он је на улице извео поред полиције и целокупни гарнизон државне жандармерије а затим и војску.

Ове проводеџембарске крваве демонстрације против Хрвата који нису хтели да прослављају десетогодишњицу свога робовања, биле су згодан повод за крвави режим преплата Кораша, а по диктату војничке олигархије да уведе војну диктатуру у целој загребачкој области. На место великог жупана, највишег административног чиновника, постављен је један **пуковник**. За команданта савске дивизије поставља се командант целокупне жандармерије **злогласни челат Македоније**-генерал **Томић**. Закон о заштити државе пропишује своју крваву пешму и на хрватски национални покрет. Зборови буржоаске опозиције т. ј. С. Д. Коалиције бивају забрањени. Духови наелектрисани, расположење маса огорчено и борбено. Оне, потлачење и угњетење масе радног народа, вароши и села не само из Хрватске, већ из свих несрпских покрајина осећају сву тежину овог стања, јер крвави режим на прво место **погађа** раднике, сиромашне сељаке и варошку сиротињу.

Док се у Хрватској, и осталим покрајинама врши то духовно превирање, идеолошко и организационо диференцираје у брзом темпу, у једној револуционарној психоси, од стране војства и партијских врхова С. Д. К. нема одлучне и борбене директиве како да се супротстави народ овом најновијем налету на основна права грађана и позитивне законе.

Тражи се у име хрватског, српског и словеначког народа слобода од великосрпске хегемоније, а **не** указају се пут којим треба ићи да се слобода постигне. Вође С. Д. Коалиције не усуђују се да прекораче став францискских претњи и испрекивања нечег... преговори? интервенције краља? компромиса, или?

Друго је дошло у лицу шуковника Максимовића за Југана а генерала Томића за команданта места. Прво се већ назире и поред свих демантија г. Прибићевића да се никакви преговори неће водити са **данашњим** преставницима четворне коалиције: Кораш, Вукићевић, Давидовић, Спахо; та ипак се преговара. Емисари С. Д. К. **обилазе** Београд и иду у аудијенцију, из Београда се шаљу опет у Загреб.

Вође С. Д. К. препоручују се већ Београду и то главом вођа Х. С. С. Предавец поручује београдским властодршцима да се опамете јер... »нека питају ко је спречио да се 20 јуна села не дигну и шта би било, да није нашег ауторитета, да народ и села остану мирни?!« јер смо веровали да то није мир кукавица, него мир, **разбора** и јер смо вретали, да ће право народа побједити! (из говора на седници обл. склуптине у Загребу 10. XII.). На другој страни организација министра спољних послова В. Маринковића »Правда« од 13. т. м. доноси уводни чланак »Главни ствар« и Кораша »Словенец« траже од опозиције да се врати на нормалну ситуацију »партијског споразумевања« и сарадња је осигурана.

Изнеми смо илustrације ради ове случајеве да поентирамо како се **систематски** или **обазиво** и **подмукло** према на прагу друге деценије издаја најсветијих интереса потлаченih несрпских нација у знаку једног компромиса несрпске буржоазије и капиталиста са властодршцима. Капитулација која се спрема имаће сасвим други карактер и последице него ли она поч. Стјепана Радића из 1925.

Слобода једнога народа **никада** није долазила компромисима, преговорима и капитулацијом. То до данас у људској историји **није** забележено. И зато ће хрватски радни народ и све остale потлачене нације изабрати онај други, **једино** могући, светлији пут у циљу постизавања своје слободе. Пут којим је француски народ оборио феудализам и монархију; пут којим су Матија Губец и Карапорђе пошли; пут којим су октобру 1917. у Русији руски радници и сељаци и, многобројне потлачене несрпске нације постигле своју политичку и економску слободу: **организованог устанка до коначне победе!**

Д. Јовановић

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΔΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΌΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Η ΕΛΛΗΝΟ-ΤΟΥΡΚΙΚΗ ΔΙΑΦΟΡΑ

Θέτει για μιά φορά άκομη τό δέκτημα των εθνικών μελονοτήτων

Η διπλωματική ρήξη μεταξύ Ελλάδος και Τουρκίας που προκλήθηκε περί τὰ τέλη του περασμένου μῆνα μὲ τὴν ξαφνικὴ ἀναχώρηση ἀπὸ τὴν Κοροτινὴ, τὸν τούρκου ἀντιπροσώπου στὴν «μιτκὴ ἀνταλλακτικὴ ἐπιτροπὴ»: Δζεμάλ Χουσνί Βέη, εἰσέρχεται τὶς μέρες αὐτές σὲ μιὰ παθητικὴ φάση. Υστερα ἀπὸ μιὰ ἐξ ἵσου φλογερὴ πολεμικὴ σώπασε ὁ τύπος καὶ ἀπὸ τὰ δύο μέρη.

Ἐνα ἄρθρο τοῦ τούρκου βουλευτὴ Μαχμούδ ποὺ δημοσιεύτηκε στὴν «Μίλλιετ» ἡταν ἡ ἡμετέσημος ὁδηγία ποὺ δόθηκε στὶς ἐφημερίδες τῆς Κωνσταντινούπολης, οἱ ὅποιες ἔπαισαν ξαφνικὰ τὴν καμπάνια τους.

Μιλᾶνε ἡδη, λίγο φοβισμένα, εἶναι ἀλήθεια, γιὰ τὴν ἐπανάληψη τῶν διαπραγματεύσεων γιὰ νὰ φθάσουν σὲ μιὰ λύση τῶν οἰκονομικῶν καὶ δικαστικῶν διαφορῶν, οἱ ὅποιες χωρίζουν τὰ δύο μέρη. Ἐλπίζουν ὑστερα ἀπὸ τὴν ἔξομάλυνση τῆς ἐκκρεμοῦσης διαφορᾶς, νὰ ἐπιτύχουν — μαζὶ μὲ τὴν Ἰταλία — τὴν ὑπογραφὴν ἐνδὸς διμεροῦς καὶ τριμεροῦς συμφώνου διαιτησίας καὶ φιλίας.

Καὶ ἡ αἰτία ἡ ὅποια προκάλεσε τὴν ρήξη, προσενηθεῖσα σκοπία ἡ ὄχι, ἀν δὲν ἔχασθε, θὰ μείνει τούλαχιστον κατὰ μέρος.

Μή ἔχοντας ἔδω κανένα ἀλλο ἀντικειμενικὸ σκοπὸ ἀπὸ τὴν ἔξυπηρέτηση τῆς ὑπόθεσης τῶν βαλκανικῶν μειονοτήτων, θὰ κάνουμε ἐκεῖνο, τὸ ὅποιο δὲν μποροῦν νὰ πράξουν οἱ δημαρχικὲς καὶ σωβινιστικὲς ἀστηκὲς ἐφημεριδές: Θὰ βγάλουμε τὰ συμπεράσματα τῶν ἀποκαλύψεων πάνω στὴν πραγματικὴ κατάσταση τῶν μουσουλμανικῶν καὶ ἔλληνικῶν μειονοτήτων.

Είναι ἀποθαρρυντικὰ γιὰ τὶς κυβερνήσεις τῆς Αθηνας καὶ τῆς Αγκυρας.

Είναι γνωστὸ ὅτι ὁ βάρβαρος ὄρος τῆς ἀναγκαστικῆς ἀνταλλαγῆς τῶν πληθυσμῶν βρίσκεται στὴν βάση Συνθήκης τῆς Λωζάνης ποὺ ὑπογράφηκε ἀπὸ τὴν Τουρκία καὶ τὴν Ελλάδα τὸ 1923 ὑστερα ἀπὸ τὴν ιστορικὴ καταστροφὴ τῆς Μικρᾶς Ασίας. 1,200.000 ἔλληνες ποὺ διώχθηκαν τότε μὲ τὴν διάλυση τοῦ ἔλληνικοῦ στρατοῦ, ἀνταλλάχτηκαν μὲ 200.000 μουσουλ-

μάνους, παλαιούς κατοίκους της Μακεδονίας και της Θράκης. Μόλις ταῦτα μένει, ἀπὸ ισχυρὲς οἰκονομικὲς αἰτίες, μιὰ ἑλληνικὴ μειονώτης στὴν Κωνσταντινούπολη και μιὰ τουρκικὴ μειονότης στὴν ανατολικὴ Μακεδονία και στὴν δυτικὴ Θράκη.

Οἱ περίπλοκες τεχνικὲς λεπτομάριες, ὥπως π. χ. τὸ ἔκεαθρόισμα τῶν ἀκινήτων περιουσιῶν τῶν ἀνταλλαξήμων ὑπηρόων, δὲν μπορούσαν νὰ καθορισθοῦν στὰ δριὰ μιᾶς συνθήκης, γι' αὐτὸ δημιούργησαν μιὰ ἐπιτροπὴ ἀποτελουμένη ἀπὸ τούρκους, ἔλληνες και οὐδετέρους ἀντιπροσώπους, ἡ ὥποια ἐπιφορτίστηκε μὲ τὴν λύση τους. Τὸν τελευταῖο Σεπτέμβριο, παρουσίασαν τὰ οὐδέτερα μέλη τῆς μικτῆς «ἀνταλλακτικῆς ἐπιτροπῆς» στὴν γενικὴ συνέλευση ἔνα μακρὸ ὑπόμνημα ποὺ προέβλεπε τὶς λύσεις γιὰ τὰ διάφορα ἑκκρεμῆ ζητήματα. Ἐπρόκειτο μέσα σ' δλα γιὰ τὴν ἐκτίμηση τῶν ἀκινήτων περιουσιῶν τῶν τούρκων τῆς δυτικῆς Θράκης, τὶς ὥποιες, κατὰ τὴν ἔλληνο-τουρκικὴ συμφωνία τοῦ Ιουνίου 1925, ποὺ ἐπικυρώθηκε ἀπὸ τὴν Ἐπιτροπὴ τὸ Μάρτιο τοῦ 1927, εἰχε τὸ ἑλληνικὸ κρατὸς τὸ δικαίωμα νὰ ἀγοράσει. Μιὰ ἐρευνητικὴ ἐπιτροπὴ ὄριστηκε γιὰ νὰ προβεῖ στὴν ἐκτίμηση τῶν περιουσιῶν αὐτῶν. Εἶναι γνωστὴ ἡ διαφωνία ποὺ προῆλθε. Τὰ τουρκικὰ μέλη τῆς ἐξερευνητικῆς ἐπιτροπῆς τὰ ὥποια ἐκτὸς τούτου συγκινηθῆκαν πολές φορὲς ἀπὸ τὰ πάραπονά τῶν τούρκων χωριατῶν τῆς ἐπαρχίας αὐτῆς, ἔκαμαν ἔκθεση τῆς ἐπαφῆς τῶν πάνω στὴν ἐλεσινὴ κατάσταση ποὺ τοὺς παρουσίασθηκε. Καὶ ὁ Δέρεάλ Χουσνί Βένης, μέλος τῆς παληῆς λίγκας «Ἐνώσεως και Προόδου» στὴν Θεσσαλονίκη και ἀρχηγὸς τοῦ τουρκικοῦ ἔθνικισμοῦ, ἐσκέφθει νὰ ἐκμεταλλευθεὶ τὴν κατάσταση αὐτὴ γιὰ σωβινιστικοὺς σκοποὺς, και ἐπέρεινε νὰ συνεχίσει ἐλεύθερα τὴν ἔρευνα του.

Ἐκεὶ ποὺ δὲν εἰδε παρὰ μιὰ ἀντίθεση μεταξὺ φεσιοῦ και καπέλου, μεταξὺ παλαιῶν και ἐξερωπαῖσμένων τούρκων, ὑπάρχουν ἄλλα πράγματα. Τὰ ἀναφέρουμε παρακάτω.

Ὑπάρχουν σήμερα, κατὰ ἐπισήμους ἀριθμούς, περὶ τοὺς 105.000 μουσουλμάνους στὴν δυτικὴ Θράκη, ἀπὸ τοὺς ὥποιους οἱ 90.000 στὴν Περιφέρεια τῆς Κομοτινῆς. Ἡ Σύνθηκη τῆς Λωζάννεις (ἀρθρο 16) τοὺς ἀνεγνώρισε μιὰ σχετικὴ διοικητικὴ αὐτονομία. Ἀποτελοῦν κοινότητες και ἔχουν ἐπὶ κεφαλῆς ἔνα Μουφτῆ, ὁ ὥποιος ἐκλέγεται. Στὴν πραγματικότητα ἔχουν τὸν Μουφτῆ

ὁ ὥποιος τοὺς ἐπιβάλεται ἀπὸ τὶς ἑλληνικὲς ἀρχές. Η κυβέρνηση πλησιάζει τὸν ἀρχηγὸ τῆς κοινότητας και τὸν κάμει μέτοχο στὴν ἐκμετάλλευση τῶν μουσουλμανικῶν μαζῶν.

Οἱ Χαφούζ 'Αλι Ζεαλίς, τοῦρκος βουλευτῆς στὴν Βουλὴ, ἐδήλωνε τὴν στιγμὴ ποὺ λάμβανε χώραν τὸ ἐπισόδιο τῆς Κομοτινῆς «ὅτι οἱ μουσουλμάνοι τῆς Θράκης ζοῦν κάτω ἀπὸ ἔνα τελείως ἐλεύθερο και δίκαιο καθεστώς». Εἶναι ἔχθρος τῆς πραγματικῆς μουσουλμανικῆς μειονότητας, τῆς ιδίας κατηγορίας ὥπως και ὁ νομάρχης τῆς περιοχῆς "Εβρου, ὁ ὥποιος ἐκτελόντας τὶς διαταγὲς τῆς κυβέρνησης του, τὴν τρομοκρατεῖ και τὴν καταπιέζει.

Ἐχει τώρα ἀποδειχτεῖ ὅτι ἡ ἐλεύθερία μετακινήσεως ἀπὸ τόπου εἰς τόπον ἔχει καταργηθεὶ γιὰ τοὺς τούρκους τῆς Θράκης, ὅτι ἀστύνομικὲς ἀρχὲς καταφέργουν συχνὰ σὲ βιαιότητες.

Ἐξ ἄλλου, ἡ πολιτικὴ ποὺ ἀκολουθεῖται ἀπὸ τὴν ἑλληνικὴ κυβέρνηση, ἡ ὥποια εὐνοεῖ τὰ διποθιδρομένα θρησκευτικὰ στοιχεῖα πρὸς βλάβην τῶν νέων στοιχείων, ἀφήνει νὰ διαβλέπεται ὁ σκοπὸς στὸν ὥποιο τείνει: πλήρης χωρισμὸς τῆς μειονότητας αὐτῆς ἀπὸ τὴν ἐπίδραση τῆς τουρκικῆς ἔθνικοτητας.

Οἱ σκοπὸς ἐξ ἄλλου ποὺ ἀκολουθεῖται ἀπὸ τὴν "Αγκυρα ἀπέναντι τῆς ἑλληνικῆς μειονότητας τῆς Κωνσταντινούπολης είναι ὅμιοις. Ἀπὸ τοὺς 180.000 ἑλληνὲς, μὴ ἀνταλλαξήμους, τοὺς ὥποιους ἀριθμοῦς ἡ Κωνσταντινούπολη τὸ 1925, δὲν μένουν σήμερα παρὰ μόνον 120.000.

Γιὰ νὰ ἀντιληφθεῖ κανεὶς τὴν σημασία τῆς ἐλάττωσης αὐτῆς τοῦ ἑλληνικοῦ πληθυσμοῦ τῆς πόλης αὐτῆς, στὸν ὥποιο τοῦ ἐδάθει νομίμως τὸ δικαίωμα παραμονῆς, πρέπει νὰ ἀναφέρει κανεὶς ἐδῶ τὸν δρακόντιο νόμο ὁ ὥποιος δὲν ἀναγνωρίζει καμμία ἀποζημίωση γιὰ τοὺς ἑλληνες «ψυγάδες», Μὲ ἄλλα λόγια γιὰ κείνους ποὺ φεύγουν σύτούσουλα.

Ἐνάμιση ἀκατομμύριο πρόσωπα καταδικασμένα σὲ μιὰ ἐπάνθρωπη ἔξοδο, μιὰ μεγάλη τουρκικὴ μειονότης στὴν Ελλάδα, και μιὰ πολυάριθμη ἑλληνικὴ μειονότης στὴν Τουρκία ἐξ ἵσου καταπιεζομένες, ἰδοὺ ἀκόμη ἔνα ὠραίο ἀποτέλεσμα τοῦ καθεστῶτος ποὺ κυριαρχεῖ σήμερα στὰ Βαλκάνια.

Περίδης

Ο ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ ΚΑΙ Ο ΤΥΦΛΟΣ ΤΟΥ ΟΠΤΙΜΙΣΜΟΣ

Μήτρα:

Πρέπει νὰ είναι κανεὶς ἔνας τυφλὸς δημιουργῆς γιὰ νὰ βλέπει τὸ μέλλον μεσα σὲ ἔνα φόδινο φᾶς, δπον καὶ νὰ κυπάξῃ κανεὶς, βλέπει μαῦρα σύνεφα στὸν δρίζοντα.

Φριδηγιαφ Νάνζεν

Ο Βενιζέλος νικᾶ σ' ὅλα τὰ μέτωπα. Μὲ τὴν ἀπειλὴ τῆς ἐπιστράτευσης προσπαθεῖ νὰ πιέσῃ τοὺς ἀρτεργάτες οἱ ὥποιοι ἀγωνίζονται γιὰ ἔνα μεγαλήτερο κομμάτι ψωμί, ἡ ἀναδιοργάνωση τοῦ φορολογικοῦ συστήματος ἀρχισε και ὁ Ζαβιτσιάνος ὀνειρεύεται τὸ πνίγηρο τοῦ ἐργατικοῦ κινήματος. Τι θέλουν παραπάνω; Δὲν ἐπιτυχάνει ἡ μιὰ ἐπίθεση πάνω στὴν ἄλλη? Ἀς πάει νὰ είναι ὁ μηχανισμὸς τοῦ κράτους λίγο διεφθαρμένος, ἀς πάει νὰ χρειάζεται τὸ ζήτημα τῶν διαβατηρίων ἀπὸ τὴν Φλωρίνα στὴν Αθήνα πάντα και περισσότερα πρόσωπα, ἔνα μένει σίγουρο; ἡ ύψηλὴ γνώμη τοῦ Πατέρα Βενιζέλου γιὰ τὸν ἔαυτὸ του και τὸ σύστημα του.

Όταν δὲ Πολίτης, δὲ παγευρωπαϊκός πράκτορας τοῦ κυρίου του, γίνεται δεκτὸς ἀπὸ τὸν βασιλέα Αλέξανδρο, ἀντιχεῖ ὁ ἑλληνικὸς τύπος ἀπὸ τὶς

ζητωκραυγὲς γιὰ τὸν βενιζελισμό. Οἱ διπλωματικὲς τυπικότητες εὐγενίας διασταλπίζονται σὰν χρίσμοι τῆς φιλοσοφίας. Ὁ! τι ἀνθρωπὸς είναι ὁ Βενιζέλος μας. Δὲν κατορθάνει γιὰ, νὰ είναι ἀγαπητὸς στὸν Μουστολίνι χωρὶς κόψει τὶς σχέσεις του μὲ τὴν Γιουγοσλαβία και τὴν μικρὴν Αντάντ; Δὲν ἔχει νὰ δεῖξει τόσες ἐπιτυχίες στὸ ἔξωτερικὸ μέτωπο δῆσες και στὸ ἐσωτερικὸ?

Καπνεργατικὲς συγκεντρώσεις ἀπαγορεύονται, στὸν μεγάλοκτηματίες ὅμως ἐπιτρέπεται νὰ συμβουλεύονται ἐνάντια στὴν γενικὴ γραμμή, γιὰ τὸ ἀνέβασμα τῶν τιμῶν τῶν σιτηρῶν. Ἀπεργίες ἀπαγόρευονται, οἱ μεγαλέμποροι ὅμως κατορθώνουν νὰ χρησιμοποιήσουν τὸ κράτος πρὸς ὄφελος τους. Ἀκόμη δὲν ἔχει ἐξασφαλισθεὶ ἡ ἐμπορικὴ συνθήκη μὲ τὴν Γιουγοσλαβία, ἔνα ὅμως είναι σίγουροτὸ ποιός κρατᾶ τὸ λόγο στὶς διαπραγματεύσεις. Γι' αὐτὸ δὲν ἐπιτρέπεται στὸν Φοιδούντα τὴν ἀντιπολίτευση αὐτῶν τῶν μικροαστικῶν, δημοκρατικῶν στοιχείων ἐνάντια στὴν γραμμή τῆς ἐξυγίαν-

عین اشکجه آلتدهدر. یالکز شو فرق وارد رکه بزی کندی لسانیله او قور،
یازار مکتبی وارد ر. آرناؤدک ایسه بو حقی آرناؤد اولدیغی ایچون
قالدیر لمشدر. آورو با ارباب وحدانیله احراری یوغوسلاویاده یا پلقدنه
اولان بو رسمي جنایتلره حقسز لقلره قارشی انسانیت نامنه مدافعته
بولنیلدرلرکه بو مظلوم ملتراک کندی مملکتلری داخلنده حق جنایتلری تأمین
ایدیله یاسون، بو بد بختلک یکانه حامیسی بشریت مدافعلری اولان احرار
غزنه لریدر. رجال احرارک یوکسک آوازلیدر.

شار

رس

ادعا ایتمک ییله حکومت نظرنده بر جنا یت تشکیل ایتسون؟ ما کدونیا ده کی ملتلرک هیچ برو حقوق مدینه سنه مالک دکلدر. بولنار ایچون مکتب، لسان، حق اجتماع، حق کلام، غزه ته نشر ایتمک جنا یتدر. آورو پاده بیوک دولتلرک ضاملری آلتنده اقلیت حقوقلرینه کووه نن بو بدیخت قوصوه آرناو دیله ما کدونیالی بلغار و ترک حقوق مدنه نیدن، حقوق بشیره دن تامیله محرومدر. یونه و قته قدر دوام ایده دیر؟ بر صرب قلیل، شووند بر قلیقی بش آتی ملیون غیر صربی آورو پا اور ته سنده نه و قته قدر اسیر طوتایله جکدکر؟ صرب اداره ظالما نه سندن دکل يالکر ملل محکومه، نفس صرب ملی ییله

σης, έναντια στήν οικονομική «διαφωτηση» τών πολιτικών μας.

Γι' αὐτὸν κτίζουν σπίτια γιὰ τοὺς δημοσίους ὑπαλλήλους καὶ ἀπαιτοῦν ἀπὸ τίς ὄργανώσεις τοὺς νὰ τοὺς τραβήξουν ἀπὸ τοὺς οἰκονομικοὺς ἀγῶνες. Ἐν τῷ μεταξὺ μαζεύονται τὰ σκάνδαλα. Ἀρχίζουν ἀπὸ τὰ βρεφοκομεῖα καὶ τελειώνουν στὸν διεθνῆ οἰκονομικό ἔλεγχο. Ἡ ἔκθεση τοῦ κ. Μορίου εἶναι καθε ἄλλο παράευνοϊκή. Οἱ τρόποι πληρωμῆς δυσκολεύονται ἀκόμη περισσότερο. Κανένας φόρος τῶν ἀγάμων δὲν θὰ μπορέσῃ νὰ σκεπάσῃ τὰ βάρη τὰ ὅποια ὑποχρεώθεικε νὰ ἀναλάβῃ ἡ Ἑλλας ὑπὸ τὸ σημεῖο τῆς ἐξυγίανσης της.

Τὸ κατέβασμα τῶν τιμῶν γιὰ τὰ ἐντόπια προϊόντα μέσον κρατικῆς βίας, κατὰ 10% εἶναι σίγουρα ἔνα καλὸ μέτρο γιὰ τὸ συνάλλαγμα. Τὰ πρακτικὰ ἀποτελέσματα τῆς πολιτικῆς αὐτῆς, δὲν φάνηκαν ὅμως ἀκόμη.

Πρὸς τὸ παρὸν βλέπει κανεὶς τὸν μεγάλο ἀριθμὸν τῶν ἀνέργων.

Ἐπιτροπὲς συνεδριάζουν. Ἡ κυβέρνηση «μελετᾶ». Απαγόρευση συγκεντρώσεων είναι τὰ κατάληλα μέτρα της γιὰ νὰ καλλιτερεύσε τὴν κατάσταση. "Αν ἀπαγόρευαν τουλάχιστον τὰ προκλητικὰ λόκ-άουτ τῶν Καπνεμπόρων! Ποιὸς τολμᾶ ὅμως νὰ σκεφθεῖ ἔνα τέτοιο πρᾶγμα? Τὸ ἀνέβασμα τῶν μπορεῖ γιὰ μόνο μὲ τὸ ἀνέβασμα τῶν ἀέργων νὰ ἐμποδισθεῖ. Τὸ κατέβασμα τῶν μισθῶν ὅμως φαίνεται νὰ είναι ἡ μόνη προσπάθεια τῆς κυβέρνησης γιὰ νὰ φτηναίνει τὶς τιμὲς τῶν ἐντοπίων προϊόντων. 'Ας γίνεται αὐτὸν εἰς βάρος τῆς ύγειας τοῦ λαοῦ καὶ τῆς γυμνῆς ὑπαρξῆς τῶν ἐργαζομένων μαζῶν. Κατὰ πόσο θὰ ἐπιτύχει τὸ κατέβασμα τῶν τιμῶν τῶν ζώων, φτηνένοντας τὰ μεταφορικὰ ἔξοδα, είναι ἀγνωστον. Τὸ ἐνεργὸν ἀμποτᾶς τῆς διαχείρησης τῶν σιδηροδρόμων ἡ ὁποία δὲν θὰ θελήσῃ νὰ πληθαίνει καὶ πολὺ θὰ τραῖνα της μπορεῖ νὰ ματαιώσει ἀκόμη ἀρκετὰ σχέδια.

Οἱ ἐκλογὲς γιὰ τὴν Γερουσία θὰ ἀποδοῦν παρ
ὅλα ταῦτα πρὸς ὄφελος τοῦ μαءεστρου. Ὁ Βενιζέλος
εἶναι ἔνας καλὸς ἐκλογικὸς γεωμέτρης, ἔνας ἐφευρετή
κδς πολιτικὸς παίκτης, ὁ ὅποιος ἐπιτυχαίνει νὰ διορ
θώνει τὴν τύχει. Γι' αὐτὸ διειλαν νὰ φυλάγουν γιὰ
τις ἐκλογὲς ως ποῦ νὰ ἐπιστρέψῃ ἀπὸ τὸ μακρυνό του
ταξίδι γιὰ πιστώσεις. "Ἡθελε νὰ χειρησθεὶ μόνος του
τὴν ἐκλογικὴ μηχανὴ, γιὰ νὰ μὴ τὴν ἀφῆσῃ σὲ ἄλλους
Αὐτὸ ἀκόμη περισσότερο ἐφ' ὅσον τὸ προσφυγικὸ ζῆται
τημα ἔμεινε, αρκιβῶς ἐξ' αἰτίας τῆς ἀγορᾶς 150.000
προσφυγικῶν ὄμολογιῶν ἐκμέρους τοῦ κράτους, στο
ἴδιο κρίσιμο σημεῖα.

Τὸ νομοσχέδιο γιὰ τῆς γερουσιακὲς ἐκλογὲς
εἶναι ἔτοιμο. Ἡ ἀναλογικὴ, ἡ μόνη δημοκρατικὴ ἔγγυ
ηση ἔπειτα δριστικά. Γερουσία καὶ κοινοβούλιο θὰ ἀπο
τελέσουν τὰ κοινοβουλευτικὰ στηρίγματα τῆς κοινο
βουλευτικῆς δικτατορίας. Τὸ παραμέρισμα τοῦ κλήρου
εἶναι μόνο μᾶς παρηγορία. Ὁ «ἔξω πάση πολιτικῆς
κλήρος δὲν χρειάζεται ὑποστήριξη» μὲ παραγράφου

Είναι στήν πραγματικότητα στερεωμένος, καὶ ἀπόδειξῃ εἶναι ἡ στάση ἀπεναντί τῶν Οὐνιτῶν. 'Ας πάει νὰ κρατᾶ κανεὶς ἐνάντια στὰ ζένα στοιχεῖα ὅτι στάση θέλει, ἄν καὶ οἱ ὑπηρεσίες τους στήν 'Ιταλία στὸ ζητῆμα τῶν Δωδεκανήσων δὲν τοὺς κάνουν συμπαθιτικοὺς, τὸ κράτος ὅμως, δὲν εἶναι γιὰ νὰ ἀποφασίζει στὸν ἀγώνα δύο ἐκκλησιῶν. 'Ακριβῶς ως ἀντίταλου τοῦ «λατινικοῦ αὐτοκρατορικοῦ ὄνειρου» καὶ τῶν παπάδων τῆς Ρωμῆς δὲν εἴμαστε διατεθειμένοι νὲ κάνουμε τὴν χώρα μας γελοῖα μὲ θεολόγικὰ προτσέσσα. 'Ο κλῆρος ἂς ἐξαφανισθεὶ δχι μόνο ἀπὸ τὴν γερουσία, ἀλλὰ πρέπει καὶ νὰ παύσει νὰ εἶναι ἡ ιδεολογία τοῦ κράτους!

Ἐν τῷ μεταξὺ δέξινεται ἡ κατάσταση μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Τουρκίας. Τὸ νέο βαλκανικὸ Λοκάρνο εἰσηγεῖται κατὰ περίεργο τρόπο. Οἱ διαμαρτυρίες τῶν τούρκων τῆς δυτικῆς Θράκης βρίσκουν μιὰ πλατειὰ ἥχω στὸν τουρκικὸ τύπο. Ἡ ἑλληνικὴ κυβέρνηση προσπαθεῖ νὰ δικαιολογηθεῖ.

Πρὸς τὶ ὁ θόρυβος; Τὸ θρακικὸ καὶ τὸ μακεδονικὸ προβλῆμα δὲν εἶναι ἔθνικὰ ὕπηγματα, ἀλλὰ προβλῆματα τῆς οἰκονομικῆς πολιτικῆς. "Οσο ἐνεργὰ ἐμεῖς ὑποστηρίζουμε τὰ δίκαια τῶν προσφύγων κάθε ὥρα καὶ στιγμὴ μὲ τὸν ἄγώνα μας γιὰ μιὰ ἀγροτικὴ μεταρρίθμιση ἀλλο τόσο ἀναγιωρίζουμε τὸ δικαιώματα ὅλων τῶν ἔθνικῶν μονάδων τῶν ἀναφερθέντων οἰκονομικῶν μερῶν μὲ τὸ δικαίωμα τῆς αὐτοδιάθεσης των

Ο πατέρας Βενιζέλος δὲν κατόρθωση νὰ παραμερίσῃ τὴν κρίσην. Οἱ ἀναγεννόμενες ληστρικὲς συμμορίες δείχνουν τὴν δυσαρέσκεια πλατειῶν ἀργοτικῶν μαζῶν. Οἱ ἀπιρράθιμοι ἀπεργίες τὶς ὁποίες προσπάθουν μάταια νὰ τὶς πνίγουν διὰ τῆς βίας, διοιαφορὲς ἀνάμεσα τῶν κυριαρχούντων στρωμάτων, ἀποδυκνεῖονται αὐτὸς ἀρκούντως. Τὰ ζητήματα τῶν πιστώσεων εἰναι ἀλυτα, καὶ ἐν στερεώνει κανεὶς τὴν ἄγρια δικτατορία τῆς πλουτοκρατίας καὶ τῶν παραγόντων διὸν νόμων, ἡ Ἑλλὰς σαλεύει πρὸς μιὰ ἀβέδαιη μοίρα. "Ἐν παίγνιο ἀνάμεσα στὴν πλεονεκτηκὴ Μικρὴ Ἀντάντη τὴν παλιὰ ἐκ παραδόσεως γαλλικὴ δύναμη καὶ τὴν ἀγγλικὴ φιληδονία ἡ ὁποία βρίσκει στὸ μουσσολινικὸν λατινικὸν ὄνερο ἔνα καλὸ στήριγμα πρέπει, ὁ Ἑλληνικὸς λαός νὰ ἔλθῃ στὸν ἑαυτὸν του.

Κινδυνοί ἀπῆλοῦν! Μόνο ἔνας τυφλὸς ὄπτιμος μπορεῖ νὲ μὴ τοὺς βλέπει. 'Η Πανελλάς θὰ πραγματοποιηθεῖ μόνο στὰ δρια μιᾶς Ὁμοσπονδίας τῶν ἀπελευθερωμένων Βαλκανικῶν λαῶν, ἢ ἡ ὄριστική ἀποκικοπόηση θὰ είναι ἡ τύχημας. 'Ο τυφλὸς ὄπτιμος τοῦ Βενιζέλου θὰ διορθώθει ἀπὸ τὴν ιστορία. 'Ας ἀντιληφθεῖ ὁ ἑλληνικὸς λαός τὴν κατάστασην προτήτεροι ἀπὸ αὐτὸν, καὶ νὰ ἀποφασίσῃ ὅσο είναι νωρίς. Πρόκειται νὰ γίνει ἡ Ἑλλάς δεύτερα Δωδεκάνησα, μιὰς ἔκθεση χένων ἵμπεριαλιστῶν? 'Ακόμη δὲν ἔφθαστοσό μακριὰ — ἀπειλητικὰ σύνεργα δύως βρύσκονται στὸν ὄριζοντα.

Μέλιγκος

بالقان فل لا راسیوی

هر اون نش کوده انتشار ادر
بالقان اقلیتلرینک و مظلوم ملتلرینک مجموعه سیدر
العلوم بالقان اسنانزنده باریمقدده در

قایمه آلامشدۀ یوغوسلاویا دنیان حکومتک صرب ره آقسیونز لرندۀ بازیه اویلیف مدّجه یوغوسلاویاده کی عناصرک بو جامعه آلتندۀ آرتق یاشامنه مجاھری قالمامشدۀ عناصر محاکمه نک بو قاتعلی صرب قلیقی هر کون باشقه بر صورتله آرتمنده اولان مظالمیه تقویه ایدلیکده در. بو راغرهب حادثی اوژدینه صرب قلیقی یه اسکی پالیتیف انتیقه لریه باشладی. کویا حکومت داخلنده کی عناصره دها زیاده سرسیتیت تامین ایده‌یلک ایچون یوغوسلاویا بش اداری منطقه یه تقسیم ایله هر منطقه یه صلاحیت واسعه بخش ایده‌جکنی یان ایتمکده در. بو تقسیمات اویله بر صورتده چیزیلشدۀ یوکون اقلیته بولنان عناصر، منطقه تقسیم‌تده بوسپوتون موجودیت‌سی قلا‌جقدر. مثلاً قوصوه نک بر قسمی نیشه بر قسمی بوسنیه، بوسنیه نک بر قسمی دلماچایه بر قسمی قره‌طاغه اخ... هر غنضی اپارچه‌لایه رک تقسیمات یا پلشدۀ. و بو صورتله صلاحیت واسعه ماسکسی آلتندۀ موجود ملتی بوسپوتون اسارتاه صوقاج و آوروپا به قارشی بو ملتی دها زیاده ازمک ایچون حق قازاناج، فقط قروات ملی بو انتیقه‌یی بیله رک هیچ بر صورتله بو حکومتله بر ابر یاشامنه نک امکانی اولامیه‌جغی اعلان ایتمکده در. دیکر عناصر بو فرستدن استفاده ایده‌رک قروات آحراریه پاک آواز اولارق حریت‌ملی‌لرینک استدادلری ایچون باغمی دارل. نیچون بو میونه فریب قوصوه آرناؤودی بو کون اقلیتل حقوقک هیچ برینه مالک اوله ماسون دک مالک اولماق

یوغوسلاویا بحرانی

قروات کویلیسی باباسی سته‌فان رادیچک شووند صرب قلیقی طرافدن مقوچینا اورت‌سندۀ یره سریلرک حیاته خانه و بیلادکن صوکرا آئی اورغانیزه ایدلیش و ملتک سلامتی آیی آکلامش اولان قروات منوارنیه خلق پارتبیسی آرتق قروات ملتک، یوغوسلاویا دنیان بو جامعه حکومت ایچنده اقلیتی تشکیل ایدن صرب عنصرینک آک ره آقسیونز، آک شووند بر صرب قلیک اشکجه‌سی آلتندۀ قورتیله‌جق زمانک خلو ایتدیکی آکلامدی.

ایک اوچ آیدنبری زاغریده کنجل، اوئنیه‌رسیه طلبه‌سی، احرار بارتسی، کویلی، آغار پارتبیلری حریت ملی‌لرینک استدادی ایچون هنینگل، نایشرلر یا پدیلر. صرب ره آقسیونز حکومتک قانون شکننده، ته زیجی اداره‌سنه قارشی پروستولر یا پمکده‌درل. بو نایشرلر آرسندۀ مدی صرب حکومتی حق و قانون نامه ملکتک کنجل‌نک، منوارانه قارشی سونکو قورشون قوللاندی. بر چوچ احرار قانی زاغرده صوقاً‌قلنده آیتندی. آشکجه و مظالمی دها سیسته‌ماتیک تطیق ایده‌یلک ایچون قانون اساسی خلافه زاغرده برعسر متصرف صلاحیت مخصوصه حائز بر هتصرف کوندردی. قروات محلس ملیسی قانون اساسیه مخالف بر عسر متصرف کیول ایده‌میه‌جکنی حکومته یان ایتدی. قروات ملی بو حادث‌دانصوکرا

Adress du journal:
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0,50 et 6 pour l'Autriche, Dollars 0,10 et 1,20 pour tous
les autres pays.

Texte français (pages 2321—2331)

- P. Louis: La Quinzaine Internationale
P. Davila: Les nouvelles amours Italo-Turques
Le calvaire du peuple macédonien:
Un Appel de l'ORM Unifiée
J. Bouquet: L'orgie sanglante des fascistes macédoniens
B. Rilsky: M. Maurice Pernot — porte-parole de l'ORIM fasciste et de l'impérialisme bulgare
D. Vlakhoff: L'emprunt de "stabilisation" et de "rétablissement" du gouvernement bulgare
C. Novakovitch: Le bilan décennaire du régime g and'serbe
N. Amaru: Les élections roumaines et les libertés national-tsaranistes
Peridis: Le différend turco-grec

Texte allemand (pages 2331—2335)

- O. Masson: Der letzte faschistische Vorstoß in Bulgarien
K. Ivačić: Das Ende einer Lige
Meiungos: Michalakopoulos und die Verwaltungsreform
P. Izvoroff: Korrespondenz aus der Dobrudscha

Texte albanais (pages 2335—2337)

- S. Shpáza: E ardhmja e Kosovës
L. Marevshja Anglo-Franceze dhe Lokarno-ja Balkanike-II

Texte bulgare (pages 2337—2339)

- D. Влахов: »Стабилизационния« и »възстановителен« заем
на българското правителство
Апел на балканските национал-революционни организации

Texte roumain (pages 2340—2342)

- I. Mateescu: Ce s'a schimbat în România?
N. Amaru: Alegirile române și libertățile național-țărănești
Delabla: Cum arată nouă guvern la față

Texte croate (pages 2342—2344)

- Naša anketa o Balkanskoj Federaciji:
Arakel Babahanić (Leo)
K. Ivačić: Krvava desetogodišnjica

Texte serbe (pages 2344—2345)

- Наша анкета о Балканској Федерацији: Г. Бакалов
Д. Јовановић: На прагу друге деценије...

Texte grec (pages 2345—2347)

- Περιόδης: Ή ελληνο-τουρκική διαφόρα
Μέλιγνος: Ο Βενιζέλος και ο τυφλος τού δρπτιμισμός

Texte turc (pages 2347—2348)

- شار: یوغوسلاویا بحرانی